



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018

# Le Québec

- Il y a eu croissance notable des exportations du Québec en 2014 et 2015, mais les autres composantes de l'économie offrent peu de croissance.
- Les dépenses discrétionnaires des ménages demeurent limitées par la hausse des prix et des tarifs, les gouvernements restreignent la croissance des dépenses en raison de revenus plus faibles, et les entreprises avancent avec prudence dans un environnement d'affaires difficile.
- Tout cela se traduira par une très faible croissance de l'emploi au Québec au cours de l'horizon 2016-2018, au taux annuel moyen de 0,7 %<sup>1</sup>.



Après le départ en force qui a marqué la courte période de rattrapage après la récession de 2008-2009, la dynamique a ralenti, d'année en année, au Québec. Aujourd'hui, la contribution plus faible de chacune des composantes de l'économie se reflète dans la croissance moins vigoureuse qu'on voit dans le produit intérieur brut (PIB).

La dynamique de la consommation, la composante la plus importante du PIB québécois, ralentit depuis 2011. Depuis 2013, la croissance des ventes au détail est même inférieure à l'inflation.

En baisse depuis 2012, les dépenses des gouvernements contribuent négativement au PIB depuis le 2<sup>e</sup> semestre de 2014. En mettant de l'avant des mesures pour améliorer leur bilan financier, les administrations publiques ont généré un impact négatif sur l'emploi et la croissance du PIB.

Les investissements privés sont en recul en raison de difficultés à l'échelle mondiale : surcapacité de production, stocks élevés, faiblesse de la demande. Avec de telles conditions, les prix sont tombés à un niveau peu intéressant pour le développement.

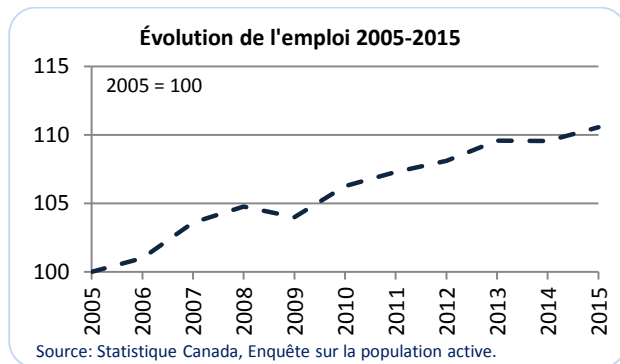
Après le recul important subi lors de la récession, les exportations ont pris du temps à reprendre leur place au sein de l'activité économique québécoise. La dynamique évoluait lentement, au rythme de la reprise de l'économie américaine et des difficultés en Europe et dans les économies émergentes. La valeur des exportations du Québec s'est relevée de façon marquée en 2014 et on a enregistré une

bonne croissance en 2015 grâce à l'amélioration continue de l'environnement d'affaire chez les principaux partenaires de la province.

Et bien que plusieurs attendent beaucoup de la baisse du dollar canadien pour soutenir la croissance des exportations, il est probable que la devise ne sera pas d'une aussi grande aide qu'on l'espère. C'est que plusieurs monnaies ont aussi connu une forte dévaluation face au dollar américain. Dans ce contexte, les États-Unis peuvent « magasiner » leurs achats extérieurs. De plus, les contrats des entreprises ont couramment une portée de plus d'une année, et comportent des clauses de protection en cas de la dévaluation des devises. On comprend alors que l'impact du dollar canadien faible pourrait mettre plus de temps à prendre effet. Enfin, le secteur de la fabrication de biens au Québec utilise, en moyenne, 40 % de produits importés dans son processus. Ceci implique que l'approvisionnement à l'étranger, négocié en dollars américains, coûte plus cher, ce qui annule une bonne partie des gains qu'on s'attendait à réaliser grâce au faible taux de change.

La croissance de l'emploi a aussi été soumise aux aléas de la dynamique économique au Québec. Au cours des trois années qui ont précédé la récession de 2008-2009, la croissance annuelle moyenne de l'emploi était de 1,6 % au Québec. L'économie profitait autant du marché intérieur que des marchés extérieurs. En 2007, le Québec a atteint un sommet avec l'ajout de plus de 96 000 personnes occupées, soit un taux de croissance de 2,6 %.

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 31 mars 2016.



Hormis la brève poussée post-récession en 2010, la croissance de l'emploi au Québec a beaucoup diminué. Au cours des cinq dernières années, le taux de croissance s'est étioilé au rythme des difficultés mondiales et du ralentissement de la consommation et des investissements privés. De 2010 à 2015, la croissance annuelle moyenne de l'emploi au Québec s'est établie à 0,8 %. C'est la moitié de celle qui prévalait avant la récession. Et depuis 2013, l'emploi a crû en moyenne de 0,4 % par année.

Face à une croissance d'emploi aussi faible, le taux de chômage aurait dû augmenter. Il a plutôt fait du sur-place en raison du recul du taux d'activité au cours des dernières années. En recul depuis 2009, le taux d'activité chez les 20 à 29 ans se situe désormais en-deçà du niveau atteint il y a 10 ans.

En contrepartie, la hausse du taux d'activité depuis 2007 chez les 50 ans et plus et, plus récemment, chez les 35 à 49 ans, a contribué à amoindrir la baisse de la participation au marché du travail de la population adulte. Cependant, cette situation ne pourra durer. En effet, on voit qu'un plafond a été atteint chez plusieurs groupes d'âges et que la croissance n'est (presque) plus possible.

Le Québec a l'une des populations les plus âgées du Canada, un accroissement naturel faible et une immigration moins élevée que ce qu'on retrouve dans l'Ouest canadien. De plus, selon les scénarios démographiques de l'*Institut de la statistique du Québec*, la population âgée de 20 à 64 ans va commencer à diminuer autour de 2016-2017, au même moment où le nombre de retraites ira en augmentant.

Cette situation entraînera un problème de taille pour le remplacement des retraites et pour la capacité de croissance des industries. Et cette situation ira en s'accroissant car la baisse de la population active pourrait s'étirer jusqu'en 2031.

Pour contourner les difficultés de recrutement, les entreprises devront optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielles déjà en place. L'acquisition d'équipements plus performants pourrait faire baisser la pression liée au remplacement des retraites et au recrutement nécessaire en cas d'expansion de l'entreprise. Mais, tant que les surplus de capacité de production n'auront pas été résorbés, les investissements seront retardés.

### Perspectives industrielles

Bien que les exportations présentent la meilleure possibilité de croissance pour l'économie québécoise, il y a des risques entourant l'établissement de nos perspectives :

- l'endettement des économies émergentes, où le Québec a diversifié son offre extérieure, est élevé, et leur contexte économique est difficile
- en Chine, le passage d'une économie de production à une économie de consommation se traduira par des achats extérieurs moins élevés – la Chine est la seconde destination en importance des exportations québécoises, dont la moitié est liée aux ressources
- le redressement des économies est lent en Europe où des enjeux de tailles comme la gestion des dettes et des migrants par exemple, peuvent venir modifier la dynamique à tout moment
- l'Organisation mondiale du commerce relève un nombre record de mesures restrictives pour le commerce entre les pays, et que la mise en place de ces mesures a progressé plus rapidement que le règlement des désaccords au cours des dernières années.

Les autres éléments qui auront une influence sur les perspectives d'emploi des prochaines années sont :

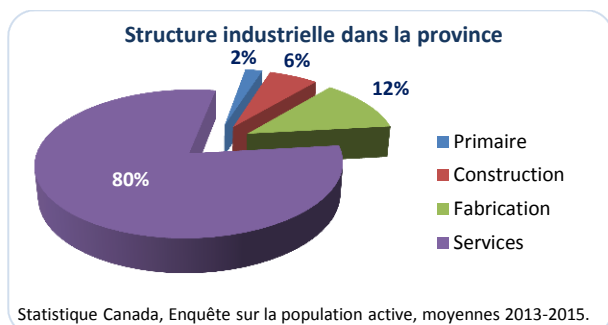
- la consommation : elle ne sera pas autant porteuse de croissance que par le passé
- les intentions d'investissements privés : elles reculeront encore en 2016 et ne seront pas de

retour à un niveau supérieur au cours de la période de prévision

- il y aura une baisse de la population active à partir de 2016-2017 en raison du nombre croissant de retraites des baby-boomers
- l'investissement public fédéral est une inconnue – lors de l'établissement notre scénario, nous étions toujours en attente du premier budget du nouveau gouvernement ; cet élément pourrait insuffler un supplément de croissance.

Nous n'avons pas tenu compte de l'Accord économique avec l'Union européenne et du Partenariat transpacifique dans l'établissement des perspectives car ceux-ci ne sont pas encore en vigueur et n'auraient qu'un impact limité au cours de l'horizon 2016-2018.

En raison de ces éléments, nous nous attendons à ce que la croissance de l'emploi au Québec au cours de la période 2016-2018 soit très modérée, avec un taux annuel moyen de 0,7 %. La majeure partie de la croissance proviendra du secteur des services. Non seulement ce dernier occupe une place importante dans la structure industrielle de la province, il en est aussi le plus dynamique.



L'exploitation des ressources et leur transformation contribuera à la croissance d'emploi au Québec mais la dynamique sera faible au départ puis ira en augmentant avec les années. Nous faisons l'hypothèse que la demande mondiale reprendra lentement et que la situation de surcapacité de production et de surplus d'inventaire se résorbera, elle aussi lentement. Compte tenu de la petite taille de ce secteur au Québec, nous nous attendons à l'ajout de quelques centaines de postes d'ici la fin de 2018.

Secteurs primaire et secondaire		
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018		
	Niveau d'emploi*	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>4 072 500</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>85 700</b>	<b>0,3 %</b>
Agriculture	54 950	0,0 %
Foresterie et exploitation forestière	12 500	0,7 %
Extraction minière	19 692	1,0 %
<b>Construction</b>	<b>254 133</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>490 875</b>	<b>0,3 %</b>
Aliments, boissons, tabac	78 375	0,4 %
Textiles, produits textiles	8 175	-1,0 %
Vêtements, produits en cuir	17 858	-2,5 %
Bois	38 433	0,6 %
Papier	23 517	-0,5 %
Impression	20 558	-1,6 %
Pétrole et charbon	2 583	0,0 %
Produits chimiques	30 192	0,3 %
Plastique et caoutchouc	29 800	0,6 %
Minéraux non métalliques	13 275	0,7 %
1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	27 750	0,0 %
Produits métalliques	35 825	1,5 %
Machines	26 233	1,2 %
Produits informatiques, électroniques	15 792	0,6 %
Matériel, appareils électriques	12 367	0,3 %
Matériel de transport	62 733	0,9 %
Meubles, produits connexes	25 558	0,4 %
Activités diverses de fabrication	21 883	0,3 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 31 mars 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Dans la construction résidentielle, la rénovation a beaucoup contribué à la croissance de l'industrie, malgré un léger recul du nombre de mises en chantier en 2015. C'est qu'au Québec, les dépenses en rénovations représentent le double du montant déboursé pour l'acquisition de logements neufs. En raison du potentiel de maisons à rénover, pour le marché de la revente ou non, et des mises en chantier selon la *Société canadienne d'hypothèque et de logement*, il y aura de la croissance au cours des trois prochaines années. Du côté de la construction non résidentielle, le segment du génie civil et de la voirie sera en croissance en raison du nombre et de la taille des projets en infrastructures qui sont en cours ou en développement. À l'opposé, la fin des grands chantiers entraînera une baisse de l'activité

dans le segment institutionnel et commercial, tandis que le segment industriel ne bénéficie pas d'un bon environnement pour l'investissement.

Du côté de la fabrication de biens, la croissance de l'emploi sera positive mais très faible. Les segments en décroissance depuis plusieurs années – vêtements, textiles, papier, imprimerie – poursuivront dans cette lignée alors que les industries habituellement plus vigoureuses afficheront des croissances moins élevées. La fabrication de matériel de transport, la fabrication de produits métalliques, la fabrication de machines et la transformation de produits alimentaires seront les plus importants contributeurs à la croissance d'emplois.

Le secteur des services continuera à croître à un rythme lent. C'est que d'importantes industries, en termes d'emplois et de contribution à l'économie québécoise, ont des défis à relever. Par exemple, le commerce de détail ne peut plus compter autant sur la croissance des dépenses discrétionnaires des ménages en raison des hausses de prix et de tarifs. Dans les services professionnels, scientifiques et techniques, on a atteint un si haut niveau d'activité dans l'industrie qu'il reste peu de place pour la croissance.

Annoncée en 2014 par le gouvernement du Québec, la baisse des crédits d'impôt pour les entreprises en technologie et du multimédia aurait pu freiner sérieusement la croissance dans ce type d'industries. De nouvelles ententes et subventions ont permis non seulement de conserver la forte dynamique qui prévalait dans ces entreprises, mais aussi de poursuivre la croissance de la grappe.

Plusieurs industries de services ont les mêmes préoccupations face à l'utilisation du web par les individus et les entreprises. Outre le commerce électronique, il y a la protection de la vie privée, se prémunir et se défendre contre le vol d'identité, s'assurer de la sécurité (et de la cybersécurité) des affaires, etc. Ces enjeux sont au cœur du développement des activités dans les services juridiques, les services de sécurité et les services de développement informatique.

Secteur tertiaire		
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018		
	Niveau d'emploi*	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>4 072 500</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Services</b>	<b>3 239 542</b>	<b>0,7 %</b>
Services publics	28 842	0,2 %
Commerce de gros	138 175	0,6 %
Commerce de détail	512 717	0,2 %
Transport et entreposage	188 367	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	216 758	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	307 050	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif, autres services	159 317	0,9 %
Services d'enseignement	277 333	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	566 500	1,4 %
Information, culture et loisirs	177 892	0,6 %
Hébergement et restauration	268 717	0,6 %
Autres services	173 475	0,5 %
Administrations publiques	224 417	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 31 mars 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Sylvain Laurendeau, économiste principal, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec**

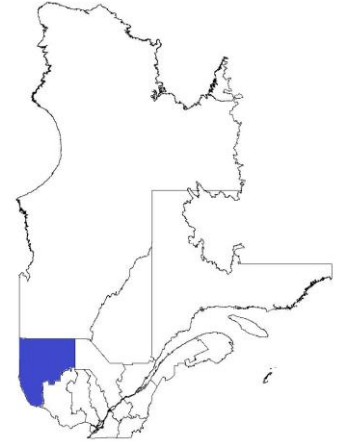
**Pour plus d'information, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca)**

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Abitibi-Témiscamingue

- L'économie de la région demeure largement tributaire des secteurs des ressources naturelles. Alors que la part de l'emploi du secteur primaire atteint à peine 2 % dans la province, elle se chiffre à près de 13 % dans la région, principalement en raison de l'importance de l'industrie minière.
- La croissance démographique enregistrée depuis 2006 laisse présager que le déclin longtemps anticipé pourrait être évité au profit d'un léger accroissement de la population régionale.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,6 %<sup>1</sup>, un taux légèrement inférieur à celui prévu au Québec (0,7 %).



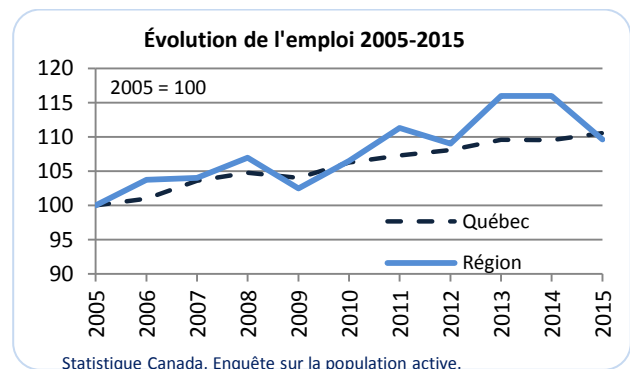
La région comprend quatre municipalités régionales de comté (MRC) soit celles d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, de Témiscamingue et de la Vallée-de-l'Or, ainsi que la ville de Rouyn-Noranda. Selon les données provisoires de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de l'Abitibi-Témiscamingue s'élevait à 147 700 au 1<sup>er</sup> juillet 2015. À elles seules, la ville de Rouyn-Noranda et la MRC de la Vallée-de-l'Or regroupaient environ 58 % de ce total.

Après avoir connu une décroissance pendant plusieurs années, la tendance démographique s'est inversée depuis 2006. Cet accroissement a incité l'ISQ à réviser son scénario de prévision. Tandis qu'un déclin était auparavant anticipé, le nouveau scénario prévoit plutôt une légère croissance d'ici 2021, alors que la population régionale pourrait atteindre 150 900 habitants.

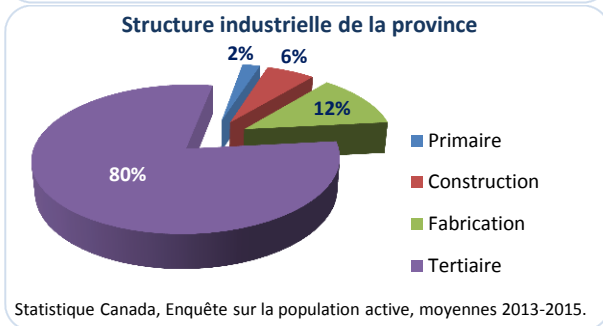
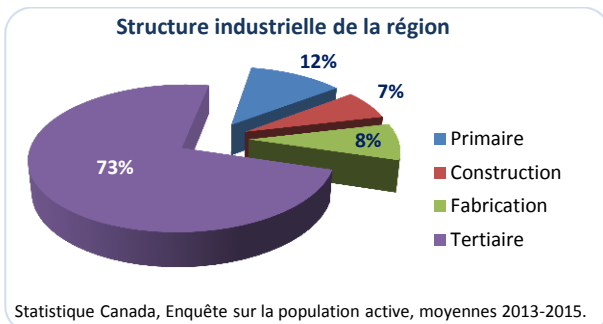
En 2015, l'Abitibi-Témiscamingue comptait 70 600 personnes en emploi. Il s'agit d'une diminution de l'ordre de 5,5 % (-4 100 emplois) par rapport au niveau de 2014, une décroissance qui s'est fait sentir tant dans l'emploi à temps plein que dans celui à temps partiel. Au cours de cette période, le taux d'emploi a perdu 3,5 points de pourcentage pour se fixer à 58,6 % en 2015. Le secteur des services a été le plus durement touché par des pertes d'emplois (-7,1%). Parmi les principaux mouvements, les industries du commerce et les services d'enseignement ont enregistré une diminution

significative de leurs effectifs alors que l'industrie de l'hébergement et de la restauration a affiché une performance positive. Bien que moins affecté, le niveau d'emploi au sein du secteur de la production de biens a aussi connu une décroissance au cours de la période (-1,4 %), principalement en raison d'un recul de l'emploi au sein du secteur minier.

Le taux de chômage se situait pour sa part à 7,0 % en 2015, une baisse de 0,2 points de pourcentage. Étant donné qu'elle s'accompagnait d'un recul de l'emploi et d'une diminution de la population active, cette réduction n'était toutefois pas un signe positif pour l'économie régionale et pourrait signaler que certains travailleurs découragés ont renoncé à se chercher un emploi. Au cours de la période, le taux d'activité de la région perdait 4 points de pourcentage, pour se fixer à 63,0 %, un taux inférieur à celui de la province (64,8 %).



<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 26 avril 2016.



La région de l'Abitibi-Témiscamingue se distingue de la province, entre autres, par une présence nettement plus marquée du secteur primaire, en raison principalement de l'importance accrue qu'y occupe l'industrie minière. En contrepartie, la part de l'emploi représentée par les services y est plus faible que dans la province. L'industrie de la fabrication y est aussi moins présente.

### Perspectives industrielles

Le nombre de personnes en emploi devrait progresser en moyenne de 0,6 % par année au cours de la période 2016-2018 en Abitibi-Témiscamingue, un rythme similaire à celui attendu en moyenne au Québec. Ceci devrait permettre l'ajout de 1 225 emplois dans la région d'ici la fin de 2018.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	73 300	0,6 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	9 100	0,7 %	0,3 %
<b>Construction</b>	4 800	0,6 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	6 000	0,6 %	0,3 %
Bois	1 800	3,2 %	0,6 %
Papier	2 100	0,0 %	-0,5 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 26 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Occupant une proportion d'emplois nettement plus élevée dans la région que dans la province, le **secteur primaire** influence grandement l'économie régionale. L'emploi dans ce regroupement devrait augmenter en moyenne de 0,8 % par année, ce qui ne représente toutefois qu'un faible nombre d'emplois. La croissance proviendra à la fois du secteur minier ainsi que de la foresterie.

Après avoir enregistré des baisses consécutives au cours des trois dernières années, les investissements miniers devraient afficher une hausse en 2016 selon les intentions d'investissements miniers publiés par l'ISQ. Les dépenses en travaux d'exploration et de mise en valeur devraient toutefois demeurer plutôt stables. Quelques projets importants pourraient voir le jour au cours de la période et plusieurs mines projettent des extensions de leurs sites actuels afin d'en prolonger la durée de vie. La création d'emploi sera toutefois limitée par une meilleure utilisation des ressources actuelles. Toutefois, plusieurs mines ayant déjà rationalisé leurs effectifs, ces projets devraient permettre de consolider les emplois actuels et même, principalement vers la fin de la période, d'en créer. Les variations des prix des métaux ainsi que l'accès au financement sont des facteurs qui auront aussi un impact important. Si la tendance actuelle se maintient, l'emploi au sein de **l'industrie minière** pourrait connaître une légère croissance.

Même si les niveaux d'emploi ne reviendront vraisemblablement pas à ce qu'ils ont déjà été par le passé, l'industrie de la **foresterie et de l'exploitation forestière** pourrait renouer avec une légère croissance. La reprise dans la construction résidentielle aux États-Unis, un dollar canadien faible ainsi que certains projets tels que la construction d'une nouvelle usine par Forex Amos ainsi que le début de l'aménagement du parc Opémican devrait favoriser ce secteur. Des difficultés liées à la disponibilité de la matière première ainsi qu'une meilleure utilisation des ressources actuelles limiteront l'impact sur l'emploi. Malgré tout, les possibilités grandissantes permettent d'anticiper une croissance. Cette reprise est très attendue, cette activité représentant une part importante de l'emploi dans certaines municipalités.

Après avoir atteint un sommet en 2014, l'emploi au sein de la **construction** est demeuré plutôt stable en 2015. Certains projets majeurs, dont le centre de détention d'Amos, devraient prendre fin au cours de la période, mais de nombreux projets importants prendront la relève (notamment, la voie de contournement et le développement Senator à Rouyn-Noranda, l'agrandissement du Centre professionnel ainsi que certains travaux de revitalisation au centre-ville de Val-d'Or de même que l'agrandissement et le réaménagement du centre hospitalier de Ville-Marie). Du côté résidentiel, malgré une amélioration récente des taux d'inoccupation dans la région, les besoins demeurent, et ce, principalement pour les logements plus grands. Conjugué à un maintien de faibles taux d'intérêt, l'impact sur la construction résidentielle devrait être positif. Le segment de la rénovation devrait aussi demeurer dynamique. Une croissance annuelle moyenne de 0,6 % est donc prévue.

L'industrie de la **fabrication** de la région est fortement concentrée dans les industries liées aux ressources, principalement dans les produits en bois et le papier. Pour la période de prévision, de nouvelles occasions d'affaires seront vraisemblablement créées par une augmentation de la demande pour le bois d'œuvre aux États-Unis, une reprise qui s'accompagne de plus d'un dollar canadien faible. La croissance proviendra donc principalement des exportations. Certains projets, notamment le second volet du complexe forestier de Forx Amos, favoriseront aussi l'emploi dans ce secteur. Toutefois, les entreprises soulignent éprouver des difficultés liées à leur approvisionnement ainsi qu'aux coûts reliés qui seraient trop élevés et les empêcheraient de demeurer concurrentielles devant la faiblesse persistante des prix et la concurrence importante. De plus, une meilleure utilisation des ressources actuelles pourrait limiter l'impact des opportunités accrues sur le niveau d'emploi. Même si le taux de croissance dans la fabrication de produits en bois peut sembler important, cela ne représentera en fait qu'un nombre limité d'emplois. Au total, la croissance dans le secteur de la fabrication devrait s'élever à 0,6 % en moyenne par année au cours de la période de prévision.

Dans la région, l'emploi au sein des **services** a enregistré un repli marqué au cours de la dernière année. Le secteur devrait renouer avec la croissance au cours de 2016-2018, mais celle-ci demeurera vraisemblablement limitée alors qu'un taux de croissance annuel moyen de 0,5 % est prévu.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	73 300	0,6 %	0,7 %
<b>Services</b>	53 400	0,5 %	0,7 %
Commerce de gros	1 900	1,7 %	0,6 %
Commerce de détail	10 100	0,1 %	0,2 %
Transport et entreposage	3 900	1,0 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	2 600	0,7 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques et techniques	3 000	0,0 %	1,2 %
Gestion d'entreprise, soutien administratif	2 600	0,0 %	0,9 %
Services d'enseignement	4 600	1,1 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	11 600	1,1 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	1 800	0,0 %	0,6 %
Hébergement et restauration	4 500	0,2 %	0,6 %
Autres services	2 900	0,0 %	0,5 %
Administrations publiques	3 000	0,0 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 26 avril 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Dans les **soins de santé et d'assistance sociale**, le principal employeur des services, la croissance devrait se poursuivre, bien qu'à un rythme moins rapide que celui enregistré en moyenne depuis 2000. Le vieillissement de la population et le maintien à domicile stimulent la demande pour ces services. La croissance sera toutefois limitée par les difficultés de recrutement de personnel qui perdurent malgré les différentes mesures incitatives visant à faciliter le recrutement et la rétention de professionnels dans ce domaine. Les besoins de services de garderie sont aussi très importants dans la région comme en témoignent les listes d'attente. Des projets de garderies devraient se concrétiser au cours de la période, ce qui entraînera la création de nouveaux emplois. Au total, une croissance moyenne de 1,1 % par année est prévue.

Le **commerce de détail** constitue le second secteur d'activité économique d'importance au sein des services dans la région. La croissance de cette industrie étant étroitement liée à celle des dépenses des ménages, le climat économique plus morose semble avoir contribué à la baisse de l'emploi au sein de ce secteur en 2015. Les perspectives économiques régionales un peu plus positives pour la période de prévision devraient contribuer à freiner cette tendance baissière. Même si certains commerces pourraient poursuivre la rationalisation de leurs effectifs afin d'accroître leur marge bénéficiaire, certains projets de développement (notamment le projet Senator à Rouyn-Noranda), offriront aussi de nouvelles opportunités ce qui contribuera à maintenir le niveau d'emploi total. Pour la période de prévision, une très faible croissance de l'emploi est donc à prévoir.

Durement frappé par la récession, l'emploi dans le **commerce de gros** n'a pas encore retrouvé son niveau précédent. La reprise des échanges commerciaux et la meilleure performance des ventes au détail devraient permettre la création d'une centaine d'emplois d'ici la fin de 2018. Fortement tributaire du commerce ainsi que des échanges internationaux, l'industrie du **transport et de l'entreposage** pourrait afficher une croissance modérée de l'emploi.

Dans la région, l'industrie des **services professionnels, scientifiques et techniques** est particulièrement influencée par l'intensité de l'activité minière et de la construction ainsi que par le climat économique régional. Après avoir enregistré une diminution importante en 2014 et en 2015, les perspec-

tives plus positives devraient permettre de stabiliser l'emploi pendant la période de prévision.

Avec 75 % des emplois dans les services d'enseignement, les écoles primaires et secondaires influencent fortement les perspectives du groupe. Bien que la situation varie selon les municipalités, globalement, une augmentation du nombre d'élèves est prévue pour la période de prévision. Même si le contexte budgétaire devrait demeurer assez limité, certains réinvestissements sont prévus et l'augmentation des besoins permet d'anticiper une croissance de l'ordre de 1,1 % par année en moyenne au cours de 2016-2018.

Au chapitre de **l'hébergement et de la restauration**, le niveau d'emploi fluctue de façon importante d'année en année. Avec 75 % des emplois, la restauration influence tout particulièrement les perspectives de ce secteur. Même si les mouvements d'ouverture et de fermeture sont monnaie courante dans cette industrie, les perspectives économiques un peu plus favorables pour la région devraient contribuer à stimuler les dépenses discrétionnaires des ménages et permettre une très faible croissance du niveau d'emplois.

En raison de facteurs comme la diversification de l'offre de service et la demande soutenue de conseils financiers et de gestion du patrimoine, le regroupement de la **finance, des assurances, de l'immobilier et de la location** devrait enregistrer une légère croissance. Un taux de croissance annuelle moyen de 0,7 % est anticipé pour la période de prévision.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Janine Cardinal**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca).

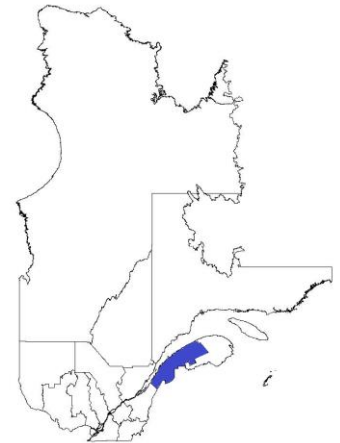
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés





## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Bas-Saint-Laurent

- La population de la région vieillit et elle se concentre dans les deux centres urbains les plus importants de la région.
- Au cours des dix dernières années, l'économie de la région a éprouvé de la difficulté à créer des emplois et, depuis 2013, les problèmes semblent croître.
- Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale sera responsable de 45 % des nouveaux emplois.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,3 %<sup>1</sup>, soit la moitié du taux attendu au Québec.

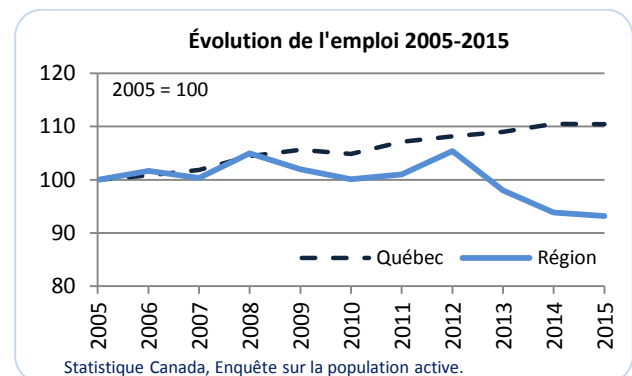


La région Bas-Saint-Laurent est localisée sur la rive sud de l'estuaire du Saint-Laurent. Elle comprend huit municipalités régionales de comté (MRC), dont deux plus densément peuplées : Rimouski-Neigette et Rivière-du-Loup. Celles-ci possèdent aussi les deux villes les plus importantes : Rimouski (49 281 habitants) et Rivière-du-Loup (19 645 habitants). La troisième ville en importance est Matane, avec 14 206 habitants.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2015, la région comptait 199 577 habitants. Depuis 2011, la région a perdu annuellement 0,15 % de sa population. Il s'agit d'une augmentation de la décroissance par rapport à la période 2006-2011. Selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population devrait demeurer pratiquement stable d'ici 2021. Par contre, les MRC rurales vont accuser un repli de leur population, alors que les deux MRC plus urbaines vont enregistrer des hausses. Le vieillissement de la population et les pertes d'emplois dans l'agriculture, l'exploitation forestière et les scieries ne sont pas étrangers à cet exode de la population vers les centres urbains de la région.

D'ici 2021, le pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans déclinera de six points, pour s'établir à 54 %. Il s'agit d'une proportion bien moindre que la moyenne provinciale. Ce groupe d'âges étant généralement plus actif sur le marché du travail, le taux d'activité (personnes qui travaillent ou qui sont à la recherche d'un emploi) pourrait diminuer et consti-

tuer un enjeu pour le développement économique de la région. En 2015, le taux d'activité (54,0 %) enregistré au Bas-Saint-Laurent était le plus faible du Québec. Chez les 55 ans et plus, à 25,9 %, le taux d'activité était aussi le plus bas. Le poids plus important des 55 ans et plus et leur participation plus faible au marché du travail ne sont pas sans conséquence sur les enjeux liés à la main-d'œuvre au Bas-Saint-Laurent.

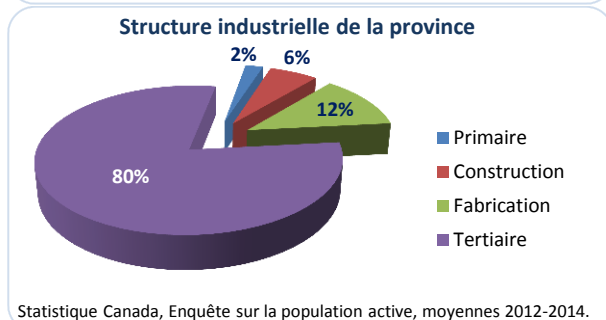
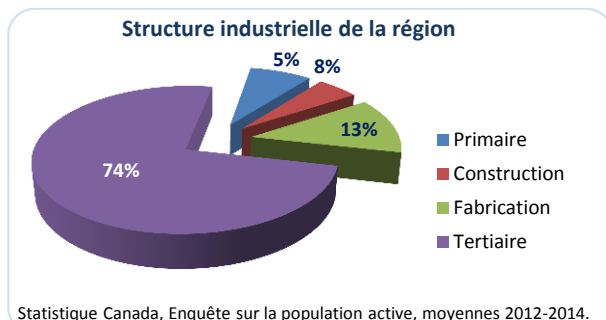


En 2015, le marché du travail du Bas-Saint-Laurent a poursuivi sur une pente descendante. Après une courte reprise amorcée en 2011, l'emploi a fortement chuté depuis 2013. Pendant la même période, l'emploi s'est accru de plus de 10 % au Québec. Étant donné l'ampleur des pertes, peu d'industries de la région ont été épargnées.

En ce qui concerne le poids relatif des secteurs industriels, la structure de la région comporte deux différences par rapport à celle du Québec. Première-

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 25 avril 2016.

rement, le secteur primaire y est trois fois plus important. L'emploi dans le primaire est surtout concentré dans l'agriculture et l'exploitation forestière. Deuxièmement, avec un poids de 74 %, le secteur tertiaire est légèrement moins présent qu'au Québec. Malgré tout, l'importance de certaines industries à l'intérieur des grands secteurs industriels renferme plusieurs spécificités.



### Perspectives industrielles

Le contexte économique continuant de prendre du mieux, nous entrevoyons une croissance annuelle moyenne de 0,3 % de l'emploi. Par contre, elle sera inférieure à celle prévue au Québec (0,7 %). Sur le plan régional, les postes disponibles provenant de la création d'emplois ne représenteront qu'une faible proportion des débouchés. La plus grande part viendra du remplacement des retraites.

Le niveau d'emploi du **secteur primaire** demeurera stable pour la période 2016-2018. L'**agriculture**, industrie qui occupe le plus grand nombre de personnes à l'intérieur de ce secteur (60 %), subira des pertes moyennes de l'ordre de 0,2 % par année. Celles-ci s'effectueront principalement en raison d'une consolidation et d'une diminution du nombre de fermes; le tout sera exacerbé par des problèmes de relève agricole. L'agriculture régionale est fortement concentrée dans le secteur de la production laitière et l'élevage de bétail. La rentabilité des

fermes demeure un défi et la baisse de la valeur de la devise pourrait apporter un répit.

L'**exploitation forestière** se relève lentement des contrecoups de l'effondrement du marché du bois d'œuvre et de celui des pâtes et papier. Depuis, une légère croissance de l'emploi est observée et celle-ci se poursuivra. En effet, les exportations des scieries ont commencé à s'intensifier sous l'effet de la dépréciation du dollar canadien et de la hausse de l'activité économique chez nos voisins américains. Cela a pour effet d'accroître les activités de récolte de bois. Les sommes allouées à l'aménagement et la mise en valeur des ressources du milieu forestier sont en baisse et cela réduit un peu la croissance. Pour les trois prochaines années, nous anticipons une croissance annuelle moyenne de 0,5 %, un taux inférieur à celui du Québec.

Le secteur de l'extraction minière du Bas-Saint-Laurent se distingue de celui du reste du Québec en étant fortement concentré dans l'exploitation de tourbières et d'ardoisiers. Ces deux industries ont été malmenées par le ralentissement aux États-Unis. Depuis 2014, les activités ont repris et devraient se poursuivre, car la baisse de la valeur du dollar canadien favorise les exportations vers les États-Unis et le marché de l'habitation est en hausse aux États-Unis. Une croissance annuelle moyenne de 0,6 % est attendue.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>86 200</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>6 800</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,3 %</b>
Agriculture	4 400	-0,2 %	0,0 %
Foresterie et exploitation forestière	2 400	0,5 %	0,7 %
<b>Construction</b>	<b>4 500</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>10 900</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,3 %</b>
Aliments, boissons, tabac	1 700	0,4 %	0,4 %
Bois	3 400	0,5 %	0,6 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 25 avril 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le niveau d'activité dans la **construction** a atteint un sommet sans précédent au cours des dernières années. Le secteur du génie civil et de la voirie est

celui qui a le mieux fait grâce aux projets de parcs éoliens et la construction de routes (par exemple, les autoroutes 20 et 185). Pour les prochaines années, l'activité de ces deux secteurs va ralentir et ceux de la construction résidentielle et industrielle ne pourront prendre la relève pour maintenir le rythme de croissance. Par conséquent, nous prévoyons une baisse des effectifs pour la période 2016-2018. Cette baisse surviendrait principalement en 2016 et 2017.

Les activités de **fabrication** ont progressé jusqu'au début des années 2000. Par la suite, elles ont ralenti et ont été durement touchées par la récession. Les industries exportatrices et celles plus sensibles à la concurrence étrangère (textile, vêtement, première transformation du bois et produits en papier) ont subi les fermetures les plus douloureuses pour l'économie régionale. Aujourd'hui, les conditions semblent réunies (dépréciation du dollar canadien et hausse de l'activité économique aux États-Unis) pour une reprise des exportations, ce qui pourrait favoriser les industries manufacturières qui exportent une bonne partie de leur production. Pour l'ensemble de la fabrication, l'emploi devrait demeurer stable pour 2016-2018. Néanmoins, certaines industries continueront de vivre des situations difficiles alors que d'autres s'en tireront beaucoup mieux.

Les principales difficultés de l'industrie de la **transformation du bois** sont derrière elle. La reprise semble amorcée avec la hausse des activités de construction aux États-Unis. La dépréciation de la devise canadienne rend les scieries de la région plus compétitives. Pour 2016-2018, la croissance annuelle attendue est de 0,5 %.

La croissance annuelle moyenne de la **transformation des aliments et des boissons**, une autre industrie importante du secteur de la fabrication, sera de 0,4 %. Elle devrait croître majoritairement grâce aux petites PME de transformation alimentaire (fromagerie, boulangerie, micro-brasserie, etc.). La situation des abattoirs semble s'être améliorée et certains ont recours à des travailleurs étrangers pour assurer leur production.

Une bonne part de la croissance de l'emploi dans la fabrication proviendra des industries qui produisent des biens utilisés par d'autres entreprises (ex. de la machinerie), ou utilisés en vue d'offrir un service (ex. des trains, des bateaux, etc.). En particulier, l'industrie du **matériel de transport** où la demande de travailleurs s'accroîtra pour la construction des voitures du métro de Montréal et des pièces pour les tramways de Toronto. Les industries de la **fabrication de produits métalliques** et de la **fabrication de machines** continueront aussi de bien faire. L'amélioration de la conjoncture mondiale et la dépréciation de la devise canadienne favorisent les activités des entreprises qui fabriquent des produits très spécialisés destinés à des secteurs industriels en croissance.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>86 200</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>64 000</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,7 %</b>
Commerce de gros	1 500	0,0 %	0,6 %
Commerce de détail	12 600	0,2 %	0,2 %
Transport et entreposage	4 000	0,0 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	2 800	0,4 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	3 600	0,7 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif, autres services	2 300	0,4 %	0,9 %
Services d'enseignement	5 600	0,1 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	15 300	0,6 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	2 900	0,3 %	0,6 %
Hébergement et restauration	5 700	0,6 %	0,6 %
Autres services	3 600	0,4 %	0,5 %
Administrations publiques	3 900	-0,2 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 25 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le secteur **tertiaire** regroupe plus des trois quarts des emplois et connaît, depuis plusieurs années, une croissance continue. Pour 2016-2018, nous prévoyons une croissance annuelle de l'ordre de 0,4 %, ce qui est près de la moitié la croissance attendue pour le Québec. L'écart s'explique en grande partie par un contexte démographique plus défavorable (stabilité et vieillissement), une dimi-

nution de la population en emploi et des revenus disponibles plus faibles.

Le secteur de la **santé** et de l'**assistance sociale** représente plus de 16 % de l'emploi de la région. Les besoins dans ce secteur ont toujours été grandissants et la tendance se maintiendra. Le vieillissement de la population exige plus de soins et une plus grande spécialisation de ceux-ci. Dans la région, le vieillissement de la population plus rapide qu'au Québec favorise une hausse de la demande en soins, mais la stabilité de la population atténue cette hausse. Ainsi, la performance du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale sera positive, mais inférieure à celle de l'ensemble du Québec : la restructuration du secteur de la santé et la stabilité démographique justifient la différence.

Les industries des services qui dépendent des dépenses de consommation des ménages occupent près de 30 % de l'emploi régional total. Au cours des dix dernières années, l'emploi y a enregistré une hausse moyenne de 0,7 % par année. L'augmentation des dépenses de consommation l'a favorisée. En raison de sa situation géographique, le Bas-Saint-Laurent profite de la présence de consommateurs provenant d'autres régions et d'une autre province. Pour la période de prévision, le **commerce de détail** devrait enregistrer une légère hausse de l'emploi. Elle sera moins élevée qu'au Québec surtout en raison de revenus des ménages moins élevés, de la popularité de l'achat en ligne, et de l'absence de croissance démographique.

Les autres industries influencées par les dépenses de consommation, soit l'**hébergement et la restauration**, les **autres services**, ainsi que l'**information**,

le **la culture et les loisirs**, seront en hausse. Toutefois, le rythme sera moins élevé que par le passé.

Au Bas-Saint-Laurent, les effectifs scolaires dans l'**enseignement** primaire et secondaire devraient enregistrer une légère hausse, ce qui entraînera quelques gains d'emplois. Pour le secteur collégial et universitaire, l'emploi devrait demeurer stable. La réforme des commissions scolaires est encore trop peu avancée pour juger de son impact sur le personnel. Donc, nous anticipons que, dans l'ensemble du secteur de l'enseignement, l'emploi sera en hausse de 0,1 % pour la période 2016-2018.

Les **administrations publiques** emploient environ 5 % des effectifs dans la région. La tendance de l'emploi y sera en baisse, mais elle n'évoluera pas dans le même sens selon le palier de gouvernement. La restructuration de l'administration publique fédérale serait terminée. Le niveau d'emploi devrait demeurer stable. Par contre, dans l'administration provinciale, les pertes d'emplois devraient se poursuivre sur l'ensemble de la période de prévision en raison d'une gestion budgétaire serrée. De plus, la révision en cours des programmes va entraîner des compressions de postes.

Quant aux administrations locales, municipales et régionales, leur nombre d'employés devrait augmenter en raison du désengagement de l'administration provinciale à l'égard de certaines responsabilités. Néanmoins, en l'absence de financement adéquat, elles ne pourront absorber toutes les responsabilités qui relevaient du gouvernement provincial et soutenir les organismes dont le financement a été aboli ou diminué.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Sylvain Labbé**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca).

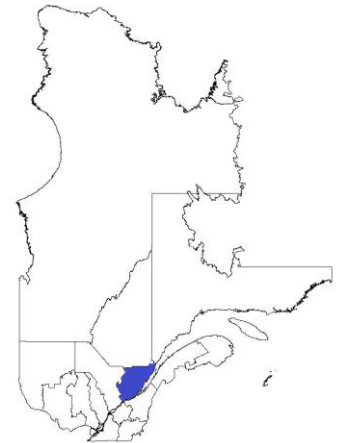
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018

# Capitale-Nationale

- La ville de Québec, siège du gouvernement provincial, occupe une place prépondérante dans la région de la Capitale-Nationale.
- Le ralentissement de la croissance de la population et le vieillissement de la population auront un impact sur la disponibilité de la main-d'œuvre.
- La structure industrielle est fortement concentrée dans les services; la grande majorité des emplois créés sera dans ce secteur.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,8 %<sup>1</sup>, ce qui est légèrement supérieur à celui attendu au Québec (0,7 %).

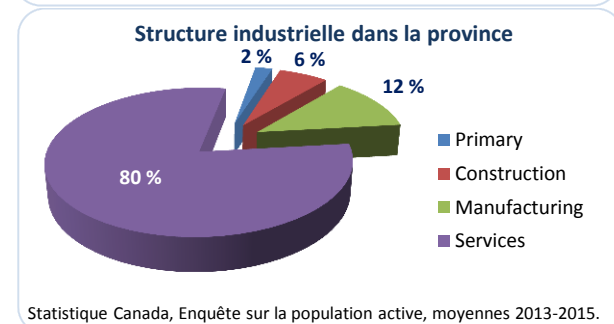
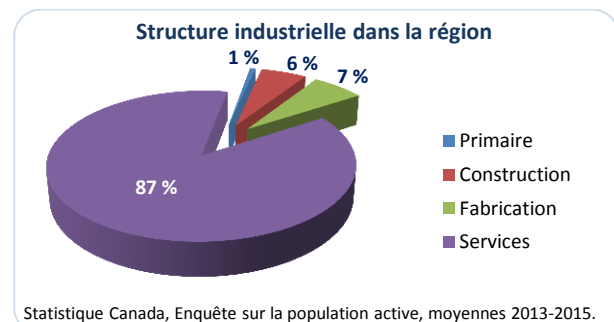


La population de la Capitale-Nationale était estimée à environ 737 500 personnes au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Elle était la troisième en importance au Québec après les régions de Montréal et de la Montérégie. La ville de Québec concentrait près des trois quarts des résidents. Au cours des dernières années, la population régionale a crû à un rythme plus soutenu que celui du Québec et de la plupart des autres régions économiques. Les perspectives démographiques de l'Institut de la Statistique du Québec indiquent que la population de la région de la Capitale-Nationale devrait poursuivre sa progression au cours des prochaines années, mais le rythme de croissance diminuera légèrement.

Le vieillissement de la population a un impact déterminant sur le marché du travail et sur la capacité de la région à combler les emplois disponibles. Les perspectives démographiques révèlent que la population en âge de travailler (20-64 ans) commencera à décliner à partir de 2016 dans la région. Cette situation, jumelée à la performance économique régionale, amplifiera les problématiques liées à la disponibilité de la main-d'œuvre.

L'économie de la région repose essentiellement sur l'industrie des services. Les services gouvernementaux et parapublics sont particulièrement présents. Les attraits culturels et historiques font en sorte que l'industrie touristique y occupe une place prépondérante. Sa situation géographique la consacre aussi comme étant un carrefour stratégique pour le

transport et le commerce. L'industrie des assurances est également très dynamique en raison des nombreux sièges sociaux qui y sont établis.

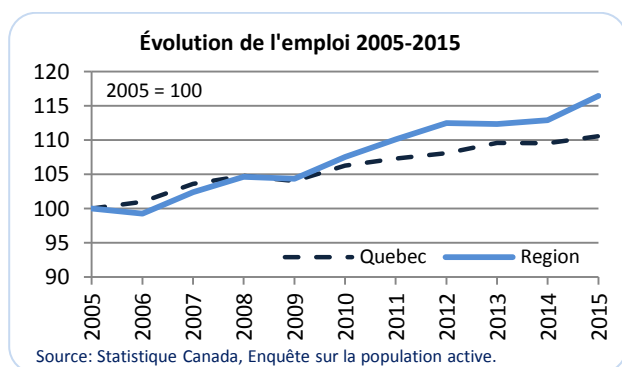


La structure de l'économie régionale s'est beaucoup diversifiée au fil des ans. Elle s'internationalise de plus en plus au moyen de l'économie créative et innovante, ce qui contribue à la croissance des services. Ce secteur concentre environ 87 % des emplois comparativement à 80 % à l'échelle provinciale. La proportion d'emplois liés à l'activité manufacturière ne s'élève qu'à 7 % dans

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 2 mai 2016.

la Capitale-Nationale par rapport à 12 % au Québec. Les industries du secteur primaire regroupent autour de 1 % de l'emploi total dans la région.

Après une période de faible croissance, la région de la Capitale-Nationale a connu, en 2015, une année exceptionnelle sur le plan de l'emploi. Elle a enregistré des gains nets de 12 100 emplois (3,1 %), la plus forte croissance depuis 2007. Le niveau d'emploi s'est élevé tant parmi les postes à temps plein que ceux à temps partiel. Le taux d'emploi a ainsi bondi de 1,6 point pour atteindre un sommet historique à 65,0 %, soit le plus élevé au Québec.



Toutes les composantes industrielles du secteur de la production de biens ont présenté un bilan positif, mais ce sont principalement la construction et la fabrication qui ont soutenu la progression de l'emploi. Le secteur des services a également participé à la création nette d'emplois, notamment l'industrie de la finance et des assurances, l'industrie des services aux entreprises ainsi que le commerce. La plupart des industries des services à la consommation ont enregistré des pertes nettes d'emplois. À l'exception de l'administration publique, le niveau d'emploi des services non commerciaux a augmenté considérablement malgré le ralentissement de la croissance des budgets et des dépenses gouvernementales.

La forte élévation de l'emploi a favorisé une hausse de l'activité, et ce, en dépit du repli du nombre de chômeurs. À 68,2 %, le taux d'activité a établi une nouvelle marque régionale et trônait sur l'ensemble des régions. Au cours de la dernière année, le nombre de chômeurs a diminué de 3 000 personnes ce qui, combiné à la création d'emploi, a permis d'abaisser le taux de chômage à 4,7 %. La

région de la Capitale-Nationale se distinguait également à cet égard, affichant le plus faible taux de chômage au Québec.

### Perspectives industrielles

Selon certains organismes et institutions financières, l'économie de la Capitale-Nationale devrait accélérer la cadence en 2016. Les dirigeants d'entreprises sont optimistes et s'attendent à une augmentation de leurs carnets de commandes et de leur vente. En conséquence, ils anticipent investir dans leur entreprise et embaucher du personnel. La disponibilité de la main-d'œuvre constitue cependant un écueil au dynamisme des entreprises. L'économie régionale sera soutenue par les dépenses des consommateurs, les exportations et les investissements.

Le revenu disponible par habitant de la Capitale-Nationale, qui était le deuxième plus élevé au Québec en 2014, devrait poursuivre sa progression. La situation financière des ménages demeure cependant fragile et la glissade du huard érodera leur pouvoir d'achat. Les réductions d'impôts pour la classe moyenne devraient donner un coup de pouce à la demande, mais leur impact pourrait véritablement ne se faire sentir qu'en 2017. La dépréciation du dollar canadien et l'accélération de l'économie américaine favoriseront les activités de l'industrie manufacturière et du secteur touristique. Les investissements régionaux se maintiendront à un niveau historiquement élevé, notamment pour les infrastructures.

Les perspectives économiques sont donc positives, toutefois les effets sur l'emploi seront modérés. Le ralentissement de la croissance de la population et le vieillissement de la main-d'œuvre entraînent une diminution du bassin de travailleurs potentiels. Les difficultés de recrutement jumelées à l'accroissement de la productivité atténueront l'élévation du niveau d'emploi. Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi se situera à 0,8 % de 2016 à 2018. La grande majorité des emplois créés seront dans le secteur des services.

Le volume de production et le niveau d'emploi du secteur **primaire** sont peu élevés dans la région. On souhaite favoriser l'accès aux produits agricoles et

encourager la consolidation et la diversification des exploitations. Les difficultés d'approvisionnement pèsent toujours sur l'industrie de l'exploitation forestière, mais les indicateurs de performance de la filière forestière s'améliorent. La période difficile de l'industrie minière et le désintéressement du gouvernement du Québec envers le développement pétrolier et gazier ne favoriseront pas la croissance de l'emploi à court terme. Une relative stabilité de l'emploi est anticipée dans l'ensemble du secteur primaire (0,1 %).

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Emploi	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	392 100	0,8 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	2 700	0,1 %	0,3 %
<b>Construction</b>	22 600	0,4 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	25 900	0,7 %	0,3 %
Aliments, boissons, tabac	3 700	0,8 %	0,4 %
Produits en bois	3 400	0,3 %	0,6 %
Produits chimiques	1 600	1,3 %	0,3 %
1 <sup>ère</sup> transformation métaux	1 700	0,0 %	0,0 %
Produits métalliques	2 000	1,2 %	1,5 %
Informatique et électronique	1 800	3,5 %	0,6 %
Activités diverses	1 800	0,2 %	0,3 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 2 mai 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

La période de prévision devrait débuter plus lentement pour l'industrie de la **construction** en raison du repli des mises en chantier et d'une phase de planification dans le secteur institutionnel et commercial. Cette accalmie sera toutefois de courte durée car, à l'exception du secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir est à la hausse dans tous les autres segments de l'industrie. Par ailleurs, les activités de rénovation devraient demeurer vigoureuses avec la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales destinées à stimuler l'activité économique du secteur de l'habitation. De plus, plusieurs projets institutionnels et commerciaux devraient démarrer au cours des années subséquentes. Des investissements importants sont également prévus pour le développement et la maintenance des infrastructures publiques. Le secteur industriel ne sera pas en reste avec la construction d'une usine de production de vaccins (245

M\$) et d'un centre d'usinage dans le domaine de l'optique (35 M\$).

La reprise de l'économie américaine, la chute du prix du pétrole et la baisse du dollar canadien constituent des facteurs favorables au **secteur manufacturier** et particulièrement pour les industries exportatrices. Toutefois, ces éléments ont moins d'impact dans la région, car les destinations des biens fabriqués sont principalement canadiennes. La demande intérieure est donc tout aussi importante. Les faibles croissances anticipées de l'économie québécoise et canadienne ne constitueront pas des appuis solides. L'environnement économique et le dynamisme des marchés extérieurs contribueront à accroître la production du secteur manufacturier, mais l'impact sur l'emploi pourrait être moins significatif. Néanmoins, la transformation complexe devrait tirer son épingle du jeu, notamment l'industrie des produits informatiques et électroniques et celle des produits chimiques. La croissance de l'emploi sera également au rendez-vous pour les industries de la fabrication de produits métalliques, des aliments et boissons, des machines et des produits en bois.

La croissance du **secteur des services** est moins vigoureuse que par le passé et cette tendance devrait se maintenir au cours des prochaines années. La concurrence et la maturité des marchés dans plusieurs industries (commerce de détail, hébergement et restauration, divertissement et loisirs) limiteront les potentialités de croissance à l'avenir. L'endettement des ménages et leur pouvoir d'achat altéré, d'une part par les faibles augmentations du revenu disponible et, d'autre part, par l'effet combiné de l'augmentation des prix et la dépréciation du dollar canadien, limiteront la croissance des dépenses de consommation.

L'accroissement du commerce extérieur, la reprise des activités manufacturières et les investissements importants dans les infrastructures de transport devraient favoriser une légère croissance de l'emploi dans cette industrie. Le secteur financier traverse une période difficile, évoluant dans un contexte de faible croissance économique, de transformation technologique et d'évolution de l'environnement réglementaire. Les institutions

financières surveillent de près leurs coûts et n'hésitent pas à réduire leurs effectifs pour améliorer leur efficacité et s'ajuster au ralentissement de leurs activités. Le secteur de l'assurance doit également relever ces défis, mais il devrait tirer profit de la croissance des sièges sociaux qui développent leurs marchés hors Québec.

La volonté du gouvernement du Québec de reprendre le contrôle de ses dépenses informatiques semble être une avenue que plusieurs entreprises privées veulent également emprunter. Cette situation ralentira l'expansion des firmes-conseils en informatique. Celles-ci bénéficieront cependant de la croissance de plusieurs créneaux. Les investissements prévus au plan québécois des infrastructures (PQI) 2016-2026 sont estimés à 12,7 milliards de dollars dans la région. À ces investissements, une injection supplémentaire du gouvernement fédéral pourrait s'ajouter ce qui stimulera l'emploi dans les firmes de génie. Malgré cela, le relèvement de l'emploi sera plus modeste que l'historique dans les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans les services de gestion d'entreprises et les services de soutien administratif.

Les exercices de compressions budgétaires s'estompent et les gouvernements mettent en place des mesures afin de stimuler l'économie. Les budgets en éducation et en santé sont augmentés, mais le réinvestissement demeure contenu. Les effets de clientèle continueront cependant à exercer une pression positive sur ces services. Au fédéral, la volonté d'améliorer le service à la clientèle et l'augmentation des budgets de certains programmes pourraient se traduire par une hausse de

l'embauche. Dans la fonction publique provinciale, les objectifs en matière de contrôle des effectifs ont été atteints. Les pressions à la baisse sur le niveau d'emploi seront plus timides, d'autant plus que l'appareil gouvernemental vise à regarnir son expertise dans les domaines des technologies de l'information et du génie et que les départs à la retraite seront moins volumineux. Les municipalités, de leur côté, poursuivront la saine gestion de leurs finances.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Emploi	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	392 100	0,8 %	0,7 %
<b>Services</b>	340 900	0,8 %	0,7 %
Services publics	2 500	0,1 %	0,2 %
Commerce de gros	9 500	0,7 %	0,6 %
Commerce de détail	48 100	0,4 %	0,2 %
Transport et entreposage	14 300	0,9 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier et location	24 200	0,9 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques et techniques	32 900	1,2 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif	14 600	1,0 %	0,9 %
Services d'enseignement	29 500	0,8 %	0,7 %
Santé et assistance sociale	59 600	1,5 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	14 400	0,9 %	0,6 %
Hébergement et restauration	30 100	0,7 %	0,6 %
Autres services	16 800	0,7 %	0,5 %
Administrations publiques	44 300	-0,2 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 2 mai 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Daniel Marois**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca).

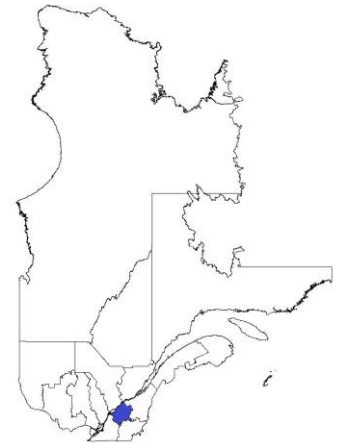
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés





## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Centre-du-Québec

- Le remplacement de la main-d'œuvre est un enjeu de plus en plus présent dans la région et davantage en milieu rural.
- Toujours important, le poids relatif du secteur de la fabrication s'est considérablement amenuisé.
- Les régions urbaines drainent plusieurs services, au détriment des communautés rurales qui représentent une grande partie du territoire.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,6 %<sup>1</sup>, tout près de celui du Québec, et mieux qu'au cours des dix dernières années où il a été plus près de zéro.



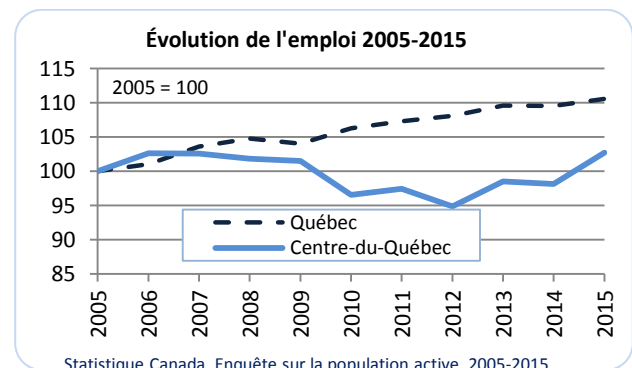
Le Centre-du-Québec occupe une position géographique centrale entre Montréal et Québec. Pour plusieurs entreprises, dans les secteurs industriel et commercial entre autres, ce facteur a été déterminant pour s'établir dans la région.

La région se compose de 79 municipalités regroupées dans 5 municipalités régionales de comté (MRC), en plus de 2 réserves autochtones. Plus de 70 % de ces collectivités comptent moins de 1 500 habitants. Aussi, malgré son positionnement, le territoire est largement rural. Plus urbaines, les villes de Bécancour, Drummondville et Victoriaville regroupent 55 % de la population de la région administrative. En 2015, la MRC de Drummond comptait à elle seule plus de 40 % de la population du Centre-du-Québec contre presque 30 % pour la MRC d'Arthabaska.

Plusieurs petites municipalités rurales voient leur population diminuer, entraînant la perte de services de proximité. Des jeunes partent pour l'accès aux études supérieures et, faute d'emplois dans leurs champs de spécialisation, ne reviennent pas.

Bien que la région soit toujours en croissance démographique, cette dernière est moindre que dans l'ensemble de la province. L'accroissement naturel se dirigeant lentement vers le négatif, la migration entre les régions sera la principale source de croissance des prochaines années. La région fait pour le moment des gains dans tous les groupes d'âge,

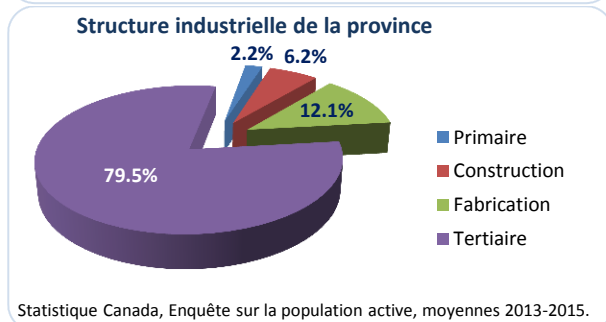
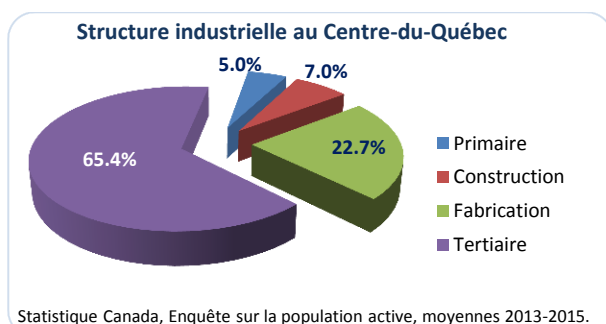
sauf chez les 15-24 ans. Selon les projections, le groupe des 20-64 ans, qui constitue la force de travail, verra son importance baisser de plus de cinq points de pourcentage entre 2011 et 2021. Dans le même laps de temps, la proportion du groupe des 65 ans et plus augmentera de plus de six points de pourcentage. Cette situation apporte des enjeux économiques et de main-d'œuvre. Ainsi, l'indice de remplacement de main-d'œuvre indiquait déjà en 2011 que seulement 77 jeunes de 20-29 ans étaient disponibles pour remplacer 100 travailleurs près de la retraite (55-64 ans) dans la région, une mesure qui dégringole à 72 cette année. La rareté de la main-d'œuvre deviendra de plus en plus un enjeu.



La récession de 2008 a laissé des traces. La région était à un sommet d'emplois en 2006 et 2007 et il a fallu attendre 2015 pour revenir à ce niveau. Cependant, alors qu'en 2007 le taux d'emploi était de près de 63 %, il a glissé à 58,1 % en 2015. La démo-

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 27 avril 2016.

graphie est un facteur, mais il y a aussi les changements à la composition de la structure industrielle régionale. L'emploi dans le secteur de la fabrication occupait une grande place comparativement à l'ensemble du Québec. C'est encore le cas, mais depuis la décennie passée, son poids relatif dans l'économie régionale s'est amenuisé, l'emploi y passant de plus de 30 % à moins de 23 % avec des pertes élevées dans les industries plus traditionnelles. En contrepartie, le secteur des services tend à occuper plus de travailleurs qu'auparavant.



Dans les trois dernières années, 4 000 emplois se sont ajoutés dans la région. Le plus dur de la crise économique au plan de l'emploi a été ressenti en 2012. Les secteurs des services et de la fabrication étaient les plus affectés. Depuis, le secteur de la fabrication n'a pas véritablement repris son envol.

À n'en pas douter, la fermeture de la Centrale nucléaire à Bécancour à la fin de 2012 a eu un fort impact sur l'économie régionale. La Centrale embauchait plus de 700 personnes. Entre 2015 et 2020, une soixantaine de travailleurs sont requis pour les activités suivant sa mise en dormance.

### Perspectives industrielles

Au sortir de la récession, l'emploi dans la région a pris beaucoup de temps pour se relever. Avec l'amélioration de l'économie, nous anticipons entre

2016 et 2018 une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 0,6 % pour le Centre-du-Québec, très près de celle de l'ensemble de la province. La hausse de l'emploi sera assez généralisée, plus forte dans le secteur des services, mais déficitaire dans le secteur primaire.

Au Centre-du-Québec, plus de 90 % du territoire est en zone agricole. Cette caractéristique influe sur la structure industrielle. Le poids de l'emploi dans le **secteur primaire** est plus du double que dans la province, cela en raison de la forte présence de l'industrie agricole. La région profite d'un climat tempéré et de sols fertiles. Si la productivité est en hausse, le nombre de fermes est toujours en diminution. Les productions animales amènent 70 % des recettes, mais sont touchées par plusieurs problématiques (ouverture et volatilité des marchés, coûts d'exploitation, relève, lait diafiltré, etc.). Du côté des cultures, la canneberge et le sirop d'érable occupent une large place dans l'industrie régionale et continuent à progresser. Nous estimons que l'emploi dans l'industrie agricole entre 2016 et 2018 sera en très légère baisse, poursuivant sa tendance historique.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	113 100	0,6 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	5 600	-0,3 %	0,3 %
Agriculture	5 100	-0,3 %	0,0 %
<b>Construction</b>	7 900	0,4 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	25 700	0,4 %	0,3 %
Aliments et boissons	4 800	0,4 %	0,4 %
Bois	2 100	0,5 %	0,6 %
Papier	2 000	0,3 %	-0,5 %
Produits chimiques	1 500	0,5 %	0,3 %
1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	1 800	0,2 %	0,0 %
Produits métalliques	2 900	1,8 %	1,5 %
Machines	2 000	0,9 %	1,2 %
Matériel de transport	2 500	1,0 %	0,9 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 22 avril 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le secteur de la **construction** a connu une forte croissance des investissements entre 2004 et 2012

où un sommet a été atteint. La croissance de l'emploi a suivi et est demeurée très forte entre 2012 et 2015. Cependant, pour 2016, la Commission de la construction du Québec estime que les heures de travail dans la région seront en diminution. Des projets d'envergure sont envisagés, à Bécancour entre autres, mais ils auront peu d'influence sur l'emploi d'ici 2018. Il reste que les chantiers en cours et prévus sont encore assez nombreux, que ce soit sur le plan commercial, industriel ou institutionnel. Après 2016, la croissance du secteur devrait reprendre, mais à un rythme plus faible que dans les dernières années et inférieur à l'ensemble du Québec jusqu'en 2018.

Le secteur de la **fabrication** demeure assez bien diversifié au Centre-du-Québec. Cependant, l'emploi s'y concentre tout de même à plus de 75 % dans huit segments (voir le tableau). Le secteur a souffert de la dernière crise économique et peine toujours à se relever, surtout dans les segments plus traditionnels comme, par exemple, le textile et le vêtement où l'emploi est quasi disparu.

Le segment aliments et boissons, le plus important du secteur de la fabrication en termes d'emplois, profite de l'abondante production agricole régionale (produits transformés de viandes, de lait, de canneberges et de l'érable, entre autres). Avec un huard moins fort, on s'attend à une augmentation notable des exportations et la région est bien placée pour en bénéficier.

Après quelques fermetures importantes et une période de consolidation dans le segment des produits en bois, plusieurs entrepreneurs ont réalisé des investissements, surtout pour améliorer la productivité. Dans la région, le fait que la forêt est privée à 95 % peut favoriser les producteurs de bois d'œuvre. La croissance d'emplois devrait être au moins égale à celle du Québec d'ici 2018.

L'industrie régionale du papier bénéficie d'une forte présence dans les papiers spécialisés et devrait profiter de la remontée de la consommation dans les marchés d'exportation. La valeur du dollar est aussi un facteur positif. Les dépenses en immobilisation se sont accrues et c'est pourquoi nous croyons que ce segment industriel évoluera diffé-

remment de celui du papier journal en demeurant légèrement positif sur le plan de l'emploi d'ici 2018.

L'industrie des produits chimiques comporte un faible nombre d'employeurs. Après des mises à pied en 2015, quelques investissements importants sont envisagés et devraient avoir de l'impact sur l'emploi d'ici 2018.

Le segment de la première transformation des métaux s'est remis de la récession où un plancher d'emploi avait été atteint. Toutefois, en ce qui concerne l'aluminium et le silicium, l'accent régional porte sur les gains de productivité, dans un contexte où l'offre surpasse toujours la demande. La compétition s'avère inégale avec les usines plus modernes. Une menace de surtaxe plane sur nos exportations d'aluminium aux États-Unis.

Dans la fabrication de produits métalliques, la croissance de l'emploi s'est accélérée depuis 2012. Plusieurs entreprises ont investi pour améliorer leur productivité ou ont obtenu de nouveaux contrats d'envergure. La croissance pourrait être ralentie par la difficulté de recruter de la main-d'œuvre spécialisée. Les fabricants de machines eux, visent de nouveaux marchés, dont l'Europe et l'Asie. La baisse de la valeur du dollar constitue un avantage sur les marchés d'exportation. Les dépenses en immobilisation sont en hausse depuis 2010.

La région compte sur quelques entreprises d'importance et en croissance dans l'industrie du matériel de transport. Par ailleurs, leur nombre reste limité et force la prudence pour notre prévision de croissance de l'emploi. Les fournisseurs et équipementiers pour véhicules commerciaux, véhicules spéciaux et produits récréatifs sont vus comme porteurs de développement dans ce segment industriel difficile à percer pour les PME.

Le poids de l'emploi du secteur des **services** reste beaucoup moins fort que dans l'ensemble du Québec, malgré une bonne reprise de la croissance depuis le creux de 2012. Selon nos prévisions, plus de 80 % des emplois qui seront créés d'ici 2018 proviendront des services. À moyen terme, la structure industrielle régionale sera transformée.

Des éléments clés sont requis pour assurer la croissance des industries du secteur tertiaire. La croissance démographique est l'un de ces éléments, tout comme des projets structurants en mesure de créer des emplois. La région peut compter sur ces deux facteurs, en plus de bénéficier d'une position géographique avantageuse.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	113 100	0,6 %	0,7 %
<b>Services</b>	73 200	0,8 %	0,8 %
Commerce de gros	3 900	0,7 %	0,6 %
Commerce de détail	13 800	0,6 %	0,2 %
Transport et entreposage	5 800	0,9 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier et location	3 900	0,3 %	0,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 400	0,9 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres services	4 000	0,8 %	0,9 %
Services d'enseignement	6 000	0,6 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	14 600	1,4 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	2 100	0,5 %	0,6 %
Hébergement et restauration	6 900	0,7 %	0,6 %
Autres services	5 800	0,6 %	0,5 %
Administrations publiques	3 200	0,0 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 22 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le commerce de détail compte pour 12 % du total de l'emploi régional. L'arrivée de grandes chaînes a contribué à réorganiser les parts de marché et à

drainer les achats vers les pôles urbains (Drummondville et Victoriaville) où la croissance de la population demeure vigoureuse. Le revenu disponible des ménages augmente davantage qu'au Québec, même s'il reste parmi les plus faibles. La relance de l'emploi sera profitable au secteur. L'industrie de l'hébergement et de la restauration est aussi en lien étroit avec l'évolution de l'emploi et du revenu personnel disponible. Le nouveau centre de foires à Drummondville et le nouvel hôtel attendant vont favoriser ce secteur.

Drummondville a choisi le commerce de gros comme vecteur de développement et a prévu des espaces le long des autoroutes pour assurer la fluidité du transport. Cette stratégie amène des investissements. La région compte sur des entreprises de transport importantes qui vont profiter de cet apport. Au port en eau profonde de Bécancour, le volume de marchandises transitée augmentera.

Le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location est surtout représenté par le segment finance. Ce dernier tend à diminuer les services dans les petites collectivités.

Dans l'enseignement, le nouveau campus de l'UQTR à Drummondville engendre des embauches. Au plan régional, les ressources en soins de santé et assistance sociale sont déficitaires par comparaison à la population et à plusieurs régions. L'écart tend à se refermer avec les nouveaux programmes de formation donnés à proximité. Enfin, les services gouvernementaux sont peu développés au Centre-du-Québec et l'impact des réductions de personnel sera moindre.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Jean Ruel**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

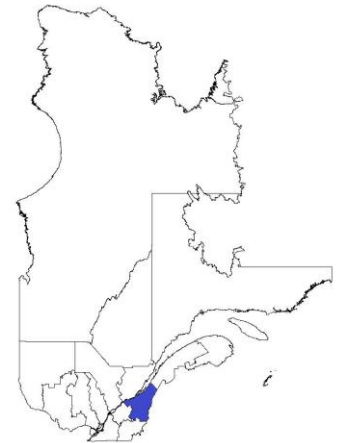
**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca).

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Chaudière-Appalaches

- Le territoire est à la fois urbain et rural : il compte 136 municipalités; la ville de Lévis regroupe un peu plus du tiers de la population régionale.
- Chaudière-Appalaches comprend aussi deux chefs-lieux d'importance : Thetford Mines et Saint-Georges; avec Lévis, ils concentrent près de la moitié de la population de la région.
- L'économie se distingue par une forte empreinte manufacturière et une présence marquée de l'industrie agricole, mais le secteur des services gagne en importance.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi anticipé au cours de la période 2016-2018 est de 0,6 %<sup>1</sup>, ce qui sera légèrement inférieur à celui attendu au Québec (0,7 %).

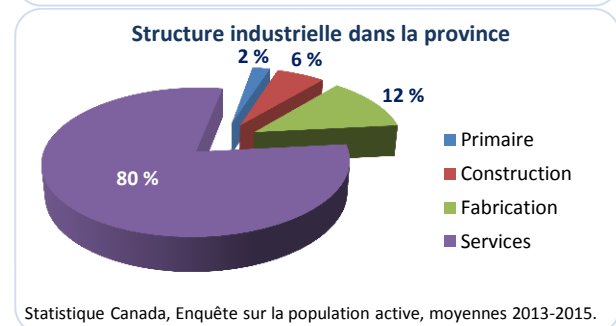
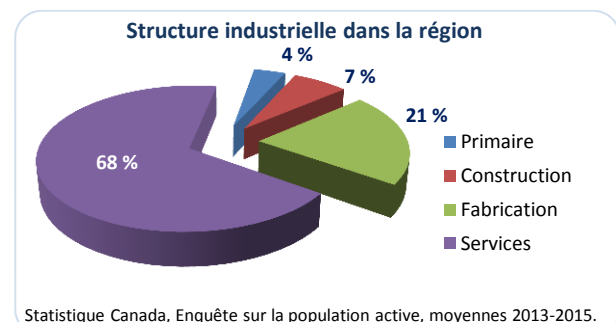


La population de la Chaudière-Appalaches était estimée à environ 421 800 personnes au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Au cours des dernières années, elle a augmenté à un rythme inférieur à celui du Québec ce qui a influencé à la baisse le poids relatif de la population régionale dans l'ensemble de la province. Quatre municipalités régionales de comté (MRC) (Les Appalaches, Les Etchemins, L'Islet et Montmagny) subissent un déclin de leur population alors que la partie urbanisée du territoire poursuit sa croissance. Selon le plus récent scénario de l'Institut de la statistique du Québec, ces tendances devraient se prolonger durant la période de prévisions.

La faible croissance démographique jumelée au vieillissement de la population a un impact déterminant sur la capacité de la région à combler les emplois disponibles. Les perspectives démographiques indiquent que la population en âge de travailler (20-64 ans) est en déclin et cette situation s'accroîtra au cours des prochaines années. La contraction du bassin de travailleurs potentiels contribuera à ralentir la croissance de l'emploi et de l'économie. Un phénomène déjà perceptible dans les MRC situées à l'est et au sud de la région.

L'économie de la Chaudière-Appalaches est davantage tournée vers le secteur de la production de biens que celle de l'ensemble du Québec. Elle s'est construite à partir de l'exploitation des ressources naturelles puis s'est développée en s'enrichissant

d'activités de transformation, favorisées par la situation géographique régionale.

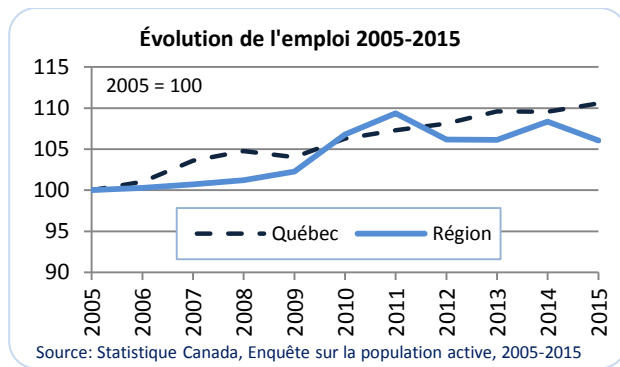


La structure industrielle de la région se distingue par une plus grande concentration de l'emploi dans le secteur primaire et la fabrication qu'à l'échelle du Québec. Bien que la part relative des services soit la deuxième plus faible de l'ensemble des régions du Québec, le tissu économique local se diversifie de plus en plus en raison de l'apport plus soutenu du secteur tertiaire à la création d'emplois. La tertiarisation de l'économie régionale

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 2 mai 2016.

s'est réalisée graduellement par l'expansion des services gouvernementaux, mais aussi sous l'influence de l'amenuisement du secteur de la fabrication et du secteur primaire. Les développements résidentiels et la densification dans les zones citadines favorisent également l'essor des commerces et des services de proximité.

La vigueur du marché du travail s'est atténuée au cours des dernières années en Chaudière-Appalaches. En plus d'être affectée par la faible croissance économique au Québec et au Canada, la région ne semble pas être en mesure de tirer pleinement profit de la reprise économique américaine. Le niveau d'emploi stagne depuis 2012 et les principaux indicateurs du marché du travail se sont détériorés depuis cette période.



En 2015, la situation du marché du travail s'est dégradée. Le niveau d'emploi a fléchi de 2,1 %. Le secteur de la production de biens a encaissé un repli de 4 % du niveau d'emploi généré principalement par la chute de l'emploi dans l'industrie de la construction et la fabrication. Le secteur des services a également écopé, mais la régression de l'emploi a été plus faible (-1,2 %). En général, les services à la consommation ont vu leur niveau d'emploi décliné alors que les services gouvernementaux ont accru leur effectif. Le taux d'emploi a glissé de 1,5 point de pourcentage pour se situer à 62,6 %, soit le plus faible taux depuis la récession.

Le déclin de l'emploi, combiné à la diminution du nombre de chômeurs, a eu un effet à la baisse sur le nombre de participants au marché du travail. Ainsi, le taux d'activité est passé de 67,7 % en 2014 à 66,0 % en 2015, le deuxième plus faible depuis le début des années 2000. Seul point positif, le taux

de chômage a régressé légèrement, de 5,3 % à 5 %, mais cette situation était le résultat du retrait de plusieurs personnes du marché du travail en raison, notamment, du vieillissement de la population.

En dépit de la dégradation du marché du travail, la région de la Chaudière-Appalaches se situait, malgré tout, dans le tiers supérieur de l'ensemble des régions du Québec quant à la valeur des principaux indicateurs. Sa situation était également enviable en comparaison avec les indicateurs provinciaux.

### Perspectives industrielles

La croissance économique en Chaudière-Appalaches devrait être similaire à celle du Québec. La faiblesse du huard et l'amélioration de la conjoncture aux États-Unis constituent des éléments favorables à l'expansion économique, mais l'économie régionale sera peu supportée par le faible dynamisme anticipé au Québec et au Canada.

L'évolution sera également inégale selon les différents territoires infrarégionaux. Ainsi, la région urbaine de Lévis sera davantage favorisée. La huitième ville en importance au Québec sur le plan de la population, s'illustre par son développement et sa vitalité économique. La situation est plus difficile dans les MRC de l'est du territoire et en Beauce où la population est en déclin ou vieillissante. En dépit de facteurs économiques favorisant la demande, la rareté de la main-d'œuvre freine l'élan des entreprises, leur capacité d'innovation et de production. Ces régions présentent ainsi un bilan plus mitigé qui nuancent les perspectives pour l'ensemble du territoire. Le niveau d'emploi progressera faiblement soit, autour de 0,6 % par année en moyenne. Un rythme de croissance légèrement inférieur à celui de l'ensemble du Québec (0,7 %).

Le niveau d'emploi du **secteur primaire** demeurera relativement stable. L'agriculture, qui représente 80 % de l'emploi du secteur, fera du sur-place. Le déclin du nombre d'établissements est compensé par la croissance des entreprises qui récupèrent les quotas et les terres cultivables. La production et les ventes poursuivront leur croissance, mais les gains de productivité annuleront la croissance de l'emploi. L'exploitation forestière devrait profiter du redressement de la filière et de l'amélioration

du marché américain de l'habitation. Toutefois, cette progression sera atténuée par la recherche d'efficacité afin de contrer la pression à la hausse sur les coûts d'opération. Le secteur minier dépend essentiellement de l'exploitation de divers minéraux non métalliques qui servent surtout à l'industrie de la construction. La faible croissance anticipée de cette industrie limitera l'embauche.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Emploi	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	220 300	0,6 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	9 900	0,1 %	0,3 %
Agriculture	8 100	-0,1 %	0,0 %
<b>Construction</b>	15 900	0,4 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	45 300	0,5 %	0,3 %
Aliments, boissons, tabac	6 700	0,4 %	0,4 %
Produits en bois	10 100	0,4 %	0,6 %
Impression, activités connexes	1 600	-0,2 %	-1,6 %
Plastique et caoutchouc	3 800	0,5 %	0,6 %
Produits métalliques	5 200	0,6 %	1,5 %
Machines	3 000	1,1 %	1,2 %
Matériel de transport	3 800	1,2 %	0,9 %
Meubles, produits connexes	2 300	0,2 %	0,4 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 2 mai 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Au cours de la prochaine période triennale, le niveau d'emploi augmentera faiblement dans **l'industrie de la construction**. La hausse des investissements dans le secteur institutionnel et commercial compensera à peine le ralentissement dans les secteurs résidentiel, industriel, du génie et de la voirie. Même si elle demeure à un niveau historiquement élevé, la valeur des projets en cours et des permis de bâtir étaient en baisse en 2015. Le nombre de mises en chantier devrait diminuer, mais les activités de rénovation demeureront vigoureuses avec la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales qui stimuleront ce segment. Le plan québécois des infrastructures 2016-2026 prévoit des investissements de 3,07 milliards de dollars, soit 3,5 % des dépenses prévues au Québec, une part inférieure au poids démographique de la région. Les investissements routiers (2016-2018) connaîtront un deuxième recul en ligne par rapport

aux périodes triennales précédentes. Les capacités d'accueil restreintes pour de nouveaux investissements industriels limiteront, à court terme, la construction de nouvelles usines. Par contre, l'expansion des pôles commerciaux devrait se poursuivre, notamment au Carrefour Saint-Romuald. De plus, le secteur institutionnel sera stimulé par les travaux de construction du Centre régional intégré de cancérologie qui s'étendront sur l'ensemble de la période.

La Chaudière-Appalaches possède une base manufacturière solide. Ce secteur est diversifié, mais quelques industries se démarquent, notamment celles qui fabriquent des aliments et des boissons, des produits en bois, des produits en caoutchouc et en plastique, des produits métalliques, de la machinerie ainsi que du matériel de transport.

La dépréciation du dollar canadien et la reprise économique aux États-Unis favoriseront la production manufacturière et les exportations. Toutefois, la demande intérieure demeurera peu vigoureuse ce qui atténuera la croissance. Il faut se rappeler que la majorité des ventes manufacturières régionales sont réalisées au Québec et dans le reste du Canada. L'évolution de la production et de l'emploi variera donc selon l'influence des marchés extérieur et intérieur sur chacune des industries manufacturières. De plus, les difficultés de recrutement constitueront un écueil important à la progression de l'emploi.

Au cours des prochaines années, plusieurs industries participeront à l'élévation du niveau d'emploi. La poursuite du redressement du marché de l'habitation aux États-Unis permettra de supporter la demande de produits de bois. De plus, la demande intérieure sera favorisée par les activités de rénovation. Les indicateurs de performance de l'industrie des produits métalliques sont positifs et le carnet de commandes de plusieurs entreprises est bien garni. Elles participeront, entre autres, à la réalisation de projets d'infrastructures publiques et sportives. Les ventes d'automobiles sont en progression ce qui est de bon augure pour l'industrie des pièces. L'environnement économique, la reprise du secteur manufacturier et la recherche de gains de productivité sont propices à

l'investissement en machines et équipement. La construction maritime et de matériel de transport routier est moins dynamique en raison du ralentissement du secteur de l'énergie. Toutefois, des entreprises ont obtenu des contrats importants pour la construction et la reconversion de navires, la livraison de remorques et l'assemblage de camions militaires.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Emploi	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	220 300	0,6 %	0,7 %
<b>Services</b>	149 200	0,7 %	0,7 %
Commerce de gros	5 200	0,3 %	0,6 %
Commerce de détail	26 200	0,3 %	0,2 %
Transport et entreposage	8 300	0,9 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier et location	14 100	0,9 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques et techniques	10 000	0,8 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif	6 100	1,0 %	0,9 %
Services d'enseignement	11 200	0,7 %	0,7 %
Santé et assistance sociale	30 600	1,4 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	4 100	0,6 %	0,6 %
Hébergement et restauration	11 500	0,5 %	0,6 %
Autres services	10 300	0,5 %	0,5 %
Administrations publiques	10 500	0,0 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 2 mai 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le **secteur des services** générera environ 80 % des emplois qui seront créés dans la prochaine période triennale. Des tendances lourdes influencent le

commerce de détail et limiteront la croissance des ventes. Dans la région, la poursuite du développement du Carrefour Saint-Romuald et la croissance de la population dans la partie urbaine du territoire favoriseront une faible progression de l'emploi.

Au cours des prochaines années, l'accroissement du commerce extérieur et la reprise des activités manufacturières et forestières devraient favoriser une légère croissance de l'emploi dans l'industrie du transport. Les investissements dans le secteur de la traverse et la volonté de développer les croisières fluviales constituent des éléments positifs qui bénéficieront également au volet touristique.

Le secteur de l'assurance devrait tirer profit du développement des marchés hors Québec. En Chaudière-Appalaches, l'acquisition de State Farm par le Mouvement Desjardins devrait favoriser la création d'emplois au siège social. L'utilisation croissante des technologies de l'information alimentera la croissance des firmes-conseils en informatique, mais le ralentissement de la construction non résidentielle et des travaux de voirie atténueront la demande pour les firmes de génie. Les budgets en éducation et en santé sont augmentés, mais le réinvestissement demeure contenu. Les effets de clientèle continueront cependant à exercer une pression positive sur ces services. Les exercices de compressions budgétaires s'estompent. Le niveau d'emploi des administrations publiques demeurera relativement stable. Seule l'administration publique provinciale connaîtra un recul de l'emploi.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Daniel Marois**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca).

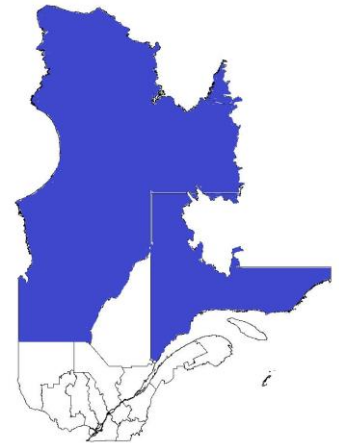
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés





## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Côte-Nord et Nord-du-Québec

- La population de la région est relativement jeune, mais elle ne sera pas épargnée par le vieillissement.
- L'économie régionale est peu diversifiée et repose en bonne partie sur les chantiers hydroélectriques et les projets miniers, ainsi que la production d'aluminium.
- La main-d'œuvre spécialisée provenant de l'extérieur (*fly-in / fly-out*) est un phénomène important dans la région.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,5 %<sup>1</sup>; pas très loin du taux anticipé pour le Québec (0,7%).



La région de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec couvre une superficie d'environ 955 000 km<sup>2</sup>, soit près de 75 % du territoire du Québec. Plusieurs communautés autochtones sont présentes sur ce territoire, dont des Cris, des Inuits, des Innus, et des Naskapis.

La population régionale a diminué pour une deuxième année consécutive (-0,6 %), alors qu'il y avait croissance au Québec (0,6 %). Toutefois, selon les estimations de l'Institut de la statistique du Québec, il devrait y avoir une faible croissance d'environ 0,3 % par année d'ici 2018.

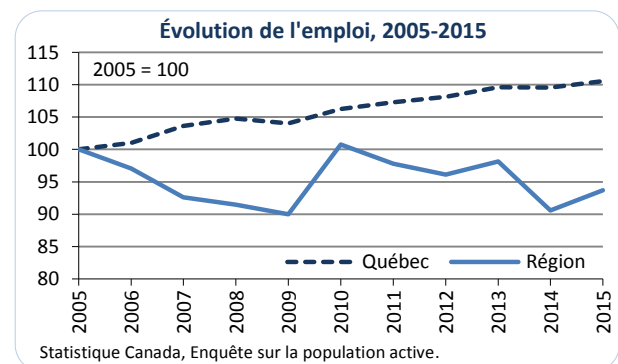
La région affiche des déficits migratoires interrégionaux croissants depuis cinq ans, alors que les migrations internationale et interprovinciale sont marginales.

La région est relativement moins touchée par le vieillissement démographique : la population âgée de 65 ans et plus représentait 13,7 % de la population en 2015 (17,6 % au Québec). Cependant, cette proportion est à la hausse, d'année en année : en 2005, le groupe des 65 ans et plus représentait 9,4 % de la population en (13,6 % au Québec). D'ici 2018, ce groupe devrait atteindre 15,1 % de la population régionale.

Le revenu disponible par habitant de la région a augmenté légèrement plus vite que celui du Qué-

bec entre 2002 et 2014. Notons toutefois que la dynamique a fortement ralenti en 2014.

La région de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec fait partie des régions ressources. À ce titre, son activité économique repose principalement sur l'exploitation des ressources minières, forestières et hydrauliques. Les secteurs forts de l'économie régionale demeurent les mines, l'aluminium et le bois. Cependant, le risque d'un ralentissement du secteur de l'extraction minière constitue un enjeu important pour plusieurs collectivités de la région.



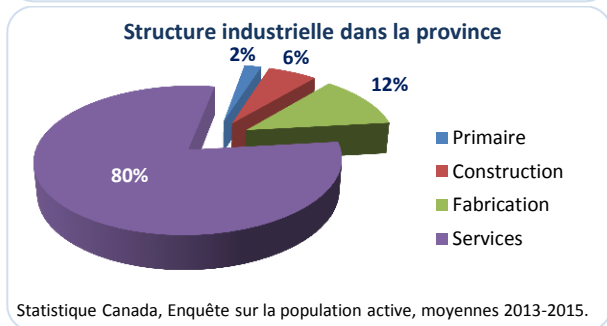
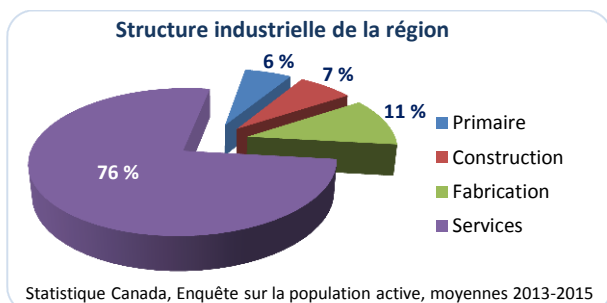
L'emploi régional a suivi une évolution en dents de scie au cours des dix dernières années. Depuis 2005, on dénombre plus de baisses que de hausses, ce qui explique pourquoi le niveau d'emploi de 2015 se retrouve en-deçà du niveau où il se situait en 2005. La dynamique a varié en fonction du début et de l'achèvement des grands chantiers.

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 10 mars 2016.

Par ailleurs, la main-d'œuvre spécialisée provenant de l'extérieur (*fly-in / fly-out*) est un phénomène important dans la région, qui a parfois mené à des tensions. En effet, on aimerait qu'une plus grande partie des emplois issus des grands travaux soit réservée aux travailleurs de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

L'année 2015 a été marquée par le retour à la croissance de l'emploi dans la région, avec un gain de 3,5 %. La forte dynamique a incité plus de gens à être actif sur le marché du travail. Les taux d'activité et d'emploi ont tous deux fait un bond en avant. Cette pause a permis de redresser un peu la situation de l'emploi. Depuis dix ans, la région a perdu 3 400 emplois, pour une décroissance annuelle moyenne de 0,6 %.

C'est que l'exploitation et la transformation des ressources naturelles dominant dans le marché du travail de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Au gré des projets et des grands chantiers, l'emploi monte et descend. Mais comme ces investissements reposent sur la possibilité de rendements, la demande mondiale et le prix des matières, les dernières années ont été difficiles.



La structure industrielle de la région montre un secteur primaire proportionnellement plus important qu'à l'échelle du Québec. Malgré une propor-

tion similaire à celle de la province, le secteur de la fabrication est peu diversifié et se concentre fortement dans la première transformation des métaux, les industries du bois et du papier. Enfin, les services occupent près de 76 % des travailleurs de la région. Ils sont eux aussi orientés par les principales activités d'exploitation et de transformation des ressources.

### Perspectives industrielles

La croissance attendue sur la période 2016-2018 sera faible mais positive. Il n'est pas exclu que la dynamique en dents de scie se poursuive. Cependant, la dynamique devrait être positive si on regarde l'ensemble de la période de prévision.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>50 800</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 800</b>	<b>2,0 %</b>	<b>0,3 %</b>
Extraction minière	1 700	2,6 %	1,0 %
<b>Construction</b>	<b>3 600</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>5 700</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,3 %</b>
1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	3 100	0,1 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 10 mars 2016  
 \* Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Bien que les services composent les trois quarts de l'emploi régional, la moitié des gains attendus se feront du côté de la production de biens en raison, notamment, du début de l'exploitation commerciale de plusieurs mines d'ici 2018. Ce qui pèse lourd dans l'industrie cependant, c'est la baisse de l'investissement minier depuis 2012 au Québec. Cette baisse résulte d'une diminution des dépenses sur la Côte-Nord et au Nord-du-Québec qui comptent pour environ 70 % de l'investissement en travaux d'exploration et de mise en valeur, et plus de 50 % de la valeur des expéditions minérales de la province. Compte tenu de l'environnement actuel d'affaires où les prix et la demande sont faibles pour certaines substances, la croissance se trouve amputée. Et comme de longues périodes de temps sont nécessaires pour préparer, développer ou redémarrer un site, la dynamique des meilleures années pourrait mettre du temps à revenir.

Dans la foulée des projets miniers, la croissance devrait être présente dans l'industrie de la **construction** entre 2016 et 2018. De plus, une faible hausse des mises en chantier est attendue en 2016, après la baisse de l'année dernière. Finalement, la poursuite des travaux de construction des centrales 3 et 4 du Complexe La Romaine sur la Côte-Nord constituera également un bon débouché potentiel jusqu'en 2020.

La reprise de l'économie américaine, ainsi que la baisse de la valeur du dollar canadien seront bénéfiques pour le **secteur manufacturier** exportateur. Par contre, le report d'investissements dans les mines et la première transformation des métaux, notamment, pourrait retarder la croissance de certaines entreprises. La baisse de la valeur du dollar canadien pourrait aussi avoir des répercussions négatives pour les entreprises importatrices, dont les investissements en machines et équipements.

Il est vrai que le contexte d'affaires varie selon les industries et celui de la **première transformation des métaux** n'est pas à son avantage : mondialement, le prix de l'aluminium est bas, les inventaires sont élevés et la faiblesse des marchés rendent les investissements difficiles. Toutefois, de grandes entreprises visent de plus en plus l'achat d'aluminium « vert », résultat d'une production utilisant une énergie renouvelable, ce qui pourrait être profitable pour les entreprises de la région. Malgré le contexte mondial difficile, des entreprises de la région investissent afin d'être en mesure de profiter de l'embellie lorsqu'elle se présentera. Enfin, le Québec s'est doté d'une stratégie de développement de l'aluminium dont l'objectif est de doubler la transformation de l'aluminium en sol québécois d'ici 2025. D'ici 2018, la dynamique de l'industrie sera coincée entre la faiblesse des marchés et la nécessité d'être prêt lors de la relance pour ne pas échapper de parts de marché. La croissance sera presque nulle sur la période mais la tendance sera positive à plus long terme avec l'amélioration des conditions.

La fabrication de **produits du bois** devrait commencer une lente remontée. Les mises en chantier résidentielles sont en hausse aux États-Unis et les perspectives sont bonnes pour 2016 et 2017.

D'ailleurs, on a observé une hausse des exportations québécoises de bois d'œuvre aux États-Unis en 2015, accompagnée d'une baisse des prix. Au Québec, les mises en chantier résidentielles étaient en baisse en 2015 mais elles devraient légèrement augmenter d'ici 2017. De plus, la mise en œuvre de la Charte du bois permet une utilisation accrue du bois dans la construction au Québec, autant dans le multi-logement, l'institutionnel et le public. Ce contexte positif permet à des entreprises de procéder à des investissements ou d'augmenter leur production. La croissance sera de faible envergure mais il y aura croissance tout de même.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>50 800</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Services</b>	<b>37 400</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
Commerce de détail	6 300	0,1 %	0,2 %
Transport et entreposage	3 200	0,8 %	0,9 %
Professionnels, scientifiques, techniques	2 000	1,0 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres services	1 600	0,2 %	0,9 %
Services d'enseignement	3 200	-0,2 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	7 000	0,7 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	1 700	0,2 %	0,6 %
Hébergement et restauration	4 400	0,3 %	0,6 %
Autres services	2 700	0,3 %	0,5 %
Administrations publiques	2 900	0,0 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 10 mars 2016  
\* Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le **secteur des services** occupe une place prépondérante dans la région, comme partout ailleurs au Québec. Dans la région, le tiers de l'emploi se retrouve dans les soins de santé et assistance sociale, le commerce de gros et de détail, et le transport.

Nous nous attendons à une légère hausse de la demande de **services en santé**, et cela devrait générer une hausse de l'emploi dans cette industrie de services. Bien que la population de la région ait diminué en 2014 et 2015, et qu'elle ne devrait augmenter que mollement au cours des prochaines années, la population est vieillissante, même si

c'est dans une moindre mesure qu'au Québec. Il y aura toutefois l'important défi de l'atteinte de l'équilibre budgétaire et le besoin de souscrire aux efforts d'optimisation supplémentaires qui seront demandés par le gouvernement au cours des prochaines années. Il est vrai que la région est relativement bien desservie en termes de personnel de soins de santé. En 2014, la région avait davantage d'omnipraticiens et de personnel infirmier par 100 000 habitants que la moyenne provinciale. Seuls les médecins spécialistes étaient moins présents. La grandeur du territoire à couvrir pourrait expliquer en partie le nombre de travailleurs de la santé per capita. La croissance de l'emploi en région devrait donc être inférieure à la croissance provinciale.

Le **commerce de gros** est fortement influencé par le **commerce de détail**. Ainsi, pour les mêmes raisons, la croissance de l'emploi sera modérée entre 2016 et 2018 : la population de la région est, à toutes fins pratiques, stable et les ménages sont endettés, bien que le revenu disponible progresse plus rapidement dans la région qu'au Québec de-

puis 2009. On note des fermetures de commerces, et même les grandes bannières revoient à la baisse leur réseau pour se concentrer sur les meilleurs emplacements. Les impacts négatifs du commerce électronique commencent aussi à affecter les boutiques de la région. Toutefois, quelques investissements et la croissance ou la reprise dans certains secteurs, dont les mines, vont permettre une faible croissance au cours de la période de prévision.

Il devrait y avoir une hausse dans le **transport** du bois, notamment vers les États-Unis, alors que le transport dans le secteur de l'alimentation se maintient. Du côté du secteur minier, la construction des infrastructures et l'exploitation des ressources vont tirer l'emploi de l'industrie vers le haut. D'ailleurs, malgré la faiblesse du marché du fer, le Port de Sept-Îles prévoit une hausse de son volume d'activités en 2016. Les aéroports de la région jouiront aussi d'investissements importants, qui seront injectés pour leur amélioration ou leur développement. De son côté, le transport de colis devrait se maintenir grâce, entre autres, à la progression du commerce électronique.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Olivier Paré**, économiste, Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca).

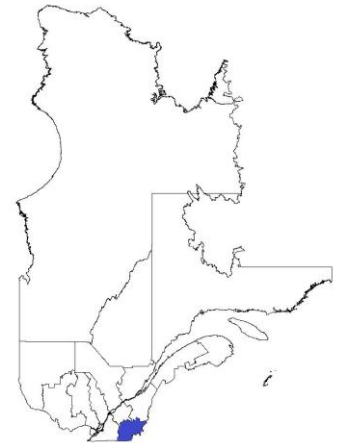
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018

### Estrie

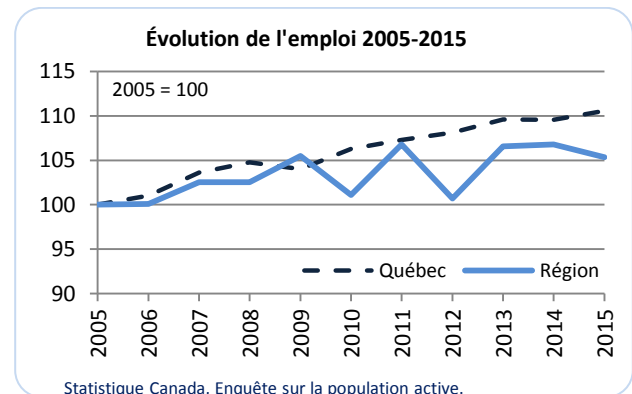
- Plus de la moitié de la population estrienne réside dans le territoire de la ville de Sherbrooke.
- Avec 17 % des emplois dans la fabrication de biens (12 % au Québec), le secteur manufacturier occupe une place importante dans la région.
- La présence de deux universités en sol estrien génère de nombreuses retombées, tant dans l'enseignement universitaire que dans d'autres sphères d'activité.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,5 %<sup>1</sup>, une évolution légèrement inférieure à celle du Québec (0,7 %).



La région de l'Estrie est située dans la partie sud du Québec, bornée au sud et à l'est par les États-Unis, à l'ouest par la Montérégie, et au nord par les régions du Centre-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches. Ce territoire se compose des municipalités régionales de comté : du Granit, des Sources, du Haut-Saint-François, du Val-Saint-François, de Coaticook et de Memphrémagog, ainsi que de la ville de Sherbrooke. La région compte quelque 88 municipalités, dont la ville de Sherbrooke où réside plus de la moitié de la population régionale.

La population de l'Estrie était estimée à 322 000 habitants en 2015. Bien que la population continue d'augmenter, la croissance démographique est moins rapide que celle de l'ensemble du Québec. Avec un âge médian de 43,8 ans, la population de l'Estrie est un peu plus vieille que la population québécoise. Selon le plus récent scénario de projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, la population de l'Estrie devrait augmenter de 7 % durant la période 2011-2021, une croissance légèrement inférieure à celle du Québec (9 %). L'accroissement migratoire sera la principale source d'augmentation de la population régionale. Durant cette période, la part des personnes de 65 ans et plus au sein de la population augmentera substantiellement, passant de 17 % à 24 %. Cette évolution aura donc un impact à la baisse sur le taux d'activité de la population en âge de travailler.

Depuis 2009, le marché du travail en Estrie fluctue beaucoup d'une année à l'autre au gré de la conjoncture. Les deux dernières années ont été empreintes de morosité. En 2014, la création d'emplois a marqué une pause avec un recul du travail à temps plein tandis qu'en 2015, l'emploi global a reculé avec toutefois des gains du côté des emplois à temps plein.

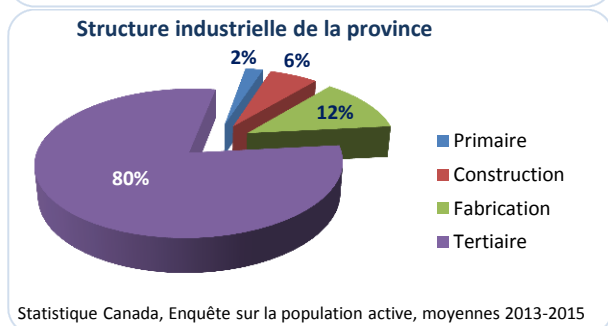
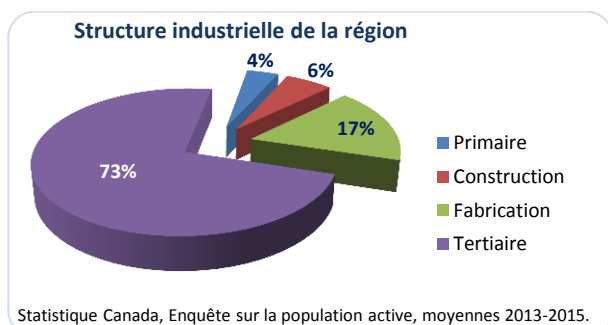


Historiquement, la région affiche un taux d'emploi plus faible que celui du Québec. Quant au taux de chômage, il est la plupart du temps inférieur à celui du Québec.

Globalement, l'Estrie compte en moyenne 155 000 personnes en emploi (2013-2015), ce qui représente 4 % des emplois au Québec.

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 31 mars 2016.

La structure industrielle en Estrie se différencie de celle du Québec par une part des emplois manufacturiers plus élevée. En contrepartie, la proportion des emplois dans les services y est moindre.



### Perspectives industrielles

Pour l'horizon 2016-2018, nous anticipons un taux de croissance annuel moyen de 0,5 % pour la région de l'Estrie, soit une hausse tout juste inférieure à celle de l'ensemble du Québec (0,7 %). La plupart des secteurs d'activités participeront à l'évolution positive de l'emploi, quoique certains continuent de réduire leurs effectifs.

Le **secteur primaire** compte 6 500 emplois, surtout concentrés en agriculture. Les fermes laitières représentent 53 % des recettes monétaires, suivies des fermes de porcs d'engraissement (21 %) et d'acériculture (13 %). L'importance de l'industrie laitière en Estrie et le fait que ce secteur soit soumis au système de gestion de l'offre, assure une certaine stabilité. Cependant, cela n'empêche pas le nombre d'exploitations agricoles de continuer à diminuer d'année en année. Par conséquent, la concentration de l'activité au sein de fermes de plus grande dimension se poursuit, et les gains de productivité qui en découlent réduisent quelque peu les besoins en main-d'œuvre. Nous anticipons une stabilité de l'emploi au cours des prochaines années.

Le secteur de la **fabrication** de biens génère environ 26 300 emplois. L'industrie manufacturière a subi d'importants changements structurels au cours de la dernière décennie. Par conséquent, la part des emplois manufacturiers au sein du marché du travail a fortement baissé, passant de 28 % à 17 % durant cette période. Malgré ce recul, l'Estrie se positionne au troisième rang parmi les dix-sept régions économiques concernant l'importance relative du secteur manufacturier dans la structure industrielle de l'emploi.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>155 000</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>6 500</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,3 %</b>
Agriculture	4 800	0,0 %	0,0 %
<b>Construction</b>	<b>9 300</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>26 300</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,3 %</b>
Aliments, boissons, tabac	1 800	0,3 %	0,4 %
Bois	3 000	0,8 %	0,6 %
Papier	2 300	-0,5 %	-0,5 %
Plastique et caoutchouc	4 100	0,8 %	0,6 %
Produits métalliques	1 700	1,2 %	1,5 %
Matériel de transport	2 700	0,6 %	0,9 %
Meubles, produits connexes	1 600	0,9 %	0,4 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 31 mars 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

De plus, l'Estrie est une des régions où la part relative des ventes de biens manufacturés hors Québec est la plus élevée. En 2012, elle se situait à 68,8 % comparativement à un ratio de 54,9 % pour l'ensemble du Québec. Par conséquent, la région devrait profiter de l'amélioration de l'économie américaine, son principal marché. Néanmoins, la concurrence internationale et les gains de productivité militent en faveur d'une faible croissance des emplois, de l'ordre de 0,5 % par année d'ici 2018.

La tendance à la baisse des emplois se poursuivra dans les productions dites traditionnelles du secteur de la fabrication, comme les industries du textile, du vêtement et des produits en cuir. Cependant, certaines entreprises spécialisées dans la fabrication de produits à forte valeur ajoutée dans un marché spécifique arrivent à tirer leur épingle

du jeu. L'industrie des pâtes et papiers et celle de l'impression continueront de s'ajuster à la baisse de la demande qu'impose le virage des technologies de l'information.

Par contre, les industries de la fabrication de machines, de produits métalliques et de produits en caoutchouc et plastique devraient connaître les hausses d'emplois les plus dynamiques. En outre, la situation s'est nettement améliorée dans les industries du bois et du meuble qui sont bien positionnées pour profiter de la reprise économique et du marché de l'exportation. L'industrie du matériel de transport, surtout concentrée dans la fabrication de véhicules récréatifs, devrait connaître une croissance modérée de l'emploi.

Bien qu'il se crée moins d'emplois dans le secteur manufacturier, les nouveaux emplois requièrent une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. À cet égard, des entreprises œuvrant dans le domaine du caoutchouc, une industrie en croissance dans la région, ont uni leurs efforts pour offrir une nouvelle formation à Magog qui permettra de combler les besoins en main-d'œuvre. Même constat dans les industries du textile et du vêtement qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre spécialisée, notamment à cause des départs à la retraite. Six entreprises de la région de Lac-Mégantic se sont impliquées avec les acteurs du milieu pour offrir une formation sur mesure d'opérateurs de machine à coudre industrielle.

L'industrie de la **construction**, qui procure environ 9 300 emplois dans la région, a profité d'un cycle haussier pendant plusieurs années. Cependant, la construction résidentielle subit un ralentissement depuis 2012, année où le nombre de mises en chantier a atteint un sommet. Bien que l'année 2015 marque une hausse des mises en chantier, les volumes demeurent beaucoup moins élevés qu'auparavant. Aussi, la croissance démographique en Estrie est plutôt modérée. Globalement, l'emploi devrait continuer à croître, mais à un faible rythme au cours des prochaines années.

Le grand secteur des services génère environ 112 500 emplois, ce qui représente 72 % des personnes en emploi de la région. Davantage à l'abri

des soubresauts de la conjoncture, les services maintiennent le cap sur la croissance de l'emploi. Nous anticipons une hausse annuelle de 0,6 % comparativement à 0,7 % au Québec. Le secteur tertiaire regroupe une panoplie de services et nous estimons que ce regroupement permettra l'ajout d'emplois dans tous les segments à l'exception de celui des administrations publiques.

Les cinq plus grands pourvoyeurs d'emplois sont le secteur des soins de santé et assistance sociale, le commerce de détail, l'enseignement, l'hébergement et la restauration, ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques qui génèrent 65 % des emplois tertiaires de la région.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>155 000</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Services</b>	<b>112 500</b>	<b>0,6 %</b>	<b>0,7 %</b>
Commerce de gros	3 100	0,3 %	0,6 %
Commerce de détail	17 800	0,1 %	0,2 %
Transport et entreposage	5 500	0,6 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	5 600	0,6 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	9 600	0,9 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif, autres services	6 400	0,7 %	0,9 %
Services d'enseignement	12 600	0,5 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	24 000	1,2 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	5 100	0,4 %	0,6 %
Hébergement et restauration	9 500	0,5 %	0,6 %
Autres services	7 700	0,4 %	0,5 %
Administrations publiques	5 700	-0,1 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 31 mars 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le volume d'emplois en **santé** (24 000) est le plus élevé parmi les industries tertiaires. Le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke est un acteur important dans la région et génère de nombreuses retombées non seulement en matière de soins de santé, mais aussi en activités de recherche et d'enseignement. Aussi, la forte demande de soins de santé va se poursuivre et même s'accélérer avec

le vieillissement de la population, ce qui générera de nombreux emplois.

Le **commerce de détail** procure environ 17 800 emplois et se situe au second rang parmi les activités tertiaires. L'évolution de l'emploi dans ce secteur d'activité est intimement liée à la croissance démographique qui est relativement modeste en Estrie. Les projets de développement dans la région sont surtout concentrés à Sherbrooke et à Magog. Le commerce de détail doit s'adapter aux nouvelles réalités des consommateurs qui sont de plus en plus nombreux à acheter leurs biens via Internet plutôt qu'en magasin. Par conséquent, l'industrie vit une période de consolidation et plusieurs bannières ont annoncé des fermetures de magasins. Nous anticipons une faible croissance de l'emploi au cours des trois prochaines années.

Troisième secteur en importance, les services d'**enseignement** procurent 12 600 emplois. Environ 55 % des emplois proviennent de l'enseignement primaire et secondaire. De plus, la présence de l'Université de Sherbrooke et de l'Université Bishop en Estrie fait en sorte qu'environ 30 % des emplois sont concentrés dans l'enseignement universitaire, un ratio nettement plus élevé que celui de l'ensemble du Québec (19 %). Selon les projections du ministère de l'Éducation du Québec, les effectifs continueront de croître dans le secteur primaire et secondaire, mais commenceront à diminuer tant au niveau collégial qu'au niveau universitaire au cours

des prochaines années. L'ajout de nouvelles écoles primaires pour répondre à la croissance démographique se poursuivra, mais ce cycle haussier tire à sa fin. Nous anticipons une croissance modeste de l'emploi pour la période 2016-2018.

Le secteur de **l'hébergement et de la restauration** compte 9 500 personnes en emploi surtout concentrées dans la restauration. La région des Cantons de l'Est se positionne au troisième rang comme destination touristique, devancée par les régions de Montréal et de Québec. Cet afflux de touristes, combiné à la croissance démographique de la population locale devrait permettre à l'emploi de continuer de croître au cours des prochaines années.

Les **services professionnels, scientifiques et techniques** comptent 9 600 emplois et bénéficient d'une bonne croissance qui devrait se poursuivre au cours des prochaines années. De plus, les activités de recherche et de développement émanant du milieu universitaire, très présent dans la région, favorisent le démarrage d'entreprises, la commercialisation de produits novateurs et l'offre de services-conseils. La dynamique du secteur est aussi stimulée par le Centre Hospitalier de l'Université de Sherbrooke via son centre de recherche qui œuvre dans le secteur de la santé. En outre, le secteur des technologies de l'information a aussi le vent dans les voiles, ce qui génère de la création d'emplois.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Hélène Mercille**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca).

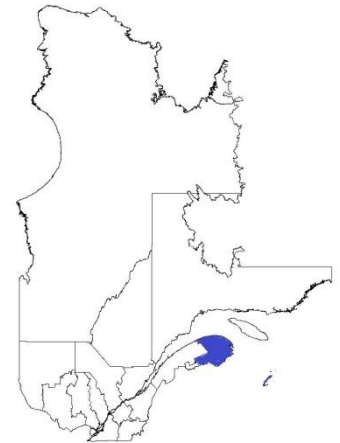
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés





## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

- La densité de la population de la région est faible; de plus, la population est en décroissance et elle vieillit plus rapidement qu'au Québec.
- Le marché du travail est peu diversifié et plusieurs activités économiques importantes sont saisonnières.
- Depuis quelques années, de nouveaux secteurs industriels sont apparus et constituent la base d'un début de diversification économique.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,3 %<sup>1</sup>, ce qui est inférieur à la croissance de l'emploi prévue pour le Québec (0,7 %).

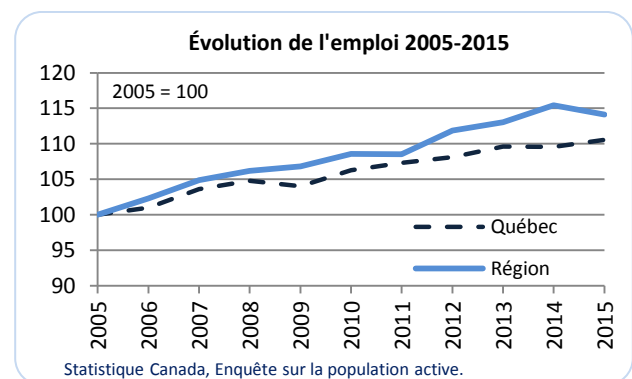


La région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est localisée au nord-est de la province. Elle comprend une péninsule de cinq municipalités régionales de comté (MRC) et, situé à plus de 200 km à l'est, le territoire équivalent de l'archipel des Îles-de-la-Madeleine. La population est de faible densité. En ce qui concerne la péninsule, la population vit majoritairement le long de la route principale qui la ceinture. En raison de la position géographique de la région, la problématique du transport constitue un enjeu majeur pour son développement.

La région comptait 91 786 habitants au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Les six entités administratives ont des populations de taille relativement similaire. Environ 14 % de la population est insulaire. Les principales municipalités sont Gaspé, Les Îles-de-la-Madeleine et Chandler. Depuis 2011, la région a perdu annuellement 0,7 % de sa population. Il s'agit d'une accélération de la décroissance par rapport à la période 2006-2011. Cette baisse de la population est due en partie à un solde migratoire négatif. Entre 2008 et 2012, le solde migratoire s'était fortement amélioré et avait même évolué en terrain positif. Mais depuis 2013, il est redevenu défavorable et les pertes sont importantes. Néanmoins, le solde migratoire n'est pas négatif pour tous les groupes d'âge. Il est important chez les 15-29 ans et il est positif chez les 45-64 ans. Ce qui accroît le vieillissement démographique régional. Selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ),

la population devrait encore décroître de 0,1 % entre 2016 et 2021.

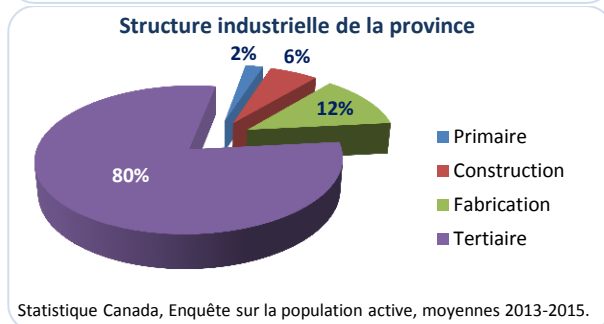
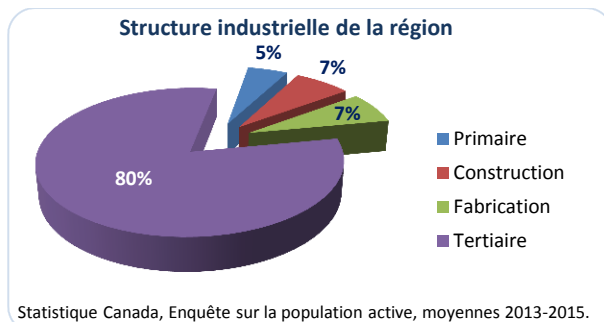
Toujours selon l'ISQ, le poids de la population âgée de 20 à 64 ans déclinera de 6 points de pourcentage pour s'établir à 54 %, un pourcentage moindre que la moyenne provinciale. Ce groupe d'âges étant généralement plus actif sur le marché du travail, le taux d'activité (personnes qui travaillent ou qui sont à la recherche d'un emploi) pourrait décliner et constituer un enjeu pour le développement économique de la région.



En 2015, le marché du travail de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a subi sa plus forte baisse des dix dernières années. Le taux de chômage a tout de même connu une baisse pour terminer l'année à 14,9 %. Cela est dû à une forte diminution du nombre de personnes qui ont participé au marché du travail.

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 14 avril 2016.

Les pertes d'emplois ont été plus fortes dans les industries de la production de biens que dans celles des services. Pour la production de biens, ce sont les industries du secteur primaire et de la fabrication qui ont subi les baisses les plus importantes. Du côté des services, l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale et celle des administrations publiques et des autres services ont enregistré des gains. Pour ce qui est des pertes, elles se sont majoritairement réalisées dans l'industrie du commerce et celle de l'hébergement et de la restauration.



Le secteur primaire est beaucoup plus important dans la région que dans l'ensemble du Québec. De plus, il génère des emplois dans plusieurs industries de la fabrication et des services de la région. Malgré tout, avec un faible 7 %, les industries de la fabrication sont peu représentées dans la structure industrielle régionale. L'activité dans la fabrication est très dépendante de l'exploitation des richesses naturelles. Il s'agit habituellement d'activités saisonnières. La présence d'entreprises de fabrication de composantes éoliennes a apporté un début de diversification du secteur manufacturier de la région, mais cela demeure marginal et encore précaire.

Dans son ensemble, la filière éolienne a procuré un nouveau dynamisme à l'économie de la région.

Cela s'est fait sentir dans le secteur tertiaire. La construction de plusieurs parcs éoliens, l'entretien et l'opération de ces parcs ont entraîné la création de nombreux emplois dans des industries des services. La région compte aussi sur le tourisme pour assurer le développement de son économie. La taille du secteur tertiaire régional est similaire à celle qu'il occupe au Québec.

### Perspectives industrielles

Le contexte économique général continuant de prendre du mieux, nous entrevoyons une croissance annuelle moyenne de 0,3 % de l'emploi d'ici 2017. Par contre, elle sera inférieure à celle prévue pour le Québec (0,7 %). Sur le plan régional, les postes disponibles provenant de la création d'emplois ne représenteront qu'une faible proportion des débouchés. La plus grande part viendra du remplacement des retraites.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>36 500</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 000</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,3 %</b>
<b>Construction</b>	<b>2 700</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>2 700</b>	<b>1,9 %</b>	<b>0,3 %</b>

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 14 avril 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le secteur primaire occupe plus de 5 % de la main-d'œuvre de la région et les emplois se concentrent majoritairement dans la foresterie et la pêche. Soulignons que 70 % de l'emploi du Québec dans l'**industrie de la pêche** se trouve dans la région. En raison de la forte concurrence, de la conjoncture économique mondiale, du manque de disponibilité de certaines ressources (morue, flétan, turbot, etc.) et des efforts de rationalisation, le niveau de l'emploi est en baisse depuis plusieurs années dans l'industrie de la pêche. Les trois prochaines années ne s'annoncent pas plus favorables pour l'emploi dans cette industrie. Certes, soutenus par une bonne demande intérieure et des exportations en hausse en raison de la dépréciation de la devise canadienne, les prix au débarquement demeurent bons et le coût du carburant demeure bas, ce qui améliore la rentabilité des entreprises de pêches.

Après avoir été au plus bas, une légère hausse de la demande de bois en forêt est anticipée. En effet, les exportations des scieries ont commencé à s'intensifier sous l'effet de la dépréciation du dollar canadien et la hausse de l'activité économique chez nos voisins américains. La croissance annuelle estimée dans l'**exploitation forestière** est de 0,6 % pour la période.

Le niveau d'activité dans la **construction** a atteint un sommet sans précédent au cours des dernières années. Le secteur du génie civil et voirie est celui qui a le mieux fait grâce aux projets de parcs éoliens et à la construction de routes. Toutefois, le rythme de croissance des années passées ne pourra être maintenu pendant toute la période de prévision. La construction de la cimenterie de Port-Daniel gardera le niveau d'activités élevé pour 2016, mais il sera en baisse pour 2017 et 2018. Par conséquent, nous anticipons une légère décroissance de 0,6 % pour l'industrie de la construction.

Le secteur de la **fabrication** est peu présent et les activités se concentrent majoritairement dans deux industries : la transformation des produits de la mer et de la forêt. La reprise de l'économie américaine et la dépréciation de la devise canadienne stimulent les exportations de ces deux industries et de tout le secteur manufacturier. Pour la transformation alimentaire, une croissance annuelle de 1,0 % est attendue. C'est en grande partie la bonne santé des principales ressources pêchées et transformées au Québec (crevettes, crabes et homard) et le dynamisme du secteur de la transformation alimentaire régionale qui justifient ce taux de croissance enviable. L'industrie de la fabrication de produits du bois s'en tire, avec une croissance de 0,5 % provenant d'une hausse des exportations et du dynamisme de la rénovation résidentielle.

Pour la période de prévision, nous anticipons une hausse moyenne annuelle de l'emploi de 1,9 % pour l'ensemble du secteur de la fabrication, un taux relativement élevé. Cette croissance importante proviendra majoritairement des gains dans deux industries. D'une part, d'ici la fin de 2016, la cimenterie Ciment McInnis devrait amorcer sa production. Lorsqu'elle aura atteint sa pleine capacité de production, la cimenterie devrait embaucher

environ 80 personnes et entraînerait un nombre similaire d'emplois en sous-traitance. La croissance annuelle de cette industrie atteindra plus de 25 %. D'autre part, l'industrie de la première transformation des métaux profitera de la production d'alumine de haute pureté d'Orbite Aluminae. La croissance annuelle attendue est de 3,2 %.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>36 500</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>29 200</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,7 %</b>
Commerce de détail	6 200	-0,2 %	0,2 %
Transport et entreposage	1 800	0,7 %	0,9 %
Services d'enseignement	2 700	-0,2 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	7 100	0,4 %	1,4 %
Hébergement et restauration	2 700	0,2 %	0,6 %
Autres services	1 800	0,3 %	0,5 %
Administrations publiques	2 000	-0,2 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 14 avril 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le secteur **tertiaire** regroupe 80 % des emplois et connaît une croissance continue. Depuis quelques années, il a été le moteur de la création de l'emploi dans la région. Pour la période 2016-2018, nous prévoyons une croissance annuelle de 0,2 %. Il s'agit d'une croissance beaucoup moins forte que celle de 0,7 % attendue pour le Québec et que la tendance historique du secteur. L'écart s'explique en grande partie par un contexte démographique plus défavorable (décroissance et vieillissement) et de revenus disponibles plus faibles.

Certaines industries du secteur tertiaire sont fortement influencées par le niveau des dépenses de consommation : par exemple, celles du commerce de détail, de l'hébergement et la restauration et des autres services. La diminution du nombre de consommateurs, en raison de la décroissance démographique et la faible croissance des revenus, entraîneront une légère baisse de l'emploi dans le commerce de détail. La popularité grandissante de l'achat en ligne a aussi un léger impact sur certains types de commerce de détail régionaux. La situation est un peu meilleure pour les entreprises de l'hébergement et de la restauration qui connaîtront

une légère croissance de l'emploi en raison de hausse des touristes attirés dans la région par l'offre des activités touristiques, la faiblesse de la devise canadienne et la baisse du prix de l'essence.

La performance du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale sera positive, mais inférieure à celle de l'ensemble du Québec. La population régionale vieillit, ce qui pourrait exiger plus de soins. Par contre, comme il y a moins de personnes à soigner et à prendre en charge en raison de la décroissance démographique, la demande en personnel sera moins forte qu'au Québec. La réorganisation en cours du réseau de la santé contribue à réduire aussi la croissance attendue du secteur de la santé.

Selon les prévisions, d'ici 2018 la clientèle scolaire sera toujours en diminution. L'enseignement primaire serait le seul à être épargné. La réforme des commissions scolaires est encore trop peu avancée pour juger de son impact et les baisses du financement du réseau collégial entraîneront des pertes d'emplois. Nous anticipons donc que, dans l'ensemble du secteur de l'enseignement, le niveau d'emploi sera en légère baisse (0,2 %) pour la période 2016-2018.

Au cours des dernières années, la gestion d'entreprises et de soutien administratif et les services professionnels, scientifiques et techniques ont en-

registré les progressions les plus fortes du secteur des services. Cela reposait en grande partie sur le développement de la filière éolienne. D'ici 2018, ces industries continueront d'afficher une croissance enviable en raison de la demande de services entourant les activités de la cimenterie de Port-Daniel et des projets de transport et d'exploration d'hydrocarbure.

Au sein des administrations publiques, la tendance de l'emploi sera en baisse. La restructuration de l'administration publique fédérale serait terminée; le niveau d'emploi devrait demeurer stable. Par contre, dans l'administration provinciale, les pertes d'emplois devraient se poursuivre sur l'ensemble de la période de prévision en raison de la poursuite d'une gestion budgétaire serrée. De plus, la révision en cours des programmes va entraîner des compressions de postes.

Quant aux administrations locales, municipales et régionales, leur nombre d'employés devrait augmenter en raison du désengagement de l'administration provinciale à l'égard de certaines responsabilités. Néanmoins, les municipalités et les MRC ont affirmé qu'en l'absence de financement adéquat, il leur serait impossible d'absorber toutes les responsabilités qui relevaient du gouvernement provincial et de soutenir les organismes dont le financement a été aboli ou diminué.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Sylvain Labbé, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec**

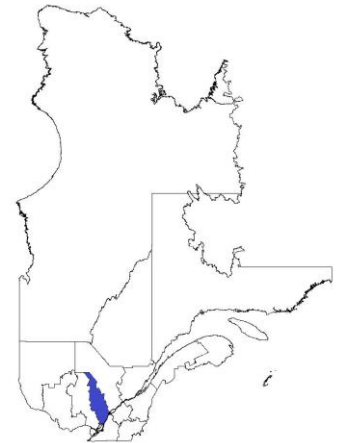
**Pour plus d'information, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca).**

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Lanaudière

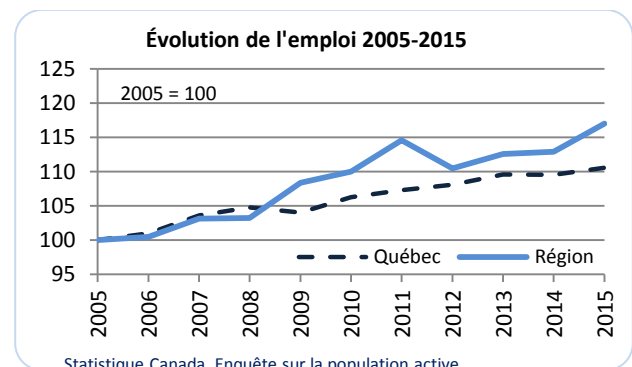
- La plus forte croissance démographique prévue au Québec entre 2011 et 2021.
- Malgré un vieillissement notable de la population, la cohorte des 15-64 ans sera en croissance dans la région durant la période.
- Le marché du travail bénéficie du contexte métropolitain car plus de 43 % des Lanaudois se déplacent quotidiennement à l'extérieur du territoire pour travailler.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 1,1 %, ce qui est inférieur aux meilleures années dans la région, mais est près du double du taux attendu au Québec (0,7 %).<sup>1</sup>



La région de Lanaudière est constituée de trois zones distinctes. La partie la plus nordique couvre une vaste étendue peu peuplée et est composée de plusieurs territoires non organisés où la densité démographique est plus faible. Au centre, la région présente un visage plus rural, caractérisé par une densité de population moyenne et un environnement où prédominent lacs, rivières et montagnes. Le sud de la région se démarque par un développement urbain important où cohabitent un secteur agricole diversifié, des entreprises manufacturières et un secteur commercial en pleine expansion.

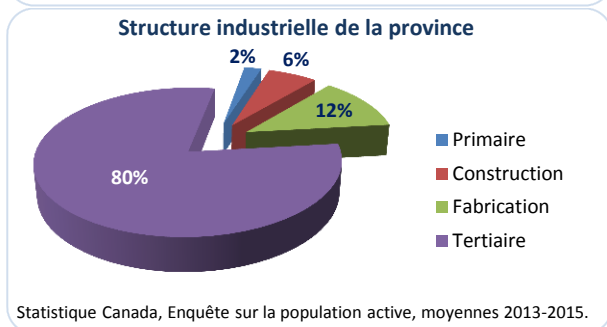
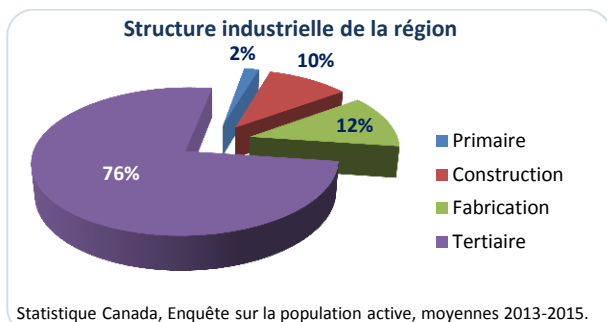
En 2015, la population s'élevait à un peu plus de 496 000 résidents, selon l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ). La région possède d'ailleurs le plus fort taux de croissance démographique prévu au Québec entre 2011 et 2021 : la population lanaudoise augmentera de 14,1 % durant cette période, selon le dernier scénario de l'ISQ. La majorité de cette croissance sera tributaire d'un solde migratoire infraprovincial positif; ces nouveaux arrivants proviendront principalement de Montréal et de Laval. La population est vieillissante, mais ce ne sera pas problématique pour les prochaines années. Entre 2011 et 2021, le bassin de main-d'œuvre âgé de 20 à 64 ans augmentera de 6,5 %. Ce dynamisme démographique est un vecteur important du développement économique de la région.

Dans Lanaudière comme au Québec, l'économie s'est relevée rapidement de la dernière récession. Soutenue par une forte demande intérieure et par une hausse des investissements en immobilisation tant privés que publics, l'économie s'est renforcée au cours de la seconde moitié de 2009. La création d'emploi fut nettement plus robuste dans la région par la suite, permettant d'atteindre le meilleur résultat des dix dernières années en 2015. La population en âge de travailler, de même que la population active, est également en croissance. En fait, l'emploi n'a connue qu'une seule année de décroissance en 2012 durant les dix dernières années.



La structure industrielle de la région de Lanaudière ressemble sensiblement à celle du Québec, alors que le secteur des services procure du travail à plus de trois Lanaudois sur quatre. Toutefois, la région se démarque par l'importance relative plus grande qu'occupe le secteur de la construction avec 10 % de la main-d'œuvre régionale.

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 29 avril 2016.



### Perspectives industrielles

Le marché du travail de la région de Lanaudière devrait progresser au rythme annuel moyen de 1,1 % au cours des trois prochaines années. Cette croissance demeurera ainsi plus robuste que dans l'ensemble du Québec durant la période 2016-2018, quoique légèrement inférieure au rythme observé dans le passé. Malgré encore un certain niveau d'incertitude pour la conjoncture mondiale, le marché du travail bénéficiera d'une amélioration des conditions propices à l'exportation de biens et de services ainsi que de la vigueur des projets d'infrastructures annoncés. D'ailleurs, la baisse du prix du pétrole ainsi que la dépréciation de la devise canadienne bénéficieront aux entreprises exportatrices. L'économie américaine, le principal partenaire, devrait prendre de l'ampleur selon les prévisions. La région bénéficiera également de la demande de la part des résidents et des villégiateurs.

Le **secteur primaire** de la région comptait 5 100 emplois en moyenne entre les années 2013 à 2015. La croissance attendue (+0,1 %) dans ce secteur sera inférieure à celle de la province et elle sera présente uniquement dans les industries de la forêt et dans les carrières et sablonnières. Avec plus de 80 % de l'emploi, **l'agriculture** est l'industrie la plus significative de ce secteur. Malgré des variations annuelles marquées, l'emploi a connu générale-

ment une légère croissance au cours des dix dernières années. Même si le nombre d'exploitations agricoles augmente. La production agricole de la région est surtout écoulee sur les marchés locaux où elle est souvent transformée. Les pressions qui favorisaient une décroissance du nombre d'établissements devraient être moins importantes au cours des prochaines années, favorisant une stabilité d'emploi durant la période.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>248 800</b>	<b>1,1 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>5 100</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,3 %</b>
Agriculture	4 200	0,0 %	0,0 %
<b>Construction</b>	<b>25 700</b>	<b>1,0 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>30 000</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,3 %</b>
Aliments, boissons, tabac	5 600	0,6 %	0,4 %
Bois	3 100	1,3 %	0,6 %
Produits chimiques	1 800	0,5 %	0,3 %
Plastique et caoutchouc	2 300	1,3 %	0,6 %
Produits métalliques	3 400	1,8 %	1,5 %
Matériel de transport	3 100	1,3 %	0,9 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 29 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le secteur de la **construction** est hautement significatif pour la région comme le montre son poids relatif nettement supérieur à celui de l'ensemble du Québec. Les projets de construction annoncés sont encore très nombreux dans la région et aux alentours. Le marché résidentiel se maintient en raison de la croissance démographique et de la formation de nouveaux ménages. De plus, le vieillissement de la population modifie les besoins d'hébergement. Les unités de condos et de résidences pour personnes âgées sont en croissance et les unifamiliales achetées par de nouveaux ménages sont rénovées. Il faut également prendre en considération les investissements requis pour le renouvellement des infrastructures publiques (ponts, rues, égouts). Donc, les conditions sont au rendez-vous pour voir le nombre d'emplois augmenter en moyenne de 1 % par année (+770 emplois).

Le secteur de la fabrication bénéficiera d'une croissance de l'emploi plus modeste que la moyenne des industries, mais plus élevée que dans la province. Selon nos prévisions, près de 700 emplois s'ajouteront d'ici 2018. Cette hausse se fera au rythme moyen de 0,8 % par année durant cette période.

L'industrie de la **transformation des aliments, des boissons et du tabac** est la plus importante au chapitre des emplois dans le secteur de la fabrication. Une grande partie des travailleurs de cette industrie œuvre dans des usines de transformation de la volaille. Dans un environnement de marché à maturité et de plus en plus compétitif à l'échelle nord-américaine, les entreprises cherchent à accroître leur productivité et réduisent leurs coûts en main-d'œuvre. Nous observons d'ailleurs une reprise des investissements en équipements dans le secteur afin de demeurer compétitifs dans le marché. Malgré ce frein pour l'emploi, les entreprises de la région voient la demande de leur production augmenter en lien avec la croissance démographique et le développement des commerces de grandes surfaces. Pendant la période de prévision, l'emploi devrait croître à un rythme annuel moyen de 0,6 %, une croissance semblable à celle de la province (0,4 %), mais plus faible que par le passé.

L'emploi dans **l'industrie du bois** s'est amélioré dans Lanaudière entre 2012 et 2014 pour redescendre un peu en 2015. C'est, malgré tout, une bonne nouvelle, considérant qu'entre 2004 et 2010 le bassin de travailleurs avait diminué de près de 60 %. L'amélioration de l'économie américaine et de son secteur de la construction devrait permettre une certaine reprise des volumes d'exportations de bois en provenance de la région. C'est dans cet environnement que nous prévoyons une croissance d'emploi plus forte que pour l'ensemble du marché du travail.

L'industrie des **produits en caoutchouc et plastique** bénéficie des mêmes conditions propices au marché de l'exportation, et l'une des entreprises phares de cette industrie bénéficiera d'investissements importants durant la période.

Les industries du **matériel de transport** et des **produits métalliques** bénéficieront également d'une croissance supérieure de l'emploi. La première profitera des retombées de la grappe aérospatiale de la région métropolitaine, alors que la seconde est fortement liée au secteur de la construction commerciale et institutionnelle ainsi que des retombées de la construction du futur pont Champlain. La demande est en croissance dans la province et la reprise de l'économie américaine devrait contribuer au développement des entreprises du secteur. La dépréciation récente du dollar canadien sera également favorable pour les entreprises exportatrices du secteur.

Avec la baisse des investissements et des activités minières en raison du recul de la valeur des ressources, la demande pour des produits explosifs, qui se trouvent dans l'industrie des **produits chimiques**, éprouve plus de difficultés. Le rythme de croissance de l'emploi sera plus faible sur l'horizon de prévision. Ces gains d'emplois situés principalement à Laval et à Montréal dans le segment des produits pharmaceutiques.

Dans l'ensemble, les industries comprises dans le **secteur tertiaire** bénéficieront d'un contexte favorable à la croissance au cours des prochaines années ce qui est intéressant, car ce secteur représente 76 % des emplois régionaux. L'évolution de l'emploi dans ce secteur a donc une influence importante sur les résultats totaux de la région en raison de son importance.

L'industrie la plus importante sur le plan de l'emploi dans ce secteur est celle de la **santé et assistance sociale** avec une moyenne de 36 000 emplois au cours des trois dernières années. L'évolution de cette industrie, comme celle de **l'enseignement**, est très liée à la croissance démographique et aux orientations budgétaires gouvernementales. Les restrictions budgétaires au niveau provincial auront certes un impact négatif sur les niveaux d'emploi, mais moins important que dans les **administrations publiques**. La vitalité démographique de la région ainsi que le vieillissement de sa population créent un besoin de main-d'œuvre dit en première ligne par l'ajout, entre autres, de nouvelles écoles et de cliniques privées. Ce sont près

de 600 emplois et 1 500 emplois qui s'ajouteront respectivement sur la période 2016-2018.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>248 800</b>	<b>1,1 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Services</b>	<b>186 300</b>	<b>1,2 %</b>	<b>0,7 %</b>
Services publics	1 600	0,4 %	0,2 %
Commerce de gros	9 300	1,6 %	0,6 %
Commerce de détail	35 100	1,0 %	0,2 %
Transport et entreposage	11 900	0,9 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	10 500	1,3 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	12 600	1,6 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratifs	11 000	1,2 %	0,9 %
Services d'enseignement	14 800	1,3 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	36 000	1,4 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	10 200	1,0 %	0,6 %
Hébergement et restauration	12 000	1,5 %	0,6 %
Autres services	11 500	1,0 %	0,5 %
Administrations publiques	11 600	0,2 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 29 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Les entreprises œuvrant dans l'industrie du **commerce de détail** cumulent le second plus important bassin d'emploi dans la région. Au cours des dernières années, plusieurs commerces, dont certains assez importants, ont fermé. Une certaine réorganisation se profile en raison de la compétition du

commerce en ligne qui se développe. Toutefois, le dynamisme démographique et la création de nouveaux quartiers dans les villes de banlieue alimentent l'expansion des entreprises et l'ajout de nouvelles. La croissance d'emploi attendue sera plus modeste que par le passé en raison de la conjoncture, mais sera plus forte que dans la province.

Le secteur de **l'hébergement et de la restauration** employait en moyenne 12 000 Lanaudois entre 2013 et 2015. La croissance démographique, la progression du revenu disponible et les habitudes des consommateurs ont bénéficié au développement de la restauration. La restauration, qui regroupe la grande majorité (93 %) des emplois de ce secteur industriel, dépend davantage de la demande locale que des voyageurs. Le tourisme a, malgré tout, généré plusieurs occasions d'affaires ces dernières années, particulièrement dans la partie nord du territoire où le développement d'infrastructures de villégiature se poursuit. En outre, de plus en plus de personnes établissent leur résidence secondaire dans cette région. Le secteur de l'hébergement et de la restauration continuera de croître à un taux moyen annuel de 1,5 % pour les trois prochaines années.

Finalement, la croissance attendue dans le secteur de la construction aura également un impact positif pour les industries des **services professionnels, scientifiques et techniques** ainsi que le **commerce de gros**, qui connaîtront une croissance plus importante que dans l'ensemble de la province.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Benoit Leduc, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec**

**Pour plus d'information, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à :** [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca).

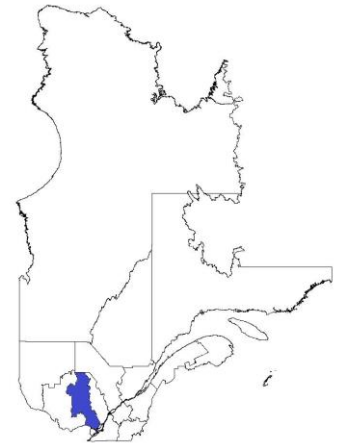
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés





## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Laurentides

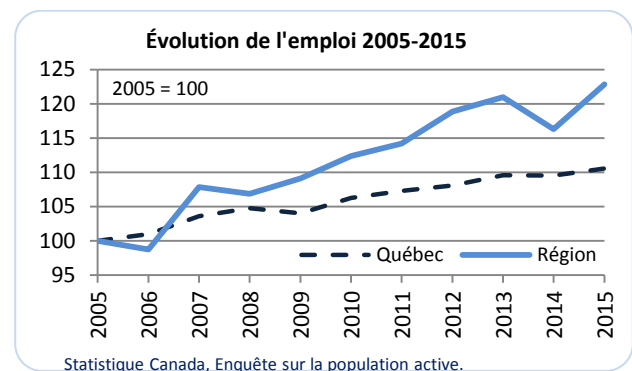
- Troisième croissance démographique en importance au Québec.
- Malgré un vieillissement notable de sa population, la cohorte des 20-64 ans sera en croissance dans les Laurentides durant la période.
- Le marché du travail laurentien bénéficie du contexte métropolitain : plus de 35% des Laurentiens se déplacent quotidiennement à l'extérieur du territoire pour travailler.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 1,1 %<sup>1</sup>, ce qui est un peu plus faible en comparaison des meilleures années dans la région et deux fois plus élevé que le taux attendu au Québec (0,7 %)



La région des Laurentides, en raison de sa localisation et de ses caractéristiques géographiques, a tissé au fil des ans une économie bénéficiant d'une grande diversité industrielle. En 2015, la population laurentienne s'élevait à un peu plus de 592 693 résidents, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). La région possède l'un des plus forts taux de croissance démographique au Québec depuis plusieurs années, tributaire principalement d'un solde migratoire infraprovincial qui se situe parmi les plus élevés. Il est également important de noter que la région possède un taux de croissance naturel positif, signifiant que le nombre de naissances demeure supérieur aux décès. D'ailleurs, la population laurentienne augmentera de 12,6 % entre 2011 et 2021, selon le dernier scénario de l'ISQ. Durant cette période, le bassin de main-d'œuvre âgée de 20 à 64 ans augmentera de 6 %. Ce dynamisme démographique est un vecteur important du développement économique de la région.

Le sud de la région est caractérisé par un territoire urbain où cohabitent un secteur agricole riche, des entreprises manufacturières diversifiées et un secteur commercial en pleine expansion. Cette partie de la région bénéficie également du dynamisme du grand marché métropolitain de Montréal. Le centre de la région a compté sur ses attraits naturels pour développer des industries liées aux activités touristiques. La partie plus nordique du territoire offre un portrait beaucoup plus rural. Ces collectivités dépendent beaucoup des retombées des ressources

naturelles et plus particulièrement de celles de la forêt et de sa transformation. Cette sous-région ne bénéficie pas autant de la forte croissance démographique qui caractérise l'ensemble de la région.

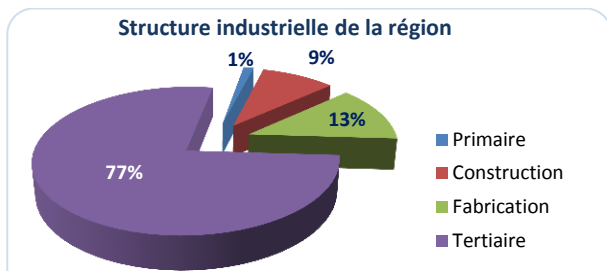


Dans les Laurentides comme au Québec, l'économie s'est relevée rapidement de la dernière récession. Soutenue par une forte demande intérieure et la hausse des investissements en immobilisation tant privés que publics, l'économie s'est renforcée dès la seconde moitié de 2009. De 2010 à 2013, la création d'emploi fut nettement plus robuste, permettant d'atteindre l'un des meilleurs résultats des cinq dernières années. La population en âge de travailler, de même que la population active, est également en croissance durant cette période. En 2014, l'emploi et l'activité se sont toutefois contractés de 4 % pour reprendre en 2015.

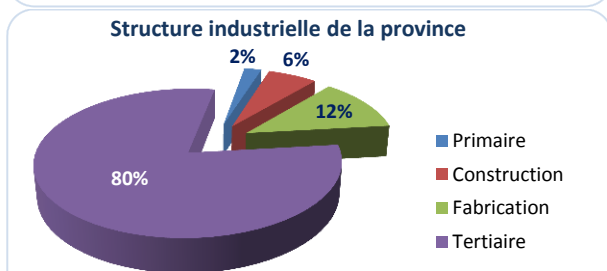
La structure industrielle de la région des Laurentides ressemble sensiblement à celle du Québec : le

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 29 avril 2016.

secteur des services procure du travail à plus de trois Laurentiens sur quatre. La région se démarque toutefois par l'importance relative plus grande du secteur de la construction, avec 9 % de la main-d'œuvre, et par son secteur primaire marginalisé.



Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015.



Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015.

### Perspectives industrielles

Le marché du travail laurentien devrait progresser au rythme annuel moyen de 1,1 % au cours des trois prochaines années. Ce rythme est plus élevé que celui attendu au Québec (0,7 %).

Le **secteur primaire** employait en moyenne 4 400 travailleurs entre 2013 et 2015. La principale industrie sur le plan du nombre d'emplois dans ce secteur est **l'agriculture**. Toutefois, **l'industrie forestière** est importante pour l'économie dans les MRC au nord du territoire. Cette dernière devrait profiter d'une demande accrue de nos voisins du sud. En effet, tant le secteur de la construction que celui de la revente immobilière américain montrent des signes encourageants de croissance. Nous prévoyons une croissance de l'emploi de 0,9 %. L'emploi dans l'industrie agricole, en raison de sa taille et de sa saisonnalité, ne suit pas de tendance précise entrecoupant hausses et baisses du volume d'emploi, et ce depuis un certain temps. Ce secteur continue de subir les pressions du développement urbain et les terres sont de plus en plus recherchées pour être transformées en espaces

résidentiels, commerciaux ou industriels. Toutefois, l'adoption du dernier plan d'aménagement dans la région métropolitaine devrait permettre de calmer un peu cette pression pour les prochaines années. Le nombre de fermes est à la baisse, mais la taille moyenne augmente. Les pressions pour trouver de la main-d'œuvre demeurent importantes malgré l'absence de croissance dans cette industrie, en raison du faible nombre de finissants et des contraintes financières importantes pour la relève.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	304 700	1,1 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	4 400	0,3 %	0,3 %
Agriculture	2 400	0,0 %	0,0 %
<b>Construction</b>	28 200	0,9 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	38 300	1,1 %	0,3 %
Aliments, boissons, tabac	5 600	0,9 %	0,4 %
Bois	3 700	1,1 %	0,6 %
Impression	1 900	-1,1 %	-1,6 %
Produits chimiques	2 600	0,2 %	0,3 %
Plastique et caoutchouc	1 600	1,5 %	0,6 %
Produits métalliques	2 300	0,9 %	1,5 %
Machines	1 700	1,4 %	1,2 %
Matériel de transport	9 900	2,6 %	0,9 %
Activités diverses	1 900	0,5 %	0,3 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 29 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le secteur de la **construction** est hautement significatif pour la région, comme le montre son poids relatif nettement supérieur à celui de l'ensemble du Québec. Les projets de construction annoncés sont encore très nombreux dans la région et dans la région métropolitaine. Le marché résidentiel se maintient en raison de la croissance démographique et de la formation de nouveaux ménages. De plus, le vieillissement de la population modifie les besoins d'hébergement. Les unités de condos et de résidences pour personnes âgées sont en croissance et les unifamiliales achetées par de nouveaux ménages sont rénovées. Il faut également prendre en considération les investissements requis pour le renouvellement des infrastructures publiques (ponts, rues, égouts) qui souffrent des coupes antérieures. Donc les conditions sont encore au rendez-

vous pour voir le nombre d'emplois augmenter en moyenne de 0,9 % par année (+750 emplois).

Le secteur de la **fabrication** bénéficiera d'une croissance de l'emploi robuste au cours des prochaines années, comparativement à l'ensemble de la province. Selon nos prévisions, un peu plus de 1 200 emplois s'ajouteront d'ici 2018. Cette hausse se fera au rythme moyen de 1,1 % par année.

La fabrication du **matériel de transport** occupe sans contredit un rôle moteur sur le marché du travail régional. Cette industrie est composée, dans la région, par le secteur aéronautique, la fabrication de camions et d'autobus, la fabrication de produits récréatifs, la fabrication de véhicules routiers électriques, sans oublier la fabrication de pièces et matériaux composites associés. La grappe industrielle de l'aviation regroupe bon nombre d'entreprises majeures dans l'industrie, appelées donneurs d'ordres. La prévision pour les trois prochaines années est de 800 emplois. Certes, certaines entreprises ont effectué des compressions de leurs effectifs récemment. Malgré cela, le projet de la CSeries se poursuit et la production devrait débuter au cours des trois prochaines années.

Avec, en moyenne, 5 600 personnes occupées, la **transformation des aliments** est la deuxième industrie la plus importante au chapitre des emplois dans le secteur de la fabrication. Elle a été retenue par les intervenants socioéconomiques de la région comme étant un créneau d'excellence pour le développement économique régional. La présence d'une grappe importante d'entreprises dans cette industrie permet une synergie positive au développement. Dans la région, cette industrie est moins sensible au marché extérieur, sans pour autant y échapper totalement. Certaines entreprises locales ont davantage un rayon d'action provincial et interprovincial. Elles fournissent de grandes chaînes d'alimentation. La croissance d'emploi prévue sur trois ans est d'environ 150 emplois ou 0,9 % par année en moyenne. Il s'agit d'un rythme légèrement inférieur à ce que la région a connu depuis les dernières années.

L'emploi dans l'**industrie du bois** s'est stabilisé autour de 2 500 travailleurs dans les Laurentides

entre 2011 et 2013. En 2014, il a bondi à plus de 5 000, faussant artificiellement la tendance pour ensuite redescendre à 3 700 emplois l'année suivante. Malgré tout, les fondamentaux demeurent bons. La région a bénéficié de certains investissements qui devraient permettre une croissance de l'emploi. L'amélioration de l'économie américaine et du secteur de la construction devrait avantager le volume des exportations de bois en provenance de la région. Le taux de croissance annuel moyen sera de 1,1 %, près de 120 emplois.

Certaines industries comme la fabrication de **machines** et celle des produits en **plastique** et en **caoutchouc** croîtront à un rythme légèrement supérieur à la moyenne régionale durant la période. L'industrie du caoutchouc a été affectée par le ralentissement du secteur automobile et de l'aéronautique. Des mises à pied ont été effectuées durant les dernières années pour répondre aux difficultés. Aidé par une devise canadienne un peu plus faible et la croissance de l'économie américaine, les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique devraient avoir de bonnes perspectives pour les prochaines années et favoriser une croissance pour les produits en caoutchouc et plastiques. Cette croissance s'accélénera dans la 2<sup>e</sup> moitié du scénario.

Deux industries devraient connaître une croissance d'emploi dont le rythme sera inférieur à la moyenne régionale durant la période, soit la fabrication de **produits chimiques** et celle des **produits métalliques**. Avec la baisse des investissements et des activités minières en raison du recul de la valeur des ressources naturelles, le secteur des exploitants éprouve plus de difficultés. Une fermeture importante dans les Laurentides, en 2014, dans l'industrie des produits métalliques explique les perspectives plus faibles à court terme.

Dans l'ensemble, les industries comprises dans le **secteur tertiaire** bénéficieront d'un contexte favorable à la croissance au cours des prochaines années ce qui est intéressant, car ce secteur représente 77 % des emplois régionaux. Le bassin de main-d'œuvre et de consommateurs en croissance favorise grandement certaines industries comme le

commerce de détail, la restauration et les administrations publiques locales.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	304 700	1,1 %	0,7 %
<b>Services</b>	231 700	1,2 %	0,7 %
Services publics	2 100	0,2 %	0,2 %
Commerce de gros	12 800	1,5 %	0,6 %
Commerce de détail	43 500	0,9 %	0,2 %
Transport et entreposage	16 900	1,7 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	12 900	1,3 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	18 300	1,5 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratifs	12 400	1,1 %	0,9 %
Services d'enseignement	16 900	1,1 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	41 100	1,3 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	13 800	1,0 %	0,6 %
Hébergement et restauration	19 000	1,5 %	0,6 %
Autres services	10 800	0,9 %	0,5 %
Administrations publiques	13 400	0,1 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 29 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Toutefois, avec la hausse de certains tarifs, du coût des aliments et du niveau de dettes des consommateurs, l'industrie du **commerce de détail** ne pourra maintenir une croissance aussi soutenue que par le passé. De plus, plusieurs établissements ont fermé leurs portes en 2015. Malgré ces pertes, le commerce de détail aura au net une croissance importante en termes de nombre avec 1 150 em-

ploi sur trois ans. Il y a encore bon nombre de projets annoncés, notamment dans les secteurs automobile et alimentaire. Le potentiel de croissance, même s'il est plus faible que par le passé, demeure présent. Le taux de croissance annuel moyen sera de 0,9 %, comparativement à seulement 0,2 % au Québec.

Des industries se distinguent par une croissance d'emploi attendue supérieure à la moyenne régionale. Ces industries sont le **transport et l'entreposage**, le **commerce de gros** ainsi que les **services professionnels, scientifiques et techniques**. Elles profiteront à la fois de la croissance démographique, de la faiblesse de la devise canadienne et des investissements en infrastructures. De plus, nous prévoyons une croissance de l'apport des touristes visitant la région qui sera favorable à l'industrie de **l'hébergement et la restauration**.

Les restrictions budgétaires au niveau provincial auront certes un impact sur le niveau d'emploi des **administrations publiques**. Toutefois, la vitalité démographique de la région ainsi que le vieillissement de sa population créent un besoin de main-d'œuvre avec l'ajout de nouvelles écoles et de cliniques privées, favorables aux industries des **services d'enseignement** et de **soins de la santé**. Des industries comme **l'information, la culture et les loisirs** ainsi que les **autres services** profiteront également de la croissance démographique. Leur rythme de croissance sera comparable à la moyenne de la région.

Finalement, le secteur des **services publics** verra l'emploi progresser faiblement durant la période.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Benoit Leduc**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

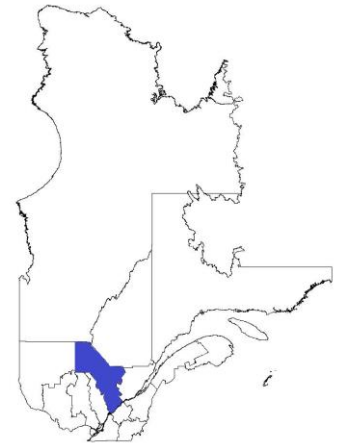
**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca).

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Mauricie

- Le remplacement de la main-d'œuvre dans certains secteurs d'activités devient problématique.
- L'étendue du territoire en Mauricie accentuée, dans les petites communautés, les problématiques liées au vieillissement de la population.
- Le poids du secteur de la fabrication dans l'économie régionale a diminué.
- Au cours de la période 2016-2018, l'emploi en Mauricie devrait croître de 0,4 %<sup>1</sup> en moyenne par année. Ce taux est un peu inférieur à celui attendu au Québec (0,7 %).

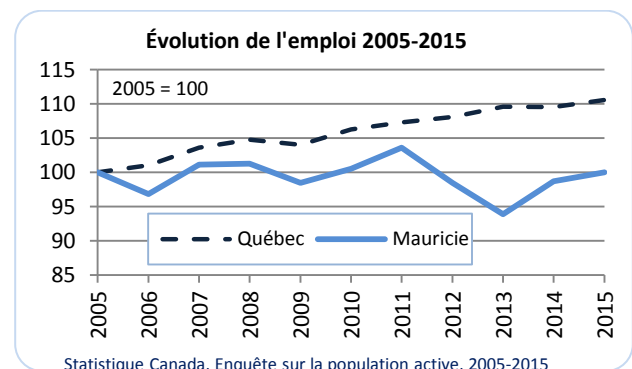


La Mauricie se compose de 42 municipalités et 7 autres territoires, dont 2 réserves autochtones habitées. Sa partie métropolitaine, Trois-Rivières, occupe une position centrale entre Montréal et Québec. La population est concentrée à près de 70 % dans les villes de Trois-Rivières et de Shawinigan. Le reste du territoire est très rural et étendu. La forêt couvre 78 % de la superficie et comprend de vastes territoires non organisés et très peu habités. La Tuque, troisième ville la plus peuplée de la Mauricie, est la plus grande municipalité au Québec en superficie.

L'emploi dans le secteur des services se concentre surtout à Trois-Rivières et à Shawinigan. Les municipalités régionales de comté (MRC) de Maskinongé et Les Chenaux sont des régions plus agricoles. La Tuque et la MRC de Mékinac se démarquent dans les activités liées à la forêt.

La croissance de la population en Mauricie va s'amenuisant et se concentre dans la région de Trois-Rivières et dans la MRC Les Chenaux. Tous les groupes d'âge demeurent en croissance, sauf les jeunes de 20-29 ans. Le nombre de décès dépasse le nombre de naissances depuis déjà 2001. La Mauricie comptait déjà en 2013 plus de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans, soit 21,5 % contre 18,2 %. L'âge médian était alors de 47,9 contre 41,6 au Québec.

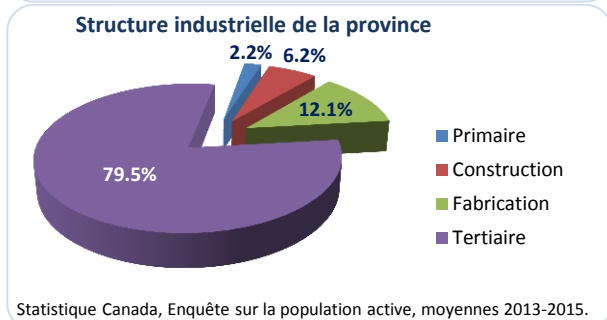
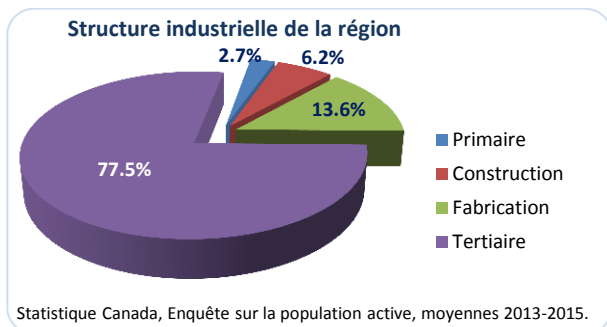
Cette population plus âgée entraîne un indice de remplacement de la main-d'œuvre parmi les plus faibles au Québec. L'indice indiquait déjà en 2011 que seulement 73 jeunes de 20-29 ans étaient disponibles pour remplacer 100 travailleurs près de la retraite (55-64 ans), une mesure qui dégringole à 66 en 2016. Alors que l'indice au Québec devrait se situer à 81 en 2021, il ne serait plus que de 60 en Mauricie. Les problématiques de main-d'œuvre deviendront de plus en plus aiguës.



Le marché du travail régional connaît bien des soubresauts et l'emploi en subit les conséquences. Le taux d'emploi est descendu sous les 50 % en 2013, son niveau le plus bas, et n'a pas dépassé les 52 % en 2015. Malgré la remontée du marché du travail en 2014 et 2015, l'emploi dans le secteur de la fabrication est resté sur une tendance à la baisse qui s'est accentuée avec la dernière récession.

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 27 avril 2016.

À n'en pas douter, la fermeture de la Centrale nucléaire de Gentilly-2 (Bécancour) à la fin de 2012 a eu un fort impact sur l'économie régionale et l'emploi. La Centrale embauchait plus de 700 personnes, dont près de 70 % habitaient en Mauricie. Entre 2015 et 2020, seulement une soixantaine de travailleurs resteront pour les activités suivant sa mise en dormance.



La structure industrielle de la Mauricie s'est rapprochée de celle du Québec. Rappelons que, dans les années 90, plus de 20 % de la main-d'œuvre travaillait dans le secteur de la fabrication. Un déclin a commencé dès 2005 avec les difficultés dans le segment du papier.

**Perspectives industrielles**

Entre 2016 et 2018, nous anticipons une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 0,4 % en Mauricie, soit un taux légèrement inférieur à celui de l'ensemble du Québec (0,7 %). Le déclin marqué dans le secteur de la fabrication et la mise en dormance de la centrale nucléaire Gentilly-2 nécessitaient une diversification de l'économie. Les efforts en ce sens commencent à porter fruit et nous anticipons un léger gain d'emplois dans la fabrication d'ici 2018. Dans l'ensemble, le secteur des services devrait faire un peu mieux.

La diminution du nombre de fermes se poursuit en Mauricie. Cette baisse, plus élevée que dans plusieurs autres régions, est en lien avec le fait qu'environ 50 % des agriculteurs ont plus de 55 ans et que la majorité n'a pas identifié de relève. La hausse de la valeur des terres accentue cette problématique. D'un autre côté, la productivité demeure en hausse. L'élevage domine l'industrie, mais fait face à plusieurs problématiques (ouverture et volatilité des marchés, coûts d'exploitation, lait diafiltré, etc.). Ces raisons nous incitent à croire que l'industrie agricole ne surmontera pas la tendance négative historique qui prévaut en Mauricie, du moins pour la période de prévisions 2016 à 2018. Toutefois, la baisse de l'emploi sera faible.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	113 500	0,4 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	3 000	-0,3 %	0,3 %
Agriculture	2 400	-0,5 %	0,0 %
<b>Construction</b>	7 100	0,2 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	15 400	-0,4 %	0,3 %
Aliments et boissons	1 700	0,0 %	0,4 %
Bois	3 000	0,4 %	0,6 %
Papier	2 000	0,4 %	-0,5 %
Première transformation des métaux	1 500	-0,2 %	0,0 %
Produits métalliques	1 800	1,4 %	1,5 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 26 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Bien que la forêt couvre 78 % de la superficie du territoire, l'exploitation forestière ne génère pas un grand nombre d'emplois directs. La forêt mauricienne est en majorité publique. Le Bureau du forestier en chef a annoncé une réduction de 4,5 % des possibilités forestières en Mauricie pour 2015-2018. Les industriels se disputent les volumes de bois. Par ailleurs, le rehaussement des subventions pour les travaux sylvicoles atténuera l'impact sur l'emploi. Les difficultés de l'industrie des pâtes et papiers nuisent aussi aux activités forestières.

Les investissements dans le secteur de la **construction** sont restés élevés en Mauricie depuis 2007. Cependant, un ralentissement a été observé dans les deux dernières années et l'emploi a diminué. La

croissance démographique est très faible et celle du groupe des 20-29 ans négative. La région de Trois-Rivières donne un bon indice de la situation, avec une offre relativement abondante de propriétés existantes à vendre et un taux d'inoccupation plus élevé du marché locatif. Les problèmes de pyrrhotite ne sont pas à négliger. Les projets d'importance confirmés sont peu nombreux. Aussi, nous estimons que la croissance de l'emploi d'ici 2018 dans la construction progressera à un rythme plus faible que dans l'ensemble du Québec. Considérant le contexte économique et démographique, ce devrait être le cas entre autres dans le secteur résidentiel de la RMR de Trois-Rivières, où la Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit un mouvement baissier en 2016 et 2017.

L'industrie des aliments et boissons a connu une belle expansion dans la dernière décennie. L'élan ne s'est pas poursuivi, même si quelques entreprises ont développé leurs marchés d'exportation vers les autres provinces, les États-Unis et le Japon, entre autres. La concurrence est forte et nous anticipons une croissance nulle de l'emploi pour ce segment d'ici 2018.

L'industrie du papier est toujours confrontée à des surplus de production. Les usines en Mauricie sont peu nombreuses et fabriquent principalement du papier et du carton, un segment où les surplus de production sont plus importants que dans les produits en papier transformé. L'emploi est sur une lourde tendance à la baisse et aucun retournement de tendance n'est à prévoir.

La baisse des possibilités forestières décrétée par le Bureau du forestier en chef en Mauricie pour 2015-2018 a des répercussions sur les garanties d'approvisionnement aux scieries. Même si la construction a repris aux États-Unis, la croissance de l'emploi dans l'industrie des produits en bois ne devrait pas augmenter énormément. En parallèle, le chiffre d'affaires des principaux fabricants régionaux de meubles est en augmentation et cette tendance devrait se maintenir d'ici 2018. Les entreprises se sont adaptées à la concurrence étrangère et exportent surtout aux États-Unis où la construction résidentielle est en croissance. La diminution de la valeur du dollar est positive pour les fabricants.

L'industrie de la première transformation des métaux compte très peu d'entreprises. Rio Tinto Alcan a fermé son aluminerie à Shawinigan à la fin de 2014 entraînant la perte de plusieurs centaines d'emplois. Les employeurs qui restent voudront surtout améliorer la productivité.

L'industrie des produits métalliques a le vent dans les voiles. Pour pourvoir les postes non comblés, la Table métal Mauricie a été formée en 2014. Situé à Trois-Rivières, le Centre de métallurgie du Québec est en voie d'investir plusieurs millions pour supporter les entreprises.

La représentativité du secteur des **services** dans l'emploi est devenue presque aussi forte en Mauricie que dans l'ensemble du Québec. Au début des années 2000, on y retrouvait 70 % de l'emploi contre près de 77 % aujourd'hui. La croissance de l'emploi y est plus forte.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	113 500	0,4 %	0,7 %
<b>Services</b>	86 800	0,5 %	0,8 %
Commerce de gros	2 800	0,4 %	0,6 %
Commerce de détail	16 400	0,2 %	0,2 %
Transport et entreposage	5 100	0,7 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier et location	3 700	-0,1 %	0,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	5 100	0,8 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres services	4 500	0,5 %	0,9 %
Services d'enseignement	7 700	1,2%	1,4%
Soins de santé et assistance sociale	18 800	1,2 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	4 100	0,5 %	0,6 %
Hébergement et restauration	7 900	0,5 %	0,6 %
Autres services	5 100	0,2 %	0,5 %
Administrations publiques	5 600	-0,1 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 26 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le commerce de détail compte pour plus de 14 % du total de l'emploi régional. Après avoir stagné

dans les dernières années, la croissance d'emploi dans ce secteur a repris. Cependant, on dépense moins et différemment, d'autant plus qu'il s'est perdu des emplois en Mauricie au cours des dernières années. La croissance de la population est faible et elle vieillit rapidement. C'est aussi le cas dans la grande région de Trois-Rivières. Quant à l'autre grand pôle urbain, Shawinigan, on observe plutôt une décroissance de la population et des fuites commerciales jugées importantes. De plus, dans plusieurs petites communautés, des services de proximité peinent à survivre. Le revenu disponible des ménages augmente, mais demeure bien inférieur à celui au Québec. Ce contexte n'est pas propice à une forte croissance de l'emploi.

En Mauricie, les perspectives de croissance dans la construction, la fabrication et le commerce de détail sont très faibles, ce qui freinera la croissance du commerce de gros d'ici 2018.

Après avoir été fortement éprouvée par la contraction de l'économie, l'industrie du transport et de l'entreposage a repris tous les emplois perdus. Cependant, pour accélérer la croissance, il faudrait une reprise plus forte dans le secteur de la fabrication. Un exemple, l'industrie des produits en bois utilise abondamment le transport par camion. De son côté, le port de Trois-Rivières poursuit son plan de développement et le volume manutentionné augmentera d'ici 2018. L'aéroport de Trois-Rivières a aussi des projets de nouveaux services.

L'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques reste très dynamique. La présence de l'UQTR et des collègues favorise les activi-

tés de recherche et développement. Le secteur informatique est en croissance. À preuve, l'arrivée de CGI, qui est aussi un actif pour l'industrie de la gestion d'entreprises, du soutien administratif et des autres services, et où les centres d'appels génèrent une bonne croissance de l'emploi.

Dans l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs, l'Amphithéâtre de Trois-Rivières-sur-St-Laurent s'est ajouté aux nombreux produits d'appel existants. Il s'agit là d'un élément majeur pour attirer et retenir les touristes dans la région. D'ailleurs, des investissements récents et à venir dans l'hébergement et dans la restauration devraient permettre de renouer avec des gains d'emplois.

En Mauricie, plus d'une personne sur cinq est âgée de 65 ans et plus. Cette situation crée une pression supplémentaire sur le réseau de la santé et des services sociaux qui poursuivra sa croissance, même avec un budget de fonctionnement amputé.

Compte tenu de l'état des finances publiques, il n'y a pas lieu d'espérer une croissance d'emploi dans les administrations publiques d'ici 2018. Les coupes budgétaires imposées par Québec aux municipalités incitent à revoir les services. Toujours à la recherche de plus d'efficacité, le secteur de la finance mettra de plus en plus à profit les services en ligne pour répondre à la demande. Les services en personne sont en diminution, davantage dans les petites communautés. Enfin, le secteur immobilier n'est pas en effervescence, surtout dans la région métropolitaine de Trois-Rivières.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Jean Ruel**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc.gc.ca).

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés

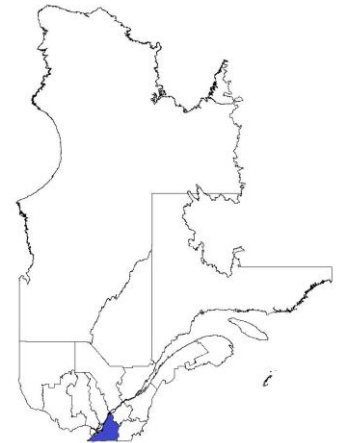




## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018

# Montréal

- La Montérégie est la deuxième région économique la plus peuplée du Québec.
- Avec 30 % des emplois au Québec, l'agriculture occupe une place de choix dans la région.
- La proximité de la grande région métropolitaine de Montréal favorise la démographie et la diversité du marché du travail.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,8 %<sup>1</sup>, une évolution légèrement supérieure à celle du Québec (0,7 %).



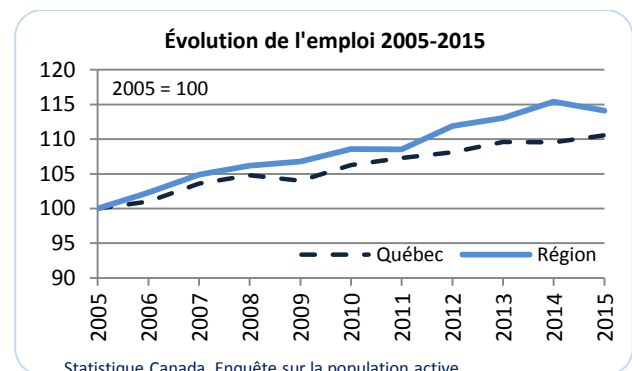
La population de la Montérégie s'élevait à 1,5 million de personnes en 2015, soit la deuxième région la plus peuplée du Québec. Environ 60 % de la population vit en banlieue de Montréal. L'agglomération de Longueuil concentre à elle seule plus de 421 300 personnes et regroupe les villes de Longueuil, Brossard, Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Lambert. La région compte aussi six autres agglomérations urbaines (Cowansville, Granby, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Salaberry-de-Valleyfield, Sorel-Tracy) réparties dans son vaste territoire qui côtoie de grandes étendues de terres agricoles.

Si la croissance démographique de la Montérégie n'est pas aussi rapide que celle des régions de la couronne nord de Montréal, elle surpasse tout de même celle de l'ensemble du Québec. Les échanges migratoires avec les autres régions, l'apport des immigrants de même qu'un taux de fécondité plus élevé que la moyenne québécoise favorisent l'accroissement de la population.

Selon les plus récentes projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, la population montérégienne devrait croître de 11 % durant la période 2011-2021, une hausse un peu plus dynamique qu'à l'échelle du Québec (+9 %). Tous les groupes d'âges vont croître, mais la hausse de la cohorte des personnes de 65 ans et plus sera nettement supérieure. Malgré tout, la région est favorisée sur le plan démographique et le vieillissement

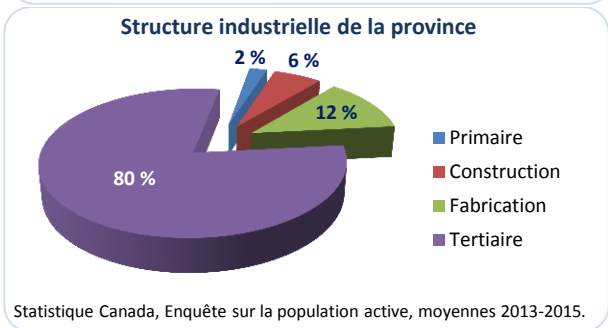
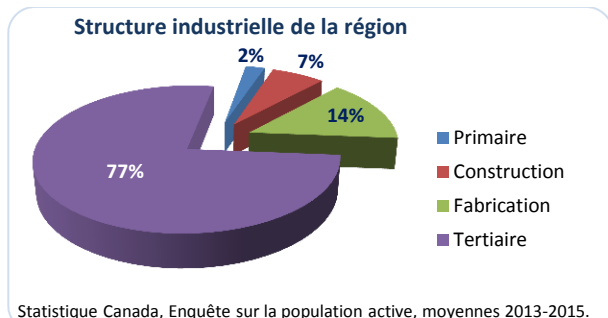
de la population ne devrait pas trop affecter les indicateurs du marché du travail.

Bien que le marché du travail en Montérégie se soit amélioré depuis la récession de 2009, l'emploi continue d'évoluer en dents de scie au gré de la conjoncture. La croissance de l'emploi a été assez dynamique en 2014, mais la lune de miel a été de courte durée et l'emploi s'est replié en 2015. Les emplois à temps plein ont reculé en 2015 mais le repli a été moins sévère que celui des emplois à temps partiel.



Historiquement, la région bénéficie d'un taux d'emploi plus élevé et d'un taux de chômage plus faible que ceux du Québec. Globalement, la Montérégie compte en moyenne 776 500 personnes en emploi (2013-2015), ce qui représente 19 % des emplois au Québec. La région est diversifiée sur le plan économique et cela se reflète sur le marché du travail. La répartition des personnes en emploi

selon les grands secteurs d'activité est assez similaire en Montérégie et au Québec.



La proximité de Montréal fait en sorte que 27 % des personnes en emploi de la Montérégie y occupent un emploi et cette proportion peut atteindre plus de 40 % dans les principales villes situées en périphérie de Montréal. Le navettage vers Montréal est très variable d'une industrie à l'autre. Il est élevé dans les industries du tertiaire « moteur » qui inclut notamment les firmes spécialisées offrant des services aux entreprises, le secteur de la finance et des assurances et l'enseignement supérieur. À l'opposé, les services de proximité à la population, souvent associés à des emplois moins qualifiés, présentent peu de navetteurs.

Comme la plupart des statistiques sur le marché du travail sont basées sur les personnes en emploi sans égard à leur lieu de travail, les données sur l'emploi en Montérégie dépassent les frontières de la région et dépendent également du vaste marché du travail de Montréal.

**Perspectives industrielles**

Pour 2016-2018, la croissance de l'emploi devrait atteindre 0,8 % en moyenne annuelle (0,7 % au Québec) alors que le taux de chômage se maintiendra en-deçà de celui du Québec.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>776 500</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>18 600</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>0,3 %</b>
Agriculture	16 600	-0,1 %	0,0 %
Extraction minière	1 600	0,3 %	1,0 %
<b>Construction</b>	<b>50 600</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>108 400</b>	<b>0,5 %</b>	<b>0,3 %</b>
Aliments, boissons, tabac	22 000	0,5 %	0,4 %
Textiles, produits textiles	2 700	-1,1 %	-1,0 %
Vêtements, produits en cuir	1 800	-2,0 %	-2,5 %
Bois	3 100	0,6 %	0,6 %
Papier	3 100	0,0 %	-0,5 %
Impression	4 800	-0,9 %	-1,6 %
Produits chimiques	9 400	0,6 %	0,3 %
Plastique et caoutchouc	7 200	0,6 %	0,6 %
Minéraux non métalliques	2 600	0,3 %	0,7 %
1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	5 000	-0,6 %	0,0 %
Produits métalliques	8 600	1,2 %	1,5 %
Machines	4 400	1,1 %	1,2 %
Produits informatiques, électroniques	5 100	0,9 %	0,6 %
Matériel, appareils électriques	3 400	0,4 %	0,3 %
Matériel de transport	15 500	1,2 %	0,9 %
Meubles, produits connexes	5 100	0,9 %	0,4 %
Activités diverses de fabrication	4 500	0,4 %	0,3 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 31 mars 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le **secteur primaire** compte 18 600 emplois, surtout concentrés en agriculture. La Montérégie est un acteur de premier plan dans le paysage agricole et elle génère 30 % des emplois de cette industrie au Québec. Le niveau d'emplois devrait poursuivre son lent déclin au cours des trois prochaines années. Le nombre de fermes continue à décroître, mais à un rythme moins élevé. La concentration de l'activité au sein d'exploitations agricoles de plus grande dimension se poursuit et les gains de productivité qui en découlent réduisent quelque peu les besoins en main-d'œuvre.

Le secteur de la **fabrication** de biens génère environ 108 400 emplois. Les quatre industries les plus significatives en matière d'emplois sont les ali-

ments et boissons, le matériel de transport, les produits chimiques et les produits métalliques.

L'industrie manufacturière a subi d'importants changements structurels au cours de la dernière décennie. Par conséquent, la part des emplois manufacturiers au sein du marché du travail a fortement baissé, passant de 20 % à 14 % durant cette période. La Montérégie se distingue par une part assez élevée de ses ventes de biens manufacturés hors Québec, 61,3 % comparativement à 54,9 % au Québec en 2012. Par conséquent, elle devrait profiter de l'amélioration de la conjoncture sur les marchés extérieurs au cours des prochaines années. Néanmoins, la concurrence internationale et les gains de productivité militent en faveur d'une faible croissance des emplois, de l'ordre de 0,5 % par année d'ici 2018.

Bien qu'il se crée moins d'emplois dans le secteur manufacturier, les nouveaux emplois requièrent une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. Certaines industries, comme celles de la fabrication du matériel de transport, des produits informatiques et électroniques, des produits métalliques, de la machinerie et du meuble afficheront une croissance d'emploi plus dynamique. D'autres industries telles que les aliments et boissons, les produits chimiques, les produits en plastique et caoutchouc et les produits en bois connaîtront une hausse de l'emploi modérée. La plupart des autres sous-secteurs subiront une faible croissance, voire un recul, de l'emploi au cours des prochaines années.

L'industrie de la **construction**, qui procure 50 600 emplois dans la région, a profité d'un cycle haussier durant plusieurs années mais, plus récemment, l'industrie a subi un ralentissement du côté de la construction neuve, ce qui a freiné l'embauche de nouveaux travailleurs. La région est avantagée sur le plan démographique, particulièrement dans la vaste banlieue de Montréal, ce qui favorise la construction résidentielle. Le segment des complexes résidentiels dédiés aux personnes retraitées poursuit sa lancée et au moins trois projets d'envergure seront réalisés au cours des deux prochaines années. Des projets sont aussi en cours de réalisation dans la construction commerciale et institution-

nelle. L'emploi devrait croître à un rythme modéré durant la période 2016-2018.

Le secteur des **services** génère environ 590 400 emplois, ce qui représente 76 % des personnes en emploi de la région. Davantage à l'abri des soubresauts de la conjoncture, l'évolution de l'emploi dans les services sera un peu plus dynamique et nous prévoyons une hausse annuelle de 0,9 % comparativement à 0,7 % au Québec. Le secteur tertiaire regroupe une panoplie de services et la plupart d'entre eux connaîtront une croissance de leurs effectifs, sauf les administrations publiques.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>776 500</b>	<b>0,8 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Services</b>	<b>590 400</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,7 %</b>
Services publics	8 400	0,3 %	0,2 %
Commerce de gros	26 100	0,8 %	0,6 %
Commerce de détail	96 700	0,5 %	0,2 %
Transport et entreposage	41 100	1,2 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	41 900	1,0 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	58 000	1,3 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif, autres services	29 800	1,0 %	0,9 %
Services d'enseignement	46 800	0,9 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	104 300	1,6 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	34 500	0,7 %	0,6 %
Hébergement et restauration	47 400	0,8 %	0,6 %
Autres services	30 700	0,8 %	0,5 %
Administrations publiques	33 100	0,0 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 31 mars 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Près de 60 % des emplois du tertiaire sont concentrés dans les cinq industries suivantes : soins de santé et services sociaux, commerce de détail, services professionnels, scientifiques et techniques, hébergement et restauration, et services d'enseignement. Le volume d'emplois dans les **services de soins de santé et services sociaux** (104 300) est le plus élevé parmi les industries tertiaires. La forte demande de soins de santé va se

poursuivre et même s'accélérer avec le vieillissement de la population, ce qui générera de nombreux emplois. Aussi, le développement du réseau des services de garde à l'enfance se poursuit en Montérégie, mais l'offre de nouvelles places en garderie est moins abondante que par le passé, ce qui ralentit quelque peu l'embauche.

Le **commerce de détail** est le deuxième secteur en importance et génère 96 700 emplois. On observe un certain regain du côté des quincailleries où des investissements ont été annoncés. En outre, certains projets commerciaux devraient voir le jour en 2016 et la plupart sont situés dans la grande banlieue de Montréal où la croissance démographique est plus dynamique. Cependant, au cours des dernières années, plusieurs bannières ont annoncé la fermeture de leurs magasins. Les consommateurs achètent de plus en plus de biens en ligne et les commerçants doivent s'adapter à cette nouvelle réalité. Plus récemment, un joueur important dans le secteur de l'alimentation a décidé de restructurer son réseau et a procédé à la fermeture de certains commerces. La période de consolidation que l'on observe actuellement dans le commerce de détail vient tempérer quelque peu les gains d'emplois et nous anticipons une faible croissance d'ici 2018 dans cette industrie. Malgré une croissance modeste anticipée, les besoins en main-d'œuvre sont très nombreux dans cette industrie compte tenu du volume élevé d'emplois.

Le troisième secteur en importance, les **services professionnels, scientifiques et techniques** (58 000 emplois), regroupe un grand nombre de travailleurs hautement qualifiés. De nombreux

emplois de ce secteur d'activité sont concentrés à Montréal et les travailleurs de la Montérégie sont nombreux à y occuper un emploi. Le domaine de l'informatique connaît une forte croissance avec notamment le développement exponentiel des technologies de l'information. La croissance des emplois devrait se poursuivre à un bon rythme d'ici 2018.

Les services **d'hébergement et de restauration** procurent 47 400 emplois et la grande majorité des emplois proviennent des services de restauration et des débits de boisson. Le projet de construction de deux nouveaux hôtels de même que la croissance démographique avantageuse de la région continueront de créer de nouveaux emplois. Cependant, la hausse prévue des emplois au cours des trois prochaines années sera inférieure à celle de l'ensemble du secteur tertiaire.

Cinquième industrie en importance dans le tertiaire, les **services d'enseignement** comptent environ 46 800 emplois. Ce secteur est fortement influencé par l'enseignement primaire et secondaire où y sont concentrés les deux tiers des emplois. Selon les plus récentes projections des effectifs scolaires, la Montérégie devrait voir s'ajouter environ 8 950 nouveaux élèves au cours des trois prochaines rentrées scolaires. Pour répondre à cette demande, plusieurs projets d'agrandissement et de construction d'écoles seront réalisés dans les villes à forte croissance démographique situées en périphérie de Montréal, ce qui stimulera la création de nouveaux emplois. Nous prévoyons une croissance assez dynamique de l'emploi au cours des trois prochaines années.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Hélène Mercille**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec.

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca).

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2015, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018

# RMR de Montréal

- La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal regroupe près de la moitié de la population et des emplois du Québec.
- D'ici 2021, la croissance démographique sera plus rapide que la moyenne provinciale, et le vieillissement de la population plus lent.
- Plus de huit emplois sur dix se concentrent dans le secteur tertiaire.
- De 2016 à 2018, l'emploi devrait progresser à un rythme annuel moyen de 0,9 %<sup>1</sup>, une performance inférieure à la moyenne de 1,1 % des dix dernières années, mais néanmoins supérieure à celle de la province (0,7 %).



Principale région métropolitaine de recensement (RMR) du Québec, la RMR de Montréal occupe aussi le deuxième rang canadien, derrière celle de Toronto. Elle comprend les régions administratives de Montréal et de Laval en totalité, de même que des parties de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière.

Ce territoire densément peuplé rassemble près de la moitié (49,1 %) de la population de la province. En effet, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la région comptait 4 060 692 habitants en 2015, en hausse de 32 693 individus (+0,8 %) par rapport à l'année précédente.

La population se concentre principalement dans l'agglomération de Montréal (1 999 795 habitants ou 49,2 %), la ville de Laval (425 225 ou 10,5 %) et l'agglomération de Longueuil (421 342 ou 10,4 %) qui regroupe Boucherville, Brossard, Longueuil, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Lambert.

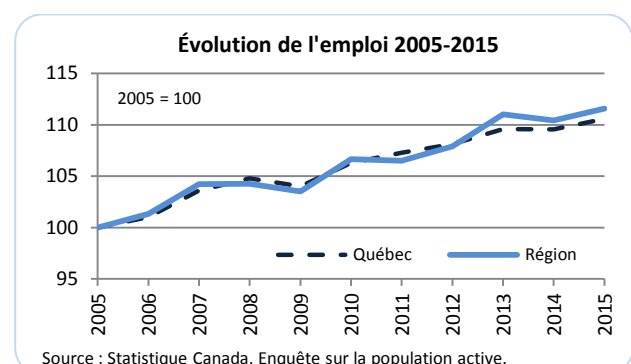
Selon le plus récent scénario démographique de l'ISQ, la population de la RMR de Montréal devrait croître de 10,6 % entre 2011 et 2021, en regard de 8,4 % au Québec, ce qui portera son poids relatif à 49,5 % en fin de période. L'apport migratoire et l'accroissement naturel (naissances moins décès) contribueront tous deux à ce résultat.

En 2021, la RMR de Montréal se démarquera de la plupart des autres régions du Québec par une proportion supérieure de personnes âgées de 20 à 64 ans (60,4 %), un contingent moindre d'aînés de

65 ans et plus (17,7 %), et un âge moyen de 41,1 ans. Cette structure d'âge plus jeune découlera notamment du nombre élevé d'immigrants qui s'installeront dans le territoire durant la période.

Ces particularités démographiques permettront d'atténuer les conséquences du vieillissement de la population sur l'offre de main-d'œuvre dans la région métropolitaine. En effet, contrairement à d'autres régions du Québec, ce phénomène ne devrait pas se manifester de façon significative au cours des prochaines années.

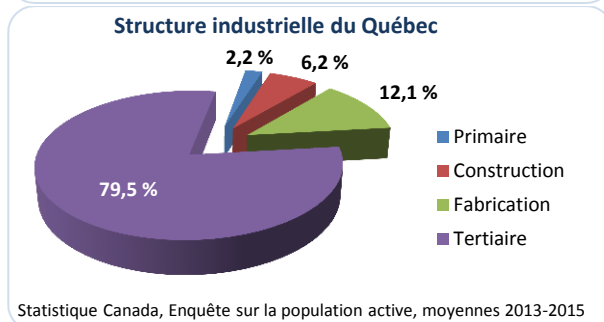
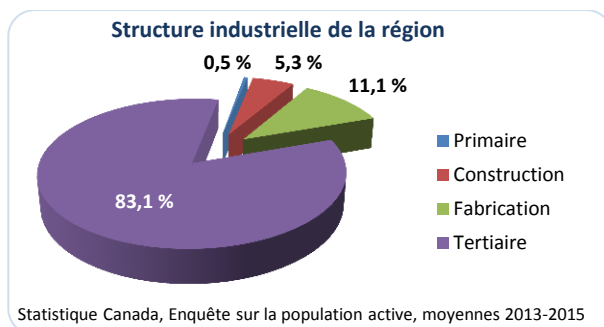
En 2015, le marché du travail de la RMR de Montréal a établi un nouveau record historique de 2 040 900 emplois, soit 21 400 de plus (+1,1 %) qu'en 2014. De fait, les gains réalisés dans les services (+35 700 emplois ou +2,1 %) ont plus que compensé les pertes subies dans la production de biens (-14 300 ou -4,0 %), principalement dans la construction (-10 800 ou -10,1 %). En comparaison, l'emploi s'est accru de 0,9 % au Québec et de 0,8 % au Canada lors de la même période.



<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible le 31 mars 2016.

Toutefois, le taux d'emploi de la métropole est demeuré relativement stable à 60,8 % (+0,1 point de pourcentage), en raison de la hausse importante de la population en âge de travailler. De plus, le taux de chômage s'est hissé de 8,2 % à 8,4 %, l'augmentation de la population active ayant été supérieure à celle de la population en emploi. Dans la province, le taux d'emploi se situait à 59,9 % (+0,2 point de pourcentage) en 2015 et le taux de chômage à 7,6 % (-0,1 point de pourcentage).

Les deux graphiques suivants illustrent l'influence importante qu'exerce la structure industrielle de la RMR de Montréal sur celle du Québec, à quelques différences près. Forte de 53,4 % du produit intérieur brut de la province, la RMR de Montréal en constitue effectivement le moteur économique.



Dans la région métropolitaine, plus de huit emplois sur dix (83,1 %) se concentrent dans le secteur tertiaire, alors que 11,1 % des travailleurs œuvrent dans la fabrication et 5,3 % dans la construction. Quant au secteur primaire, il n'occupe que 0,5 % de la main-d'œuvre régionale.

### Perspectives industrielles

Le scénario sur lequel reposent les prévisions d'emploi par industrie a été finalisé en mars 2016. S'il s'appuie sur un redressement des exportations principalement lié à la demande américaine et à la

dépréciation du dollar canadien, il prend également en considération un certain ralentissement de la demande intérieure. Certains facteurs pourraient néanmoins venir modifier ce scénario durant la période de prévision. Parmi ceux-ci, l'évolution des cours du pétrole et des autres produits de base, de même que les mesures de stimulation fédérales ne seront pas à négliger.

Dans ce contexte, l'emploi pourrait progresser en moyenne de 0,9 % par année pour la période 2016-2018. Cette croissance inférieure à la moyenne annuelle de 1,1 % observée entre 2005 et 2015 sera cependant supérieure à celle prévue pour toute la province (0,7 %).

Dans le **secteur primaire**, la main-d'œuvre se concentre dans l'agriculture (57,4 %), et dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (34,2 %), plus spécifiquement dans l'extraction de minerais non métalliques (pierre, sable, gravier, etc.) et dans les activités de soutien à l'extraction minière.

Peu présent dans la région métropolitaine, l'effectif du secteur primaire a augmenté d'un faible 0,1 % par année de 2005 à 2015, ralenti par les pertes enregistrées dans l'agriculture. Durant l'horizon de prévision, l'emploi pourrait croître en moyenne de 0,6 % par année, en raison d'une hausse de l'activité dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, stimulée par les travaux de remplacement et de réfection d'infrastructures routières.

Entre 2005 et 2015, le nombre de travailleurs dans l'industrie de la **construction** s'est accru en moyenne de 1,6 % par année, atteignant même un niveau record de 118 400 travailleurs en 2013, avant de se replier en 2014 et 2015. Pendant la période de prévision, des investissements publics majeurs dans des projets de remplacement et de réfection d'infrastructures routières désuètes, de même que la construction et l'agrandissement de plusieurs établissements institutionnels (hôpitaux, campus universitaires) et commerciaux devraient entraîner une croissance annuelle moyenne de l'emploi de 1,0 %, en dépit de la baisse anticipée dans la construction résidentielle.

Dans le secteur de la **fabrication**, le personnel se retrouve principalement dans les aliments et boissons, les produits chimiques et le matériel de transport. De 2005 à 2011, l'emploi manufacturier a fléchi en moyenne de 4,0 % par année, miné par des difficultés structurelles et conjoncturelles qui ont entraîné plusieurs mises à pied et fermetures d'entreprises.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	RMR	Province
<b>Ensemble des industries</b>	2 030 200	0,9 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	9 500	0,6 %	0,3 %
Agriculture	5 400	0,0 %	0,0 %
Foresterie, pêche, mines, extraction gaz	4 000	1,1 %	0,9 %
<b>Construction</b>	107 100	1,0 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	225 500	0,5 %	0,3 %
Aliments, boissons, tabac	37 700	0,4 %	0,4 %
Textiles, produits textiles	3 300	-2,0 %	-1,0 %
Vêtements, produits en cuir	12 500	-1,9 %	-2,5 %
Produits en bois	6 700	0,8 %	0,6 %
Papier	6 500	0,0 %	-0,5 %
Impression, activités connexes	11 600	-1,0 %	-1,6 %
Produits chimiques	20 400	0,2 %	0,3 %
Plastique et caoutchouc	11 600	0,7 %	0,6 %
Minéraux non métalliques	4 100	1,5 %	0,7 %
1ère transformation métaux	7 500	0,0 %	0,0 %
Produits métalliques	13 100	1,8 %	1,5 %
Machines	12 500	1,3 %	1,2 %
Produits informatiques, électroniques	8 100	0,8 %	0,6 %
Matériel, appareils électriques	6 300	0,5 %	0,3 %
Matériel de transport	41 800	1,2 %	0,9 %
Meubles, produits connexes	8 500	0,5 %	0,4 %
Activités diverses de fabrication	12 500	0,4 %	0,3 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

En effet, la vigueur de la devise canadienne, l'intensité de la concurrence internationale, les faibles gains de productivité et la diminution de la demande ont constitué les principales causes de ce déclin amplifié par la dernière récession.

Malgré un autre creux en 2014, l'effectif semble avoir touché un niveau plancher en 2011, pour se redresser depuis à un taux annuel moyen de 0,3 %, ce qui permet d'envisager une accélération de la reprise à 0,5 % par année de 2016 à 2018, poussée par la hausse prévue des exportations vers les principaux partenaires commerciaux du Québec. Les industries les plus dynamiques en volume de création d'emploi devraient être les aliments et boissons, les produits métalliques, les machines et le matériel de transport. À l'inverse, la décroissance devrait se poursuivre dans les textiles et les produits textiles, les vêtements et les produits en cuir, de même que dans l'impression.

Le **secteur tertiaire** constitue le cœur de l'activité économique de la région métropolitaine. La main-d'œuvre se concentre dans le commerce, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale. De 2005 à 2015, l'emploi s'est accru en moyenne de 1,7 % par année, soutenu par le transport et l'entreposage, les services professionnels, scientifiques et techniques, les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que l'hébergement et la restauration.

Pour la période 2016-2018, l'emploi du secteur tertiaire devrait progresser à un rythme moyen de 0,9 % par année. Les gains les plus volumineux devraient survenir dans le commerce, les services professionnels, scientifiques et techniques, les soins de santé et l'assistance sociale.

Dans le **commerce**, près des trois quarts (74,0 %) des employés travaillent dans le commerce de détail, les autres dans le commerce de gros. Étroitement lié à la conjoncture économique mondiale, le **commerce de gros** joue un rôle essentiel dans les échanges interprovinciaux et internationaux, tant au niveau des importations que des exportations. La position géographique de la métropole et l'importance de ses infrastructures de transport actuelles et planifiées constituent des facteurs positifs dans l'expansion de ce secteur. En outre, une bonne partie de l'activité des grossistes-distributeurs découle également du **commerce de détail** dont l'évolution repose sur l'accroissement démographique et les revenus des ménages, tous

deux supérieurs dans la région à la moyenne provinciale. Par ailleurs, la mise en place du Plan commerce 2015-2026 de la Ville de Montréal, de même que la prolongation des heures d'ouverture des établissements dans la zone touristique des quartiers centres devraient aussi contribuer au dynamisme de ce type d'activité économique durant la période de prévision.

Dans les services professionnels, scientifiques et techniques, plus de la moitié (54,5 %) de l'effectif se retrouve dans la conception de systèmes informatiques et dans les firmes d'architecture et de génie. Au cours des prochaines années, la performance du secteur sera plus qu'assurée par la reprise de la demande de services conseils générée par la vigueur de la construction non résidentielle et le renouvellement des infrastructures routières, de même que par l'expansion des technologies de l'information dans de nouvelles avenues de développement prometteuses.

L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale dépend en grande partie de la pression qu'exercent la croissance démographique et le vieillissement de la population. Dans la région, plus des deux tiers de la main-d'œuvre se concentrent dans les hôpitaux (37,7 %) et dans l'assistance sociale (30,7 %), dont les services individuels et familiaux à l'enfance, à la jeunesse, aux personnes âgées et aux personnes ayant une incapacité, les services de garderie, les services communautaires d'alimentation et d'hébergement, et les services de

réadaptation professionnelle. Pour la période 2016-2018, la poursuite d'investissements majeurs dans le redéploiement et l'agrandissement de plusieurs hôpitaux et les besoins sociaux inhérents à la hausse d'une population de plus en plus diversifiée maintiendront la progression de ces services, progression toutefois tempérée par les mesures de rationalisation entreprises par le gouvernement provincial.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	RMR	Province
<b>Ensemble des industries</b>	2 030 200	0,9 %	0,7 %
<b>Secteur tertiaire</b>	1 673 500	0,9 %	0,7 %
Services publics	14 600	0,3 %	0,2 %
Commerce	340 300	0,5 %	0,3 %
Transport et entreposage	99 800	1,2 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	131 500	1,0 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	198 000	1,4 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif	84 000	1,1 %	0,9 %
Services d'enseignement	144 000	0,9 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	265 900	1,4 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	113 200	0,8 %	0,6 %
Hébergement et restauration	137 400	0,8 %	0,6 %
Autres services	80 000	0,8 %	0,5 %
Administrations publiques	79 300	0,2 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, avril 2016  
\*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Marie-Chantale Parent**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca)

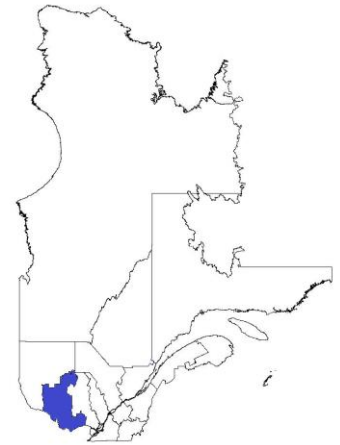
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés





## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Outaouais

- À elle seule, la région de l'Outaouais regroupe près de la moitié des effectifs de l'administration fédérale au Québec, ce qui teinte fortement le marché du travail régional.
- L'Outaouais devrait connaître une croissance démographique plus élevée que celle prévue en moyenne au Québec au cours des prochaines années.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 est de 0,7 %<sup>1</sup>, ce qui est inférieur au taux moyen des dix dernières années, mais similaire à celui attendu au Québec pour la même période.



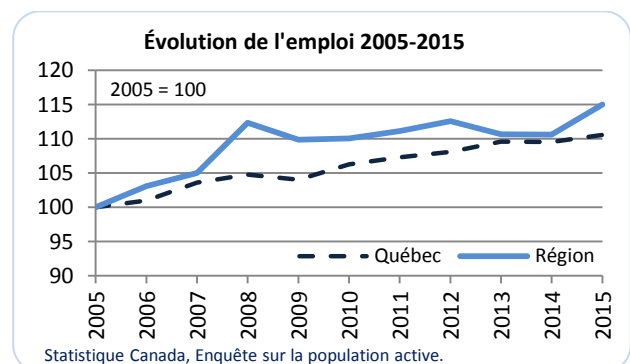
Selon les données provisoires de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de l'Outaouais se chiffrait à 385 579 au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Selon les prévisions, la population régionale devrait atteindre 414 900 habitants en 2021.

Le cœur urbain du territoire correspond essentiellement à la ville de Gatineau. Au sein de la capitale nationale fédérale, Gatineau forme, avec Ottawa, la quatrième agglomération urbaine du Canada après Toronto, Montréal et Vancouver. Cela lui permet de bénéficier d'un environnement dynamique qui se caractérise par une activité tertiaire intense. La périphérie rurale regroupe les quatre municipalités régionales de comté (MRC) des Collines-de-l'Outaouais, de Papineau, de la Vallée-de-la-Gatineau et de Pontiac. Sa structure économique repose davantage sur l'exploitation et la transformation des ressources naturelles, principalement l'agriculture et la forêt.

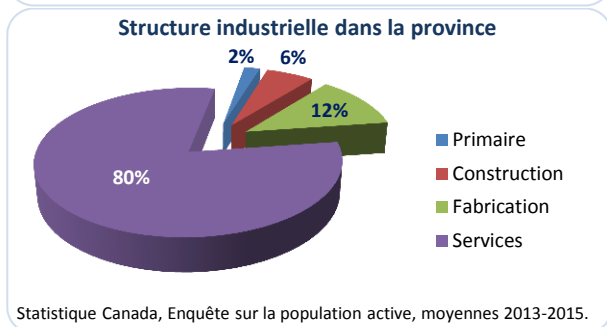
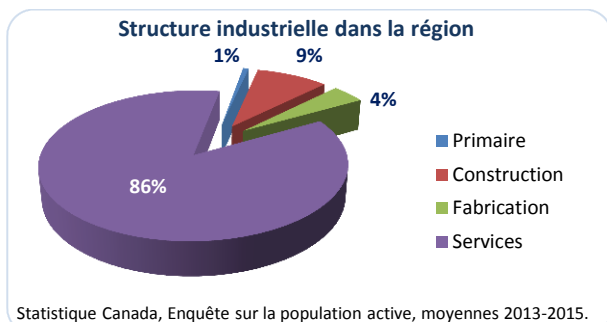
Après avoir connu une diminution importante en 2013 suivi d'une relative stabilité en 2014, l'emploi renouait avec la croissance en 2015. Au cours de l'année, ce sont 7 600 emplois qui se sont ajoutés dans la région, soit 5 700 à temps plein (+3,6 %) et 1 900 à temps partiel (+5,9 %). L'emploi a toutefois légèrement reculé dans le secteur de la production de biens, principalement en raison d'une décroissance au sein de la construction. Le secteur des services a toutefois affiché une bonne performance. Toutes proportions gardées, la croissance a

été plus importante au sein de l'hébergement et de la restauration, du commerce ainsi que de l'enseignement. La population active ayant augmenté à un rythme supérieur à celui de la population en âge de travailler, le taux d'activité s'est bonifié de 2,1 points de pourcentage, pour se fixer à 67,9 %, une performance surpassant celle du Québec (64,8 %).

Au cours de la même période, le taux d'emploi a également enregistré une hausse, pour s'établir à 62,9 %, une hausse de 2,0 points de pourcentage. Ici encore, cet indicateur régional dépassait celui qu'enregistrait la province à ce moment (59,9 %). La population en chômage augmentait elle aussi au cours de la période (+2,6 %). Pour sa part, le taux de chômage est demeuré stable, à 7,4 %, la population active ayant enregistré une hausse considérable en raison principalement de la forte création d'emploi. En comparaison, le taux de chômage se fixait à 7,6 % au Québec.



<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 26 avril 2016.



Tel que l'illustrent les graphiques précédents, la structure industrielle de l'Outaouais diffère de celle de la province sous plusieurs aspects. Reflet de l'importance qu'y occupe la fonction publique fédérale, la part des services dans l'emploi total est nettement supérieure à celle du Québec. En contrepartie, l'industrie de la fabrication, peu diversifiée, y est clairement moins présente.

### Perspectives industrielles

Selon les prévisions, le nombre de personnes en emploi devrait progresser en moyenne de 0,7 % par année au cours de la période 2016-2018 en Outaouais. Cette performance sera similaire à celle prévue dans la province.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	195 200	0,7 %	0,7 %
<b>Secteur primaire</b>	2 300	0,0 %	0,3 %
<b>Construction</b>	17 600	0,4 %	0,6 %
<b>Fabrication</b>	8 200	0,0 %	0,3 %
Bois	1 600	0,0 %	0,6 %
Papier	1 700	0,0 %	-0,5 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 26 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Malgré un léger repli au cours des dernières années, l'industrie de la **construction** est demeurée

un des secteurs les plus dynamiques dans la région. Entre 2000 et 2015, le nombre de personnes en emploi dans cette industrie a maintenu une croissance moyenne de 4,3 % par année. Toutefois, avec le marché du neuf moins dynamique ainsi qu'une augmentation de la revente de maisons et de nombre de logements locatifs disponibles, les prévisions seront à la baisse dans la construction résidentielle. Dans le volet résidentiel, même si certains chantiers majeurs prendront fin, d'autres projets importants devraient débiter ou se poursuivre au cours de la période de prévision et même au-delà. D'importants investissements prévus dans les infrastructures routières, un segment de la rénovation qui devrait demeurer actif ainsi que la proximité avec la province voisine, constituent aussi des facteurs stimulants pour cette industrie dans la région. Tous ces éléments permettent d'anticiper un taux de croissance annuel moyen de 0,4 % au cours de la période.

L'industrie de la **fabrication** est beaucoup moins diversifiée en Outaouais que dans l'ensemble du Québec, l'activité se concentrant dans quelques industries traditionnelles liées à la consommation et aux ressources, dont les produits en bois, le papier et les aliments et boissons. Depuis le sommet historique de 12 400 postes atteint en 2000, l'emploi manufacturier a fléchi en moyenne de 2,6 % par année, en raison de difficultés structurelles et conjoncturelles qui ont été exacerbées par la récession de 2009. Plus récemment, il semble y avoir eu une certaine stabilisation du niveau d'emploi. Pour la période de prévision, de nouvelles occasions d'affaires seront vraisemblablement créées par une augmentation de la demande pour le bois d'œuvre aux États-Unis, une reprise qui s'accompagne de plus d'un dollar canadien faible. Toutefois, les entreprises de la région disent déjà éprouver des difficultés liées à leur approvisionnement et avoir de la difficulté à satisfaire la demande actuelle, ce qui pourrait limiter leur capacité à profiter de ces nouvelles opportunités d'exportation. De plus, selon les entreprises, les coûts élevés reliés à l'approvisionnement nuiraient à leur capacité à demeurer concurrentielles devant la faiblesse persistante des prix et la concurrence importante. Les fermetures ponctuelles étant fréquentes dans la région, il semble aussi y avoir une

certaine sous-utilisation de la main-d'œuvre. Une meilleure utilisation de la main-d'œuvre actuelle limitera donc les embauches. Les opportunités accrues devraient toutefois permettre de consolider les effectifs actuels.

Le **secteur primaire** est, pour sa part, peu présent en Outaouais. Toutefois, étant donné sa forte concentration au sein de certaines MRC notamment celles de Pontiac, de Papineau et de La Vallée-de-la-Gatineau, il demeure important dans plusieurs collectivités de la région. Pour 2016-2018, une stabilité de l'emploi est prévue au sein de ce regroupement.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	195 200	0,7 %	0,7 %
<b>Services</b>	166 900	0,7 %	0,7 %
Commerce de gros	3 000	0,7 %	0,6 %
Commerce de détail	21 000	0,3 %	0,2 %
Transport et entreposage	6 000	1,1 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	6 800	0,8 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques et techniques	10 500	1,0 %	1,2 %
Gestion d'entreprise, soutien administratif	8 300	1,2 %	0,9 %
Services d'enseignement	14 700	0,7 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	25 000	1,7 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	9 200	0,7 %	0,6 %
Hébergement et restauration	11 500	0,6 %	0,6 %
Autres services	7 400	0,3 %	0,5 %
Administrations publiques	42 500	0,2 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 26 avril 2016  
 \*Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Le **secteur des services** constitue le moteur économique de l'Outaouais avec 85 % de la main-d'œuvre régionale, comparativement à 80 % au Québec. Après avoir connu des années difficiles dans un passé récent, en raison notamment de la réduction de la taille de la fonction publique ainsi que de la difficulté de certains sous-secteurs à surmonter les effets de la récession, les perspectives sont à nouveau plus positives. La croissance qui s'est amorcée en 2015 devrait vraisemblablement

se poursuivre au cours de la période 2016-2018, à un rythme annuel moyen de 0,7 %.

L'industrie des **administrations publiques** constitue la principale composante de la structure industrielle de l'Outaouais avec 22 % de l'emploi total, contre moins de 6 % dans l'ensemble de la province. Cet écart repose principalement sur le poids qu'y occupe la fonction publique fédérale, alors que près de la moitié des fonctionnaires fédéraux du Québec se retrouvent dans la région. Après avoir atteint un sommet en 2010, le nombre d'emplois dans la fonction publique fédérale a chuté de façon importante, dans un effort important pour atteindre le retour à l'équilibre budgétaire. Ainsi, en Outaouais, on dénombrait près de 6 400 emplois de moins dans ce secteur en 2014 qu'en 2010. L'emploi a toutefois renoué avec une croissance au cours de 2015. Des changements dans les priorités du nouveau gouvernement en place devraient favoriser l'emploi au sein de la fonction publique fédérale. La croissance de la population représentera aussi une pression à la hausse sur les besoins en effectifs au sein des administrations locales, municipales et régionales qui pourraient voir leur niveau d'emploi croître légèrement au cours de la période. Au global, une croissance annuelle moyenne de 0,2 % est anticipée dans l'ensemble des administrations publiques pour la période 2016-2018.

Les **soins de santé et l'assistance sociale** représentent pour leur part près de 13 % de l'emploi régional. Depuis 2000, cette industrie s'est accrue en moyenne de 4,0 % par année, et ce, malgré les difficultés de recrutement de personnel médical. En raison de sa proximité avec l'Ontario, la région a obtenu un statut particulier du gouvernement québécois. Ainsi, des primes à l'embauche peuvent être offertes à certains finissants des autres régions qui viennent exercer dans les établissements locaux. Par ailleurs, certaines mesures ont aussi été instaurées dans le but de constituer un bassin de main-d'œuvre disponible qualifiée, comme l'offre par l'Université du Québec en Outaouais d'un programme d'externat prédoctoral permettant aux étudiants en médecine d'effectuer des stages dans des cliniques de la région ainsi que l'ajout de nouvelles formations au Cégep de l'Outaouais. Des

investissements dans les infrastructures sont prévus afin d'améliorer l'offre de service à la population alors que la croissance démographique et le vieillissement de la population stimulent la demande pour ce genre de services. Les besoins pour des services de garderies sont également importants dans certains secteurs ce qui favorisera aussi l'emploi. Ainsi, malgré un contexte budgétaire limité, l'emploi dans cette industrie devrait croître en moyenne de 1,7 % par année entre 2016 et 2018.

Le **commerce de détail** constitue le troisième secteur d'activité économique d'importance au sein des services. Sa croissance étant étroitement liée à celle de la population et des dépenses des ménages, cette industrie bénéficie de l'avantage démographique que connaît l'Outaouais, et est aussi fortement influencée par la vigueur du marché du travail. Après une période de ralentissement accentuée notamment par les coupures dans les effectifs fédéraux, ce dernier devrait retrouver de son dynamisme. De façon générale, le commerce de détail subit toutefois d'importantes mutations alors que plusieurs détaillants importants ont fermé leurs portes et que le commerce en ligne, notamment, influence le secteur. Pour la période de prévision, une croissance de l'ordre de 0,3 % en moyenne par année est anticipée.

Depuis 2000, soutenu par la croissance démographique régionale, l'emploi en **enseignement** a augmenté en moyenne de 3,4 % par année. Avec 60 % de l'emploi, l'enseignement primaire et secondaire influence largement les perspectives. Bien que la situation diffère selon les municipalités, globalement, une augmentation notable du nombre d'élèves est prévue pour la période de prévision.

Des projets de construction d'écoles sont d'ailleurs en cours. Alors que la croissance des effectifs se poursuivra au primaire, le secondaire commencera lui aussi à profiter des contrecoups de la croissance marquée des naissances au cours des dernières années. Au niveau de l'enseignement post-secondaire, une légère diminution d'étudiants est anticipée, mais celle-ci demeure limitée et devrait avoir peu d'impacts sur l'emploi. Ainsi, malgré un contexte budgétaire qui devrait demeurer assez limité, la pression exercée par la croissance des effectifs au primaire et au secondaire notamment, permet d'anticiper une croissance de 0,7 % en moyenne par année dans cette industrie.

Les perspectives au sein de l'**hébergement et de la restauration** sont surtout influencées par la restauration qui représente près de 81 % des emplois de ce regroupement. Après avoir été ébranlé par le ralentissement économique, la majorité des emplois a été recouvrée en 2015. Pour la période de prévision, la croissance démographique ainsi que l'amélioration de l'économie régionale devrait stimuler ce secteur. Les investissements récents dans des infrastructures et des équipements de qualité pour desservir la clientèle locale et attirer les touristes devraient aussi continuer à porter fruit. En raison de sa proximité géographique, l'Outaouais devrait profiter du dynamisme prévu en lien avec les festivités entourant le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération du Canada, mais un certain réajustement devrait toutefois avoir lieu vers la fin de la période en raison de la fin de ces festivités. En raison de ces facteurs stimulants, cette industrie pourrait croître de 0,6 % en moyenne annuelle durant l'horizon de prévision.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Janine Cardinal**, économiste, Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec

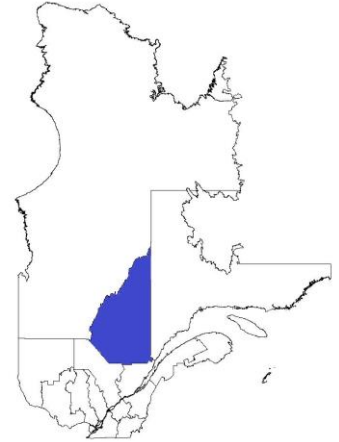
**Pour plus d'information**, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc-rhdcc.gc.ca).

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés



## Coup d'œil sur les perspectives industrielles 2016-2018 Saguenay–Lac-Saint-Jean

- La population de la région est vieillissante et montre peu de croissance.
- L'économie régionale est peu diversifiée et repose en majeure partie sur les grandes entreprises liées à l'exploitation du bois et sa transformation, ainsi que la production d'aluminium.
- Le Nord et l'expansion du secteur minier sont des pistes de développement intéressantes.
- Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi attendu au cours de la période 2016-2018 dans la région est de 0,3 %<sup>1</sup>, la moitié du taux annuel moyen des dix dernières années, et inférieur au taux attendu au Québec (0,7 %).



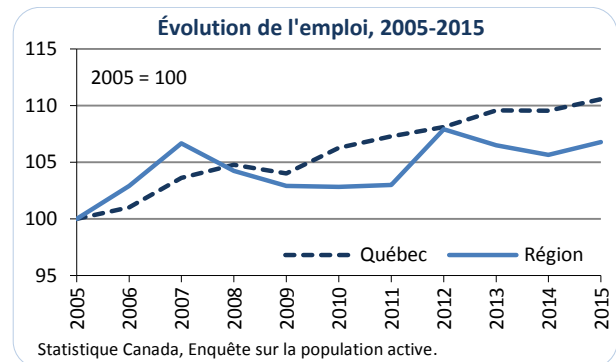
Alors que la population était en croissance au Québec en 2014 et en 2015, elle était en faible baisse au Saguenay–Lac-Saint-Jean en raison du recul de la population des 15-24 ans et des 45-54. La région a affiché des soldes migratoires interrégionaux et interprovinciaux déficitaires en 2013-2014 et 2014-2015, alors que l'immigration internationale est légèrement positive. Bien que la décroissance ne soit pas au menu, d'après les scénarios démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, la population du Saguenay–Lac-Saint-Jean ne devrait croître que de 0,1 % par année d'ici 2018.

La population de la région est aussi vieillissante. Cela se voit dans la croissance rapide de la proportion de personnes âgées de 65 ans. Alors que celles-ci comptaient pour 14,2 % de la population régionale en 2005 (13,6 % au Québec), cette proportion est montée à 20,0 % en 2015 (17,6 % au Québec), et devrait dépasser 22 % d'ici 2018.

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean compte une région métropolitaine de recensement (RMR), Saguenay, qui représente le principal noyau urbain de la région, avec près de 58 % de la population totale de la région. À noter que la très grande majorité de l'accroissement démographique de la région a lieu dans la RMR.

Enfin, alors que le revenu disponible par habitant de la région augmentait légèrement plus vite que celui du Québec au cours de la période 2002-2013,

il est resté relativement stable en 2014. Malgré la poussée de croissance récente, le revenu disponible par habitant demeure inférieur à la moyenne provinciale.



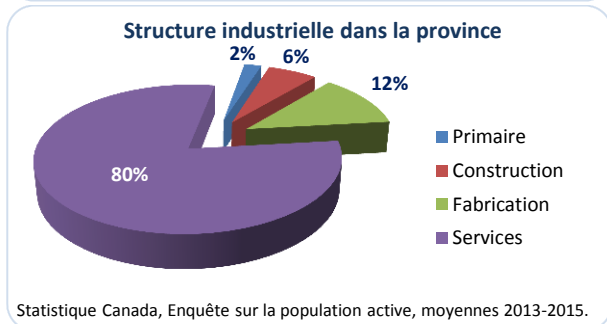
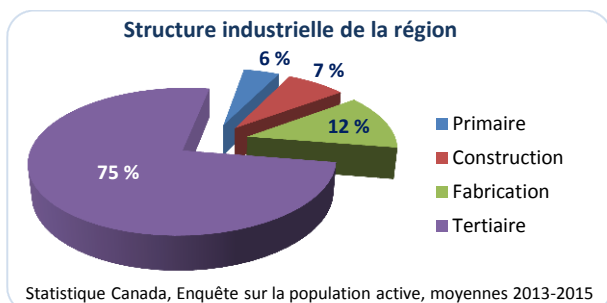
Après deux années de décroissance, le nombre de personnes en emploi au Saguenay–Lac-Saint-Jean a augmenté de 1,0 % en 2015. Avec 128 300 personnes en emploi, la région se retrouve se rapproche du sommet qu'elle avait atteint en 2012, alors que la région comptait 129 700 travailleurs.

L'amélioration nette du bilan provient du gain de près de 5 % dans l'emploi à temps plein, ce qui a plus que compensé les pertes dans le temps partiel. Jumelé à une baisse de la population active, le taux de chômage a reculé de 1,6 point de pourcentage à 8,3 %.

Le Saguenay–Lac-Saint-Jean fait partie des régions ressources du Québec. À ce titre, son activité éco-

<sup>1</sup> Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 3 mars 2016.

nomique repose principalement sur l'exploitation et la transformation des ressources agricoles, forestières et hydrauliques. Les secteurs forts de l'économie régionale sont le bois, l'aluminium, l'agroalimentaire et le tourisme. Cependant, le développement du secteur minier et la position géographique de la région comme la porte d'entrée du Nord québécois constituent des atouts importants pour la région.



Puisque l'exploitation et la transformation des ressources naturelles dominant dans le marché du travail du Saguenay–Lac-Saint-Jean, le secteur primaire y est proportionnellement plus important qu'à l'échelle du Québec. Et si le secteur de la fabrication se présente dans les mêmes proportions que dans la province, il est cependant peu diversifié et se concentre fortement dans les industries du bois, de la fabrication de papier et de la première transformation des métaux. Enfin, les services occupent trois travailleurs de la région sur quatre.

### Perspectives industrielles

Alors que d'importants chantiers ont pris fin ou sont sur le point de se terminer, les grands projets annoncés au cours des dernières années peinent à démarrer ou ont été reportés à une date ultérieure. C'est pour ces raisons que le Saguenay–Lac-Saint-Jean connaîtra une croissance d'emploi modeste entre 2016 et 2018. Avec un taux de croissance

annuel moyen estimé à 0,4 % au cours de cette période, il y aurait l'ajout d'environ 1 300 emplois dans la région. En lien avec la structure industrielle, sept emplois sur dix seront générés par les services.

Secteurs primaire et secondaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>127 800</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>5 600</b>	<b>1,3 %</b>	<b>0,3 %</b>
Agriculture	1 800	1,2 %	0,0 %
Foresterie et exploitation forestière	3 700	0,7 %	0,7 %
Extraction minière	1 700	2,1 %	1,0 %
<b>Construction</b>	<b>9 000</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,6 %</b>
<b>Fabrication</b>	<b>15 400</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,3 %</b>
Bois	2 800	0,6 %	0,6 %
Papier	1 700	-0,5 %	-0,5 %
1 <sup>ère</sup> transformation des métaux	5 200	0,1 %	-0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 3 mars 2016  
 \* Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-2015

Dans le **secteur primaire**, 70 % de l'emploi est concentré dans les segments de la foresterie et de l'agriculture. L'extraction minière est cependant plus importante que ne le laisse paraître son niveau d'effectif. C'est un élément important pour plusieurs collectivités de la région, principalement celles situées au Lac-Saint-Jean et en périphérie de la zone urbaine de Saguenay. D'ici 2018, l'emploi devrait augmenter dans le secteur primaire grâce à de la croissance attendue dans chacune des composantes. On compte, entre autres, sur l'investissement minier qui devrait augmenter en 2016 et des projets miniers qui devraient entrer en phase d'exploitation vers la fin de la période de prévision.

Après plusieurs années de croissance rapide, l'industrie de la **construction** semble vouloir reprendre son souffle au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Une baisse des permis de bâtir (en unités et en valeur) a été observée en 2015. De même, les mises en chantier résidentielles ont diminué dans la RMR Saguenay en 2015, et l'avenir demeure incertain. Quant à l'investissement en construction de bâtiment non résidentiel, il a augmenté de 11 % dans la RMR en 2015. Malgré tout, la croissance devrait être présente entre 2016 et 2018, grâce à

plusieurs projets en cours ou annoncés, notamment des projets miniers, et avec la poursuite des travaux de construction des centrales 3 et 4 du Complexe La Romaine.

Le secteur de la **fabrication** se retrouve sous l'effet de deux environnements d'affaires différents. D'un côté, la reprise continue de l'économie américaine, ainsi que la baisse de la valeur du dollar canadien, seront bénéfiques pour les entreprises exportatrices. De l'autre, le report d'investissements majeurs pourrait retarder la croissance de certaines entreprises et la baisse de la valeur du dollar canadien pourrait avoir des répercussions négatives pour les entreprises importatrices (en moyenne au Québec, la fabrication de biens requière 40 % d'intrants importés), dont les investissements en machines et équipements.

Le prix de l'**aluminium**, les inventaires élevés et la faiblesse des marchés rendent les investissements difficiles et de nombreux projets sont sur la glace. En effet, le prix de la tonne d'aluminium a terminé l'année 2015 à un peu moins de 1 500 \$, alors qu'il était à près de 2 400 \$ en 2011, et les inventaires demeurent à des niveaux élevés. Toutefois, de grandes entreprises visent de plus en plus l'achat d'aluminium « vert », produite à partir d'énergie renouvelable, ce qui pourrait être profitable pour la production dans la région.

Malgré ce contexte mondial peu favorable, des entreprises investissent afin d'être prêts à profiter de l'embellie lorsque celle-ci se présentera. De plus, le Québec s'est doté d'une stratégie de développement de l'aluminium dont l'objectif est de doubler la transformation de l'aluminium en sol québécois d'ici 2025.

La fabrication de **produits du bois** devrait commencer une lente remontée. Les mises en chantier résidentielles sont en hausse aux États-Unis et les perspectives sont bonnes pour 2016 et 2017. On a observé une hausse des exportations québécoises de bois d'œuvre aux États-Unis en 2015, accompagnée d'une baisse des prix. Dans la région, une faible hausse des mises en chantier résidentielles est prévue en 2016. De plus, la mise en œuvre de la Charte du bois permet une utilisation accrue du

bois dans la construction au Québec, autant dans le multi-logement, l'institutionnel et le public. Ce contexte positif permet à des entreprises de la région de procéder à des investissements ou d'augmenter leur production. Les éléments qui limiteront la croissance sont le report de la mise en œuvre du Plan de rétablissement du caribou forestier, ce qui pourrait nuire à l'obtention de normes environnementales des entreprises de la région, le manque de bois facilement accessible et du coût de la fibre qui a augmenté de 125 %.

Secteur tertiaire			
Croissance annuelle moyenne de l'emploi en 2016-2018			
	Niveau d'emploi*	Région	Province
<b>Ensemble des industries</b>	<b>127 800</b>	<b>0,3 %</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>96 200</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,7 %</b>
Commerce de gros	2 300	0,3 %	0,6 %
Commerce de détail	18 500	0,1 %	0,2 %
Transport et entreposage	6 100	0,6 %	0,9 %
Finance, assurances, immobilier, location	4 500	0,2 %	0,8 %
Professionnels, scientifiques, techniques	6 900	0,5 %	1,2 %
Gestion d'entreprises, soutien administratif, autres services	4 600	0,6 %	0,9 %
Services d'enseignement	9 400	0,0 %	0,7 %
Soins de santé et assistance sociale	19 500	0,6 %	1,4 %
Information, culture et loisirs	3 300	0,3 %	0,6 %
Hébergement et restauration	8 300	0,3 %	0,6 %
Autres services	7 900	0,2 %	0,5 %
Administrations publiques	5 000	-0,1 %	0,0 %

Service Canada – Région du Québec, DAMT, 3 mars 2016  
\* Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes 2013-20154

En termes d'emplois, les soins de santé et assistance sociale ainsi que le commerce de détail sont les deux principales composantes du **secteur tertiaire**. En termes de croissance, passée et future, il faut y ajouter les services de transport et d'entreposage, les services professionnels, scientifiques et techniques. Ces industries de services profitent de l'activité des grands chantiers et des projets miniers dans la région et au Québec.

Il devrait y avoir croissance de l'emploi dans le **transport** du bois, notamment vers les États-Unis,

alors que le transport dans le secteur de l'alimentation se maintient. Du côté du secteur minier, la construction des infrastructures et l'exploitation des ressources vont tirer l'emploi de l'industrie vers le haut avec la construction de nouvelles installations portuaires sur le Saguenay. De plus, le développement du parc industriel et les projets d'exploitation des ressources naturelles vont permettre la croissance des activités au terminal portuaire de Grande-Anse. De son côté, le transport de colis devrait se maintenir grâce, entre autres, à la progression du commerce électronique.

Les **services professionnels, scientifiques et techniques** continuent à profiter de la construction de l'aménagement de la Romaine, de même que de différents projets d'infrastructures et industriels.

Le **commerce de gros** est fortement influencé par le **commerce de détail**. Ainsi, pour les mêmes raisons, la croissance de l'emploi sera modérée entre 2016 et 2018 : il n'y a pratiquement pas de croissance de la population dans la région et les ménages sont endettés, bien que le revenu disponible progresse plus rapidement dans la région qu'au Québec depuis 2009. On note des fermetures de commerces, et même les grandes bannières renvoient à la baisse leur réseau pour se concentrer sur les meilleurs emplacements. Les impacts négatifs du commerce électronique commencent aussi à affecter les boutiques de la région. Toutefois, quelques investissements et la croissance ou la

reprise dans certains secteurs, dont les mines, vont permettre une faible croissance au cours de la période de prévision.

La population de la région est vieillissante, ce qui pourrait entraîner une légère hausse de la demande de **soins de santé et d'assistance sociale**. Toutefois, on doit faire être en mesure de répondre à l'important effort d'optimisation demandé à chacun des établissements du réseau de la santé. De plus, la région est déjà bien desservie en termes de personnel de soins de santé. En 2014, la région avait davantage d'omnipraticiens et d'infirmières par 100 000 habitants que la moyenne provinciale. Seuls les médecins spécialistes étaient moins présents. La croissance de l'emploi en région devrait donc être inférieure à la croissance provinciale. La croissance pourrait être plus rapide que prévue si tous les projets se réalisent d'ici 2018 (constructions, agrandissements).

L'amélioration des conditions d'affaires en **hébergement et restauration** nous amène à entrevoir un peu de croissance de ce côté. Le taux d'occupation moyen est à la hausse et l'avènement des chantiers miniers pourrait être accompagné de « Fly-in, Fly-out », ce qui crée de la demande. Au niveau de la restauration, la clientèle locale et le tourisme sont relativement stables mais l'ouverture de restaurants affiliés à des producteurs locaux et de grandes chaînes permettra une création d'emplois modérée.

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par Olivier Paré, économiste, Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, Québec**

**Pour plus d'information, s.v.p. contacter l'équipe de l'IMT à : [NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc.gc.ca](mailto:NC-LMI-IMT-GD@hrsdcc.gc.ca).**

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2016, tous droits réservés